

# la vérité

**revue trotskyste**

juin - juillet 1965

— N° 529 - 3 f. —

**l'offensive de la bourgeoisie  
et de son état**

---

**la crise du capitalisme  
d'après-guerre**

---

**les contradictions de l'économie  
espagnole**

---

**« coexistence pacifique  
et stalinisme »**

*(discussion sur l'étude de M. VARGA " ou va l'U.R.S.S. ")*

---

*notes de lecture*

# la vérité

Rédaction et administration :  
5, rue de Charonne, PARIS-XI<sup>e</sup>

---

## A NOS LECTEURS

*C'est avec un retard considérable, dont nous nous excusons, que paraît ce numéro de LA VERITE. Ce retard est d'abord dû aux difficultés matérielles auxquelles se heurte la publication d'une revue de ce type. Elle ne peut poursuivre son effort que si elle est soutenue par l'activité militante de ses lecteurs (abonnements, souscriptions, détection de nouveaux lecteurs). De toute façon, il nous est nécessaire à cette étape, pour aboutir à une plus grande régularité dans la parution, de diminuer notre tirage et en conséquence LA VERITE ne pourra se trouver que dans un nombre plus restreint de points de vente. Aussi, c'est en vous abonnant que vous pourrez être certains de lire LA VERITE. De plus, c'est là le meilleur moyen de nous aider : seul un accroissement du nombre d'abonnés peut nous permettre de garantir la régularité de la parution de LA VERITE.*

*ABONNEZ-VOUS, FAITES ABONNER VOS CAMARADES.*

---

### ABONNEMENTS

Un an (4 numéros) .....	10,00 F.
Etranger .....	11,50 F.
Abonnements de soutien .....	15 et 20,00 F.

Tous versements au C.C.P. SPEL Paris 6032-01.



# Editorial

Il y a vingt ans que s'achevait en Europe la Seconde Guerre mondiale. On a commémoré l'événement avec bruit, mais personne n'a cherché à définir ce qu'avait été cette paix, quel ordre social elle entendait préserver, sous le couvert de la « victoire des démocraties ».

L'écroulement du régime hitlérien s'accompagnait dans toute l'Europe d'une montée révolutionnaire des masses qui remettait en question le régime capitaliste même. Contre cette menace, une Sainte Alliance réactionnaire unissait la bureaucratie russe, sachant que la victoire de la révolution prolétarienne en Europe signifiait à brève échéance la fin de son pouvoir, aux puissances impérialistes. Le recours le plus cynique aux méthodes de la diplomatie de « grande puissance », le partage du monde en « sphères d'influence », la division arbitraire de nations, toute la stratégie internationale définie à Yalta n'avait pour but que d'organiser une paix dirigée contre les peuples, de dresser un barrage efficace contre la classe ouvrière du monde.

A l'échelle nationale, les directions bureaucratiques de la classe ouvrière, réformiste et stalinienne, se hâtaient de replâtrer l'Etat bourgeois, lui assuraient les conditions de son rétablissement, comme en France, où elles constituaient les plus fermes soutiens du gouvernement de Gaulle.

Là où cela lui était possible, la bourgeoisie évitait les concessions : elle écrasait dans le sang. En décembre 1944, à Athènes, les troupes britanniques répriment par les armes le mouvement des travailleurs grecs ; et, le 8 mai, jour de la capitulation du gouvernement nazi, commencent en Algérie les massacres qui feront plus de 40.000 morts.

Ce retour en arrière n'est pas inutile pour dégager les grands traits de la situation présente, tant internationale que nationale.

A l'issue du second conflit mondial, défendant son pouvoir et ses privilèges, la bureaucratie stalinienne et ses agences nationales, les appareils des P.C., ont préservé la domination de l'impérialisme contre l'assaut des masses, comme la social-démocratie l'avait fait à la fin de la première guerre. C'est à partir de là que l'impérialisme a pu, non seulement se maintenir, mais se préparer à la reconquête des zones du globe qui échappaient à son contrôle, faire de la troisième guerre mondiale une perspective concrète et aujourd'hui répondre par les bombes aux développements révolutionnaires en Asie, ou déclencher, comme à Saint-Domingue, une invasion préventive.

C'est à partir de là aussi que la bourgeoisie a pu reconstruire son régime en France, que s'est développée la IV<sup>e</sup> République, morte en 1958, en donnant naissance au pouvoir autoritaire, à « l'Etat fort » qui, aujourd'hui, mène sur tous les terrains, l'offensive contre la classe ouvrière.

Le monde n'est certes pas resté immobile depuis 1945 et pour reprendre l'expression du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, le programme de transition, à l'échelle internationale, « les lois de l'histoire » se sont montrées « plus puissantes que les appareils bureaucratiques ». En d'autres termes, le développement de la situation internationale pose tous les problèmes de la révolution prolétarienne, et d'abord celui de la direction révolutionnaire nécessaire au prolétariat pour vaincre, direction qui, à l'époque de l'impérialisme — d'un monde unifié par le marché mondial et la division internationale du travail —, ne peut être qu'internationale.

Mais d'être posé, ce problème n'en est pas pour autant résolu. Il ne pourra l'être que par l'activité des révolutionnaires eux-mêmes, nationalement et internationalement, à travers leur intervention dans la lutte des classes. Constaté, comme il est indispensable de le faire aujourd'hui, que la tâche à laquelle il faut faire face est celle de la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale n'est pas en soi une considération pessimiste. La situation internationale, les luttes des masses, font précisément de cette tâche une perspective concrète. Mais l'absence aujourd'hui d'une Internationale basée sur le programme de la révolution socialiste est un élément de la situation mondiale dont il faut tenir compte.



De même, la crise du stalinisme, pour profonde qu'elle soit, n'a nullement détruit l'efficacité contre-révolutionnaire de l'appareil stalinien international. A la révolution des conseils ouvriers de Hongrie, la bureaucratie « déstalinisée » a répondu par l'intervention militaire ; à sa situation d'ensemble, elle cherche à répondre par la « coexistence pacifique ». Ce ne sont là que deux aspects d'une même politique contre-révolutionnaire, une politique qui est, elle aussi, un élément du « rapport des forces » à l'échelle internationale.

### *UNE STRATEGIE COHERENTE*

En examinant une situation particulière, il ne faut oublier aucun de ces facteurs. Ainsi faut-il faire, pour apprécier la signification de l'agression impérialiste actuelle au Vietnam. Il ne suffit pas de proclamer, comme d'irresponsables stratèges en chambre, que la révolution triomphe, que l'impérialisme américain est dans une situation intenable, alors qu'isolés, les révolutionnaires vietnamiens subissent tout le poids d'un appareil militaire extrêmement puissant, employant les moyens d'extermination les plus perfectionnés. Il est ridicule d'affirmer, comme nombre de petits-bourgeois de « gauche », que cette politique est « démentielle ».

Tout au contraire, c'est dans le cadre d'une stratégie contre-révolutionnaire cohérente que s'inscrit l'agression américaine. Certes, c'est l'approfondissement de la lutte révolutionnaire au Sud-Vietnam qui a contraint l'impérialisme américain à une intervention directe : la faillite des couches dirigeantes, la lutte croissante des masses ouvraient au Sud-Vietnam la perspective d'une révolution sociale en même temps qu'était remise en question l'arbitraire division du pays consacrée par les accords de Genève de 1954. Cela était inacceptable pour l'impérialisme, mais que ce soit la lutte des masses qui ait obligé le gouvernement américain à réagir n'ôte rien à l'efficacité de la réplique qu'il a choisie.

Cette réplique est fonction d'objectifs globaux qui dépassent le Sud-Vietnam. Il ne s'agit pas seulement de faire barrage à la révolution dans ce pays, mais de contre-attaquer. Contre-attaquer en aggravant l'isolement de la Chine et en accentuant la pression sur elle. Contre-attaquer en s'assurant des positions

nouvelles, non seulement militaires, mais politiques, en vue de la reconquête de l'Asie, de sa réintégration à l'économie capitaliste. Ainsi faut-il comprendre les propositions de Johnson prônant un « vaste effort de coopération » où le Nord-Vietnam pourrait participer.

Evidemment, pareille solution ne saurait se concevoir sans que préalablement la révolution au Sud-Vietnam, écrasée ou trahie, ait été vaincue, que par l'éventuel biais d'une « neutralisation », le pays reste divisé et que soit préservée au Sud-Vietnam la propriété capitaliste. En ce sens, les accords de Genève restent la base de départ politique de l'agression américaine.

La stratégie américaine repose aussi sur une appréciation réaliste de la politique de la bureaucratie russe. L'orientation générale de cette dernière vise à rechercher un accord d'ensemble avec l'impérialisme américain, dont l'une des composantes est précisément le maintien du "statu quo" en Asie. Aussi, la Chine, pourtant directement menacée, reste militairement et diplomatiquement isolée. La direction du parti communiste chinois, qui ne conçoit la défense de la révolution chinoise qu'en termes diplomatiques et militaires et non à travers une stratégie révolutionnaire internationaliste, est dans une impasse. Aussi, pour l'heure, c'est l'impérialisme qui a l'initiative. Les raids de terreur sur le Nord-Vietnam, la napalmisation de régions entières, les tortures, les exécutions, voilà la pratique de la « coexistence pacifique ».

La lutte des ouvriers et des paysans vietnamiens concerne directement les travailleurs du monde entier. La lutte qu'il faut mener contre l'agression impérialiste n'est pas une « vague lutte pour la paix », elle est une lutte contre l'impérialisme qui ne peut offrir à l'humanité d'autre avenir que celui de la barbarie d'une guerre nucléaire. Et la lutte contre l'impérialisme, c'est d'abord la lutte contre son impérialisme. Toute action contre l'intervention impérialiste au Vietnam n'a de signification réelle que liée à la lutte des classes, à la bataille incessante pour le renversement du capitalisme.



## SUR LA SITUATION POLITIQUE FRANÇAISE

Si l'on se tourne vers la situation française, là aussi bien des illusions s'effondrent. Il y a maintenant sept ans que dure le régime instauré à la suite du 13 mai. Personne ne peut plus sérieusement prétendre que l'établissement du régime gaulliste ne constituait qu'un accident éphémère, sans conséquences durables, que les rapports de force entre les classes n'étaient pas modifiés par son existence. Personne non plus ne peut sérieusement affirmer — comme ce fut la mode tout un temps — que la « société industrielle » qu'était la France entamait une mue décisive qui rendait caducs les vieux modes d'organisation et les vieilles revendications du mouvement ouvrier — appelé à se réorganiser pour s'adapter à « une nouvelle classe ouvrière », qui n'avait plus à se soucier de salaires ou d'emploi... Le fonctionnement de l'économie capitaliste, la lutte des classes, ont ridiculisé les « penseurs » et les « sociologues » auteurs de ces prétendues théories. A l'abri de l'Etat fort, la bourgeoisie développe son offensive et les « vieilles revendications » — plus actuelles que jamais parce que fondées sur la réalité de l'exploitation capitaliste — restent à la base de l'organisation et de la résistance des travailleurs.

Le problème de « l'intégration des syndicats à l'Etat » qui, pendant longtemps, était considéré comme la marotte des trotskystes et de quelques syndicalistes révolutionnaires, ne peut plus être ignoré. Pour bafouer l'aspiration des travailleurs à une résistance d'ensemble contre l'offensive du patronat et de l'Etat, les dirigeants staliniens de la C.G.T., comme Frachon ou Mauvais, sont contraints de reprendre la formule « Tous ensemble » qui résumait la volonté des travailleurs et que les révolutionnaires luttaient pour imposer.

Les trotskystes ne se réjouissent pas de cet état de choses. Ils peuvent y trouver une confirmation de leurs analyses politiques, vérifier à quel point leur action est liée à la réalité de la lutte des classes parce qu'elle est fondée sur un programme qui est la généralisation théorique la plus élevée de l'expérience de cette lutte des classes. Mais ils ne sauraient s'en féliciter. Les révolutionnaires ne luttent pas pour « avoir raison », pour voir se vérifier « par l'absurde » leurs positions. Ils luttent pour la victoire de leur classe.

## LA TOILE DE FOND

La situation de l'économie française est la plus mauvaise qu'elle ait connue depuis 1958. La production industrielle stagne — dans un secteur-clef comme l'automobile, elle a diminué dans une proportion de 20 % —, les investissements piétinent, le commerce extérieur connaît des difficultés. S'il n'est pas possible de mesurer la profondeur de cette récession, on peut par contre déjà faire certaines remarques quant à sa portée. De toute façon, elle n'est pas que « conjoncturelle » dans la mesure où elle est liée aux difficultés générales de l'économie capitaliste à l'échelle internationale, à la concurrence inter-impérialiste de plus en plus sévère. C'est pourquoi les porte-paroles les plus responsables du capitalisme insistent sur la nécessité de stimuler les exportations, de rendre les marchandises françaises compétitives.

Pour la classe ouvrière, les conséquences de la situation sont nettes. On a évalué à plus d'un million le nombre de travailleurs touchés par les licenciements, le chômage partiel ou la réduction d'horaires. Ajoutés au blocage des salaires, ces phénomènes ont pour effet la baisse brutale du niveau de vie des couches les plus larges de la classe ouvrière, aggravée encore par la hausse continue des prix des produits de consommation, la hausse rapide des services (loyers en particulier), la fiscalité de plus en plus écrasante. Parallèlement, la détérioration des conditions de travail s'accroît (cadences, discipline).

Pour résumer, l'offensive contre les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière dans son ensemble, entamée depuis longtemps, s'accroît du fait même de la situation économique. Plus profondément, les besoins de la bourgeoisie dans cette situation exigent que s'approfondisse l'offensive politique contre la classe ouvrière. Il faut détruire ses capacités de combat pour qu'elle ne puisse plus que subir la « relance », faite à ses dépens, d'une économie « compétitive ».

C'est là que le pouvoir de type bonapartiste a son rôle à jouer. Sa politique économique coïncide, pour l'essentiel, avec celle des couches décisives du capitalisme financier. L'une des revues du patronat, « Entreprise », résumait ainsi la position du général-président : « 1° Il n'y a pas d'indépendance sans développement régulier des exportations... 2° Il faut donc améliorer



l'appareil industriel en accélérant le mouvement de fusion des entreprises et favoriser le rajeunissement de l'industrie en rendant l'investissement plus attrayant. » Et, dans le même numéro, l'on donnait la parole à Georges Villiers, président du Conseil national du Patronat français, qui déclarait : « L'économie française doit faire face dans les prochaines années à des objectifs nécessairement ambitieux et, donc, à des impératifs de développement très sévères. C'est peut-être à propos des échanges extérieurs qu'apparaît le plus clairement l'importance de l'effort à réaliser... La modernisation de l'équipement est, par l'abaissement des prix de revient qu'elle permet la condition nécessaire de notre expansion commerciale à l'étranger. Un redressement des possibilités dont disposent les entreprises pour financer leurs investissements apparaît donc bien comme le premier impératif de la politique économique nationale. »

« Rendre l'investissement plus attrayant », c'est-à-dire augmenter le taux de profit par la sur-exploitation des travailleurs. Le blocage des salaires (plan de stabilité), accompagné de mesures comme la diminution des impôts sur les bénéfices, va dans ce sens. Et là-dessus, tout ce qui compte dans la bourgeoisie est d'accord avec de Gaulle. Il s'agit de « diminuer les prix de revient » par une augmentation de la productivité sans que les salaires croissent. Mais faire de l'industrie française « l'outil compétitif » dont parlait le ministre des Finances, Valéry Giscard d'Estaing, exige plus que des mesures isolées. Il faut un « plan » qui impose une progression de la consommation proportionnellement moindre à celle de la production, qui facilite la centralisation et la concentration du capital, qui assure une réorganisation de l'appareil productif, supposant la disparition de certaines branches d'industrie, le sacrifice de régions entières, qui prépare l'économie capitaliste française à la lutte contre ses rivaux à l'ère de l'automatisation.

Ce plan existe, il n'est autre que le V<sup>e</sup> Plan gaulliste, qui précise très clairement les objectifs anti-ouvriers de l'opération, car il est bien évident que pareille reconversion ne peut se faire que sur le dos de la classe ouvrière (1). Aussi, le plan ne fournit-il qu'une orientation générale, reste à l'Etat de l'imposer, de

(1) Voir la brochure éditée par "Informations Ouvrières" (19, rue Greneta, Paris) sur le V<sup>e</sup> Plan.

l'imposer d'abord à la classe ouvrière. C'est pourquoi la logique du V<sup>e</sup> Plan, expression systématique des besoins du capital financier, c'est l'écrasement de la classe ouvrière, la destruction, sous une forme ou sous une autre, de ses organisations de classe.

La réalisation des « intentions » du plan passe donc par l'intervention politique de l'Etat, s'assurant les moyens de contrôler tous les aspects de la vie sociale (réforme administrative, etc.). Le V<sup>e</sup> Plan débouche sur la politique des revenus, qui vise à imposer à la classe ouvrière qu'elle accepte de voir son niveau de vie déterminé strictement par les besoins du profit capitaliste et dont les jalons sont déjà mis en place (commission Massé, etc.). Une telle politique n'est possible qu'avec la coopération des syndicats, chargés de discipliner les travailleurs au compte des exigences du développement national. De Gaulle, lors de sa conférence de presse du 29 juillet 1963, s'était fort clairement exprimé là-dessus : « **Sans qu'on se propose de réduire la liberté en fait de représentation syndicale, de discussions, de contrats, de droit de grève, etc., tout nous porte à ériger la coopération en principe fondamental de notre activité économique et sociale... Cela implique, de la part des syndicats, un renouvellement quant à leur capacité et quant à leur volonté de prendre part, d'une manière constructive, à ce qui est projeté et exécuté dans la vie de notre pays.** »

En d'autres termes, les organisations syndicales, nées des revendications de classe, de l'organisation comme classe du prolétariat, sont appelées à se transformer en agents d'exécution des décisions de l'Etat, en rouages de cet appareil d'Etat. C'est ainsi que se pose la question de l'intégration.

### *A PROPOS DE L'INTEGRATION*

Léon Trotsky s'était posé la question des rapports entre les organisations syndicales, dirigées par des appareils bureaucratiques adaptés à l'ordre capitaliste, avec l'Etat dans la période historique actuelle. Peu avant son assassinat, il préparait un article sur cette question. Dans le brouillon qui nous est resté, la question est très précisément définie : « **Il y a un aspect**



commun dans le développement ou, plus exactement, dans la dégénérescence des organisations syndicales modernes : c'est leur rapprochement et leur fusion avec le pouvoir d'Etat.

« ... Le capitalisme monopolisateur n'est pas basé sur la concurrence et sur l'initiative privée mais sur un commandement central... Les syndicats doivent affronter un adversaire capitaliste centralisé, intimement uni au pouvoir. De là découle, pour les syndicats, dans la mesure où ils restent sur des positions réformistes — c'est-à-dire sur des positions basées sur l'adaptation à la propriété privée — la nécessité de s'adapter à l'Etat capitaliste et de lutter pour la coopération avec lui. Aux yeux de la bureaucratie du mouvement syndical, la tâche essentielle consiste à libérer l'Etat de l'emprise capitaliste en affaiblissant sa dépendance envers les trusts et en l'attirant de leur côté. Cette position est en complète harmonie avec la position sociale de l'aristocratie et de la bureaucratie ouvrières qui combattent pour obtenir quelques miettes dans le partage des surprofits du capitalisme impérialiste... Par la transformation des syndicats en organes d'Etat, le fascisme n'invente rien de nouveau. Il ne fait que pousser à leurs ultimes conséquences toutes les tendances inhérentes à l'impérialisme. »

Cette tendance profonde à la « fusion avec le pouvoir d'Etat » qui naît du développement même de l'économie capitaliste à l'ère impérialiste, du rôle que joue l'Etat et qui manifeste l'impasse historique du réformisme — au sens large du terme : des directions de la classe ouvrière qui se situent sur le terrain de l'ordre bourgeois — s'affirme aujourd'hui en France sous des formes particulières, du fait du caractère du régime gaulliste.

Régime autoritaire, le gaullisme n'a conservé qu'une façade parlementaire. En fait, il refuse tout contrôle parlementaire, il ignore les partis traditionnels de la bourgeoisie, il se fait le seul interprète de ses intérêts. Concentrant tous les aspects de la vie politique au niveau de l'exécutif, il refuse à la bourgeoisie — qui a accepté ce sacrifice — une activité politique « normale ». Il est donc contradictoire, même en restreignant leur champ d'activité, même en édictant des mesures anti-ouvrières classiques, qu'il accepte l'existence d'organisations de la classe ouvrière. Cette contradiction s'explique par le fait que le gaul-

lisme a d'abord eu besoin de l'appui des appareils bureaucratiques de la classe ouvrière pour imposer sa politique algérienne, conforme aux intérêts du capitalisme français dans son ensemble.

Mais il ne pouvait s'agir que d'un sursis. La logique du régime, c'est la destruction des organisations syndicales comme organisations de classe. Il ne s'agit plus, comme dans le cadre de la démocratie parlementaire, de classique « collaboration de classes » où les bureaucraties marchandent leur collaboration à partir de la position de leurs organisations dans la lutte des classes. Il s'agit de transformer ces organisations en prolongements de l'appareil d'Etat, de faire de leurs dirigeants de simples agents d'exécution des décisions économiques et sociales de ce pouvoir.

Correspondant à la nature même du régime gaulliste, nécessitée par les besoins du capital financier, l'intégration des syndicats à l'Etat est aussi le moyen d'en finir avec la résistance de la classe ouvrière en détruisant les organisations qu'elle s'est données et qui constituent le cadre dans lequel elle se mobilise.

Aussi, cette question est une question politique centrale. Pour le régime gaulliste, car sans sa réalisation toute la série de mesures qu'il prend dans le sens du renforcement du pouvoir d'Etat resteraient formelles. Pour la classe ouvrière, car de la réalisation ou non du plan gaulliste, dépendra pour toute une période son sort et ses capacités de lutte.

Enjeu majeur de la lutte des classes aujourd'hui, la question de l'intégration est directement reliée à cette lutte des classes. La grande grève des mineurs, passant outre le décret de réquisition, manifestait les réserves de combativité qui existaient dans la classe ouvrière française et prouvait que les plans de la bourgeoisie ne pourraient être réalisés sans lutte (2). Inversement, le refus des directions politiques et syndicales du mouvement ouvrier de rompre avec la bourgeoisie — et par là même leur incapacité à échapper au processus d'intégration — s'exprime dans leur volonté d'éviter un affrontement « classe contre classe », dans leur sabotage délibéré de la volonté de résistance des travailleurs.

(2) Voir le numéro 524 de "La Vérité", juillet 1963.



## L'OFFENSIVE S'ACCELERE

C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier la présente situation française. Ce qui la définit, ce ne sont pas les grandes manœuvres de « l'opposition », pour significatives qu'elles soient, mais la réalité de la lutte des classes. Des fractions importantes de la bourgeoisie et de son personnel politique peuvent penser que certains aspects de la politique gaulliste sont à la longue catastrophiques, il n'en reste pas moins que, comme le disait le leader conservateur Duchet, ex-tenant de « l'Algérie française », ce qui les rapproche de de Gaulle est plus important que ce qui les en sépare. De Gaulle, c'est l'ordre, l'appareil d'Etat accomplissant les tâches essentielles indispensables à la réalisation du profit, et c'est dans cette mesure que l'ensemble des éléments responsables de la bourgeoisie s'accommode de son pouvoir. Il s'agit de préparer l'héritage, nullement d'œuvrer à un renversement.

Indispensable à cette étape au maintien de l'ordre bourgeois en France, de Gaulle est dans cette mesure un facteur d'ordre international. Et cela est compris aussi bien à Washington qu'à Moscou.

Aussi, ce qui domine aujourd'hui la scène politique française, ce ne sont pas les préparatifs des élections présidentielles, mais l'accentuation, sur tous les terrains, de l'offensive menée par la bourgeoisie et son Etat contre la classe ouvrière. Il ne faut pas se masquer la gravité de la situation : lock-outs, licenciements, mises à pied se multiplient, montrant que la bourgeoisie, du fait de la politique des directions ouvrières, se sent de plus en plus forte.

Pas plus les dirigeants réformistes que les dirigeants staliens ne veulent organiser la résistance d'ensemble des travailleurs, car elle impliquerait, dans son développement, la lutte contre l'Etat bonapartiste, contre le système capitaliste. Les dirigeants réformistes, hors de leur élément depuis que la démocratie parlementaire a sombré, cherchent désespérément à préserver « leurs positions » au sein de la V<sup>e</sup> République, glissant ainsi vers l'intégration. Se situant dans le cadre du système capitaliste, ils ne peuvent concevoir de Gaulle que comme un « moindre mal » tant qu'il n'y aura pas une solution de rechange

**bourgeoise** dont ils espèrent que l'impérialisme américain facilitera l'apparition.

Les staliniens, pour leur part, tenant compte de la place que de Gaulle occupe dans les plans diplomatiques de la bureaucratie russe, saluent les « aspects positifs » de sa politique et, par le truchement de Frachon, demandent une plus grande place dans les organismes capitalistes. Eux aussi se tiennent dans les limites de l'ordre bourgeois.

Cependant, exposés aux coups, les travailleurs se battent. Leur volonté de résistance s'est exprimée dans l'aspiration au « Tous ensemble » qui a abouti à des mouvements comme celui du 18 mars 1964 et du 11 décembre 1964, en dépit des manœuvres des directions bureaucratiques. Mais la grève « raisonnable » des 27 et 28 janvier a joué le rôle que l'on attendait d'elle : elle a interrompu le regroupement des masses qui s'amorçait, redonné l'initiative à la bourgeoisie (3).

Les travailleurs du secteur public qui, les premiers, ont fait l'expérience de la « stabilité » gaulliste, ont joué un rôle considérable dans la lutte des classes. C'est d'abord contre eux qu'a été réalisée l'opération des 27-28 janvier. Après elle, le patronat s'est attaqué à la métallurgie, où la conjoncture économique facilitait son offensive. Là aussi, les travailleurs se sont battus, mais isolés, conduits à l'échec par la politique des directions.

Ce n'est que neuf semaines après le début des mouvements de chez Peugeot, et après que la direction ait multiplié les provocations, huit semaines après les licenciements des Chantiers de Nantes, après que le travail ait été repris, huit semaines après le premier lock-out chez Berliet, alors que le « calme y est rétabli », qu'a lieu une « journée d'action » de la métallurgie !

La situation est grave, répétons-le, mais bien qu'entamée par les échecs et les trahisons, la volonté de combat de la classe ouvrière demeure. C'est sur elle que s'appuient les trotskystes, qui mettent en avant, comme seule perspective réaliste, le Front Unique Ouvrier.

La perspective du Front Unique Ouvrier, c'est celle de la mobilisation des travailleurs sur un plan de classe. Elle vise à

---

(3) Voir le numéro spécial de "Informations Ouvrières" (mars 1965) consacré aux « enseignements de la grève des 27 et 28 janvier ».



réaliser l'unité de combat de la classe ouvrière face à l'offensive capitaliste, et elle est donc inséparable de l'indépendance politique du prolétariat, de la rupture avec la bourgeoisie. Cette rupture, aujourd'hui, elle signifie d'abord le retrait des représentants des syndicats des organismes de préparation de l'intégration (conseil économique et social, commissions du Plan, commissions de développement régional, organismes divers de mise en place d'une politique des revenus).

C'est à partir des organisations syndicales, cadre élémentaire de la mobilisation de la classe comme classe, et qui sont directement menacées par les plans gouvernementaux que la question du Front Unique peut d'abord être posée. Le Front Unique ouvrier implique le retrait des organismes d'intégration et la préparation en commun, à tous les niveaux, par les organisations syndicales de la classe ouvrière (C.G.T., C.G.T.-F.O., F.E.N.) de la résistance d'ensemble et de la contre-offensive des travailleurs.

Ce Front Unique, qui exprime l'aspiration à l'unité de lutte des travailleurs, leur volonté de préserver leurs organisations de classe, ne peut être qu'imposé. Sa réalisation dépend d'une bataille au sein du mouvement ouvrier, bataille où la question de la démocratie ouvrière tient une place capitale.

A travers cette lutte, en dépit des calomnies, des violences de l'appareil bureaucratique, une avant-garde militante se dégage. Dans cette lutte pour organiser, aujourd'hui, la résistance d'ensemble de la classe à l'offensive du capitalisme, se préparent donc les conditions du développement d'une organisation révolutionnaire, fondée sur le programme de la révolution socialiste, le programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, organisation indispensable au prolétariat pour qu'il triomphe.

C'est d'abord par leur capacité à mener cette bataille jusqu'à son terme, par leur intervention dans la lutte des classes telle qu'elle se développe aujourd'hui, que les révolutionnaires déjà organisés autour du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale parviendront à regrouper l'avant-garde qui s'affirme dans les combats actuels sur la base de ce programme.

"LA VÉRITÉ".

# la crise du capitalisme d'après-guerre

Il est maintenant clair que le « boom » d'après-guerre se ralentit en Europe occidentale comme en Amérique du Nord. Il est donc temps de faire une première analyse des développements de l'impérialisme pendant les vingt dernières années. Le fait que le capitalisme a accompli de modestes progrès pendant cette période a conduit au « rejet » et à la « réfutation » du marxisme par de nombreux sociologues bourgeois qui ne considèrent le capitalisme qu'en termes partiels et non historiques. Le mouvement marxiste, dans le cours de sa lutte d'ensemble contre le révisionnisme, se doit d'analyser cette assez longue période d'expansion et de relative prospérité, et, ce qui est plus important, il doit souligner les contradictions qui, en profondeur, existaient pendant cette période (1).

Avant d'en venir aux développements concrets advenus depuis 1940, il est nécessaire de dire quelques mots de la méthode marxiste en économie politique. Les marxistes partent des lois générales de développement de la société capitaliste, c'est-à-dire des forces qui impulsent le développement capitaliste et des contradictions qui surgissent inévitablement pendant ce développement. Ce fut sur la base d'analyses scientifiques du développement du capitalisme que Marx définit certaines « lois » abstraites ; elles sont, dans leur essence, un modèle de la manière dont opère un capitalisme « pur ». Ceux qui tentent de réfuter le marxisme, point par point, sur une base empirique, ne comprennent pas l'essence de sa méthode. Montrer, par exemple, que le taux de profit s'est élevé pendant une période donnée du développement capitaliste n'est pas réfuter la « loi »

---

(1) Cf. T. Kemp, *The course of capitalist development*, dans « Labour Review », vol. 6, n° 2. Une traduction de cet article est parue dans « La Vérité », n° 527.



de la baisse tendancielle du taux de profit. Pour les marxistes, les lois ne sont que l'expression de tendances agissant au sein du système ; dans le monde réel, d'autres forces, fondées sur la lutte de classes, peuvent entraver l'application de ces lois ou même, dans certaines conditions, les inverser.

Dans « *Le Capital* », Marx dégage les fondements d'une théorie de l'accumulation capitaliste. La force motrice de l'accumulation est le taux de profit. La production pour le profit domine la production pour la consommation. Les marchandises sont produites, non parce qu'elles satisfont un besoin humain, mais parce qu'elles sont source de profit. La préoccupation majeure de Marx est de mettre en évidence les contradictions qui naissent au cours de cette accumulation. Il put démontrer que le processus d'accumulation peut conduire à une diminution de « l'armée de réserve de travail » (les chômeurs), conduisant à une augmentation de la valeur de la force de travail et, par conséquent, à une réduction du taux de profit, le régulateur de l'accumulation. De plus, en précisant la notion de « capital constant », Marx souligna une autre manière importante par laquelle le processus d'accumulation lui-même peut conduire à une rupture de l'accumulation. Le processus d'accumulation du capital tend à élever le rapport entre le « capital constant et le capital variable » (composition organique du capital), et par là même, à la longue, à abaisser le taux de profit. Enfin, parce que le processus d'accumulation dans une économie capitaliste n'est pas planifié, mais déterminé par le taux de profit, le développement et la croissance de l'économie capitaliste sont irréguliers et tendent au déséquilibre.

Telles sont, sommairement, les contradictions fondamentales que Marx mit à jour comme résultat de ses recherches sur le processus d'accumulation. Mais l'analyse de Marx, même dans le troisième volume du « *Capital* », reste un modèle très abstrait du fonctionnement du système capitaliste (2). Pour rendre justice à l'œuvre

---

(2) Dans sa construction d'ensemble, *Le Capital*, au cours de ses trois volumes, va du plus haut niveau d'abstraction à une analyse plus concrète. Ainsi, en dégageant les traits généraux de l'accumulation capitaliste, dans le volume I, Marx se livre à quelques considérations sur la rotation du capital ; dans le volume II, par contre, il étudie la question de la rotation et son effet sur l'ensemble du processus. De même, Marx, dans le volume III, traite dans le détail des tendances contraires qui tendent à entraver ou à inverser la baisse du taux de profit. Ces modifications et ces concrétisations ne doivent pas être considérées comme des facteurs mineurs que Marx plaquerait sur son analyse pour la rendre plus « réaliste ». Ainsi, les contre-tendances qui surgirent dans la lutte (par exemple, à la paupérisation de la classe ouvrière) étaient profondément reliées au processus objectif qui prenait place à l'intérieur du système capitaliste et qui était un reflet des contradictions et de la complexité du processus d'accumulation.

de Marx, il est nécessaire de concrétiser l'analyse en tenant compte des importants développements du capitalisme depuis le siècle dernier et du travail de marxistes comme Lénine, Plekhanov, Trotsky, Hilferding et autres. Cet article a pour but de faire un premier bilan du processus d'accumulation dans le monde impérialiste de ces vingt-cinq dernières années, à la lumière de l'analyse que Marx fit des contradictions inhérentes au développement capitaliste.

Depuis les débuts de l'ère de l'impérialisme, il est impossible de considérer et d'analyser l'économie mondiale comme une série de parties isolées, dont chacune connaîtrait son propre développement et ses propres modifications. Il faut partir de l'économie mondiale totale, Etats capitalistes et Etats ouvriers, et relier chaque composante à cette totalité. Dire que l'économie mondiale constitue un tout relié par la division internationale du travail, le commerce et le marché mondial, ne veut pas dire que chaque composante joue un rôle égal dans la détermination du mouvement de ce tout. En clair, le poids réel de la puissance économique, politique et militaire, se situe dans les pays « avancés » d'Europe et d'Amérique du Nord. Les changements économiques et politiques qui ont lieu dans cette zone du monde ont un effet décisif sur les autres pays capitalistes comme sur les pays de l'Europe de l'Est et sur la Chine. Dans cet article, nous nous intéresserons donc essentiellement aux développements en Europe, en Amérique du Nord et au Japon. La stagnation dans les zones coloniales et ex-coloniales et l'incapacité absolue du capitalisme à assurer un développement harmonieux de ces zones a, bien entendu, des répercussions sur les Etats capitalistes avancés qui ne sauraient être ignorées. Mais nous en traiterons à une autre étape (3).

Comme nous l'avons rappelé, au cœur du processus d'accumulation capitaliste se trouve le taux de profit qui agit comme régulateur et qui dicte le rythme de l'expansion et de la reproduction du capital. L'analyse de Marx a montré que, avec l'augmentation de la composition organique du capital, et en supposant que l'exploitation reste constante, il se manifeste une tendance à la baisse du taux de profit du capital investi. Le point de départ d'une analyse des problèmes du taux de profit se trouve donc dans une appréciation des modifications de la composition organique du capital (par abréviation, composition organique) dans la période d'après-guerre. Le calcul précis de la composition organique est extrêmement

---

(3) Cf. Peter Jeffries, *New Trends in Imperialism*, dans « Labour Review », volume 7, n° 3.



difficile car les méthodes usuelles de comptabilité ne correspondent pas aux catégories marxistes d'économie politique. Toutefois, si on considère l'augmentation de la composition organique du capital comme une tendance historique à long terme, sa réalité ne fait pas de doute. Par exemple, on a calculé que le travailleur britannique, en moyenne, mettait en œuvre, en 1939, un outillage et un équipement d'une valeur double à celle mise en œuvre par le travailleur britannique en 1870. Dans des pays comme les États-Unis, l'augmentation a sans doute été encore plus forte. Il ne faut cependant pas considérer cette tendance à l'augmentation, à long terme, de la composition organique, comme un processus constant et se poursuivant au même rythme. Il tend, au contraire, à avancer par bonds plus ou moins importants pendant les périodes d'innovation et de transformation technologiques rapides, périodes qui suivent généralement les années de stagnation ou de déclin (4).

La période commencée en 1940 est une de ces périodes. Centrés autour des besoins de guerre, de rapides progrès techniques ont pris place dans de nombreux secteurs de l'économie avec l'éclosion et le développement accéléré de « nouvelles » industries (électronique, aéronautique, moteurs, produits chimiques, fibres synthétiques, pétrole, énergie nucléaire, etc.). Même en Grande-Bretagne, où il y a eu une stagnation relative, des changements surprenants, pour ce vieux secteur relativement arriéré de l'impérialisme, se sont produits. La production d'acier s'est accrue de près de 25 % dans les années d'après-guerre. Plus d'un milliard de livres sterling ont été investies dans le raffinage du pétrole et dans l'énergie atomique. Depuis le début de la guerre, la production d'automobiles a à peu près triplé et celle de l'électronique a été multipliée par dix (5). Dans ces dernières années, les industries en développement ont essentiellement été celles du pétrole, de la mécanique et surtout de la chimie. Dans ce dernier cas, la croissance a été trois fois celle de la production industrielle, certains secteurs — comme le

---

(4) M. H. Dobb, dans *Studies in the development of capitalism*, traite de cet aspect des changements et des innovations techniques dans la société capitaliste.

(5) J. H. Dunning et C. J. Thomas, *British Industry: Change and development in the Twentieth Century*, 1961. Les chiffres pour l'automobile se trouvent dans « The motor industry », par Aubrey Silberston, dans *The Structure of British Industry*, volume 2. Pour l'électronique, voir dans le même volume, « The Electronics Industry », par T. Wilson.

plastique — se développent même à un rythme cinq fois plus rapide que l'ensemble de l'économie. Dans la seconde moitié des années 1950, les mêmes tendances sont observables dans la plupart des pays capitalistes d'Europe : la production des voitures de tourisme, en Allemagne de l'Ouest par exemple, a doublé, la production d'acier brut s'est accrue d'environ un cinquième, et l'industrie chimique a augmenté sa production de 50 %. En France, souvent considérée comme un Etat capitaliste rétrograde et inefficace, les changements dans la structure de l'économie ont également été rapides (6).

Le revers de la médaille, c'est le déclin de certains vieux secteurs des économies d'Europe occidentale et d'Amérique. Des industries traditionnelles comme celle du charbon, les chemins de fer, le textile ont toutes fortement décliné dans les pays d'Europe occidentale, aux Etats-Unis et au Japon. En Grande-Bretagne par exemple, si l'on considère l'évolution à long terme, alors qu'en 1914 le coton représentait le quart des exportations, il n'en constitue plus aujourd'hui que les 2 %. Le déclin n'est pas limité aux années d'avant-guerre : depuis 1939, l'emploi dans le coton a diminué de plus du tiers, et dans les mines de charbon, les constructions navales et les chemins de fer, même si ce n'est pas à un rythme aussi rapide, le déclin se poursuit également (7).

Ces changements structurels fondamentaux dans les pays capitalistes avancés ont incontestablement amené une importante élévation de la composition organique à l'échelle de l'ensemble de l'économie (8). Il y a eu un mouvement général de transfert des investis-

---

(6) Planning, volume XXVI, n° 445, octobre 1960.

(7) « Industrial Production : a guide to growth », dans *Westminster Bank Review*, mai 1962, et Dunning et Thomas, ouvrage cité.

(8) Joseph M. Gillman, dans *The falling rate of profit*, se livre à une évaluation de l'économie américaine. Mais, dans l'ensemble, son ouvrage est gâché du fait de son approche mécanique et non dialectique des problèmes de l'accumulation capitaliste. Ainsi, il établit des preuves statistiques qui montrent que le taux de profit du capital investi aux Etats-Unis, pendant de longues périodes du xx<sup>e</sup> siècle, n'a pas montré de tendance à décliner, mais parfois même, a tendu à croître. Il en vient alors à tenter de reformuler la loi établie par Marx en changeant les catégories de la plus-value, du capital constant et du capital variable. Mais, traiter l'une des lois fondamentales du mouvement de la société capitaliste comme une simple relation mathématique, c'est en fait la vider de son contenu comme expression de forces opérant dans le monde réel. Ainsi, en plus d'une analyse des développements techniques modernes, une étude du profit doit inclure, comme une composante essentielle, un examen de la situation de la classe ouvrière à l'étape donnée, de son organisation et, avant tout, de son niveau de conscience et de sa direction. L'analyse de Gillman ne donne que peu — ou même pas — d'attention à ces éléments décisifs.



sements des secteurs techniquement retardataires vers ceux à grande concentration du capital et à haute composition organique. Mais comme nous l'avons déjà indiqué, l'élévation de la composition organique ne produit pas inévitablement une baisse du taux de profit. Avant d'affirmer quoi que ce soit au sujet des taux de profit, il nous faut examiner la question de la productivité et celle du prix de la force de travail. La mécanisation de plus en plus poussée entraîne une augmentation de la productivité du travail : c'est là le moteur des transformations techniques dans une économie capitaliste.

En Grande-Bretagne, de 1954 à 1962, alors que la production augmentait dans les industries électrique et mécanique, s'élevant de 40 %, la main-d'œuvre n'augmentait que de 11 %. Pendant la même période, la production automobile augmentait de 30 % et la main-d'œuvre de 12 % seulement. Dans le cas de l'industrie chimique, la main-d'œuvre augmentait de 10 %, mais la production de 50 % (9). Même dans les industries en déclin, le rendement individuel a considérablement augmenté ; ceci est particulièrement vrai dans les mines de charbon, où la mécanisation et les changements techniques ont eu lieu, ces dernières années, à un rythme rapide. Dans le cas des Etats-Unis, on a estimé que la production de l'industrie électronique était, en 1952, 280 fois celle de 1947, alors que la main-d'œuvre avait augmenté de 40 % seulement. Au début des années 1950, dans les raffineries de pétrole américaines, la productivité croissait au rythme de 5 % par an, bien qu'il ne s'agisse pas là d'un secteur en pointe (10).

Cette croissance rapide de la productivité, effectuée pendant les années d'après-guerre, se poursuivra sans aucun doute. En Grande-Bretagne, où les changements et les innovations se produisent beaucoup moins rapidement que dans les autres pays capitalistes avancés, le « National Economic Development Council » (Conseil National pour le Développement Economique), en examinant les besoins en main-d'œuvre des différents secteurs de l'économie, a

---

(9) Sir Robert Itale, « Changes in the industrial Structure of Great-Britain », *Lloyds Bank Review*, janvier 1963.

(10) S. Liley, *Automation and Social Progress*.

donné quelques indications sur le rythme d'augmentation de la productivité, prévu pour la prochaine période (11).

Dans le cas de l'industrie chimique, le Conseil estime que de 1961 à 1966, la production progressera d'un tiers pour une élévation de 5 % de la main-d'œuvre employée. Dans la période 1958-1966, la productivité dans ce secteur aura progressé de 50 % : « Cette industrie a sans cesse modernisé ses procédés, construit de nouvelles usines, intégré des méthodes de production et de contrôle économisant le travail humain, afin qu'une production accrue soit possible avec seulement une faible augmentation de la main-d'œuvre. » Dans le cas de l'acier, le Conseil prévoit que l'augmentation de la productivité de 1961 à 1966 atteindra 36 % et ceci parce que le rythme de production des nouveaux équipements est beaucoup plus rapide, plus tôt il remplacera les vieilles machines et plus rapide sera l'augmentation du rendement par travailleur. Ces exemples n'ont rien d'exceptionnel : des augmentations semblables sont prévues dans tous les secteurs décisifs de l'économie.

Dans les pays capitalistes où l'on assiste aux plus rapides augmentations de la productivité du travail — Allemagne de l'Ouest, Japon (12) — la classe ouvrière ne parvint pas à tirer avantage de la rapide expansion et de l'accumulation du capital. Dans les deux pays, l'existence d'un vaste armée de réserve industrielle, pendant la plus grande partie de la période considérée, a permis au capitalisme de maintenir la part des salaires et le niveau de consommation.

---

(11) *Growth in the United Kingdom Economy to 1966*, H.M.S.O., 1963.

(12) Le Japon est un exemple intéressant pour nombre des idées exposées dans cet article. Dans les années d'après guerre, le taux de croissance de l'économie japonaise fut le plus rapide des pays capitalistes, après celui de l'Allemagne de l'Ouest. Les progrès et la croissance ont été particulièrement rapides dans les industries nouvelles et hautement concentrées : vers la fin des années 50, le Japon avait pris la place de la Grande-Bretagne comme second producteur mondial de fibres synthétiques ; une importante industrie pétro-chimique, basée sur le pétrole importé fut développée et la production de l'acier a sans cesse progressé, à un rythme rapide, depuis 1939. Comme en Allemagne de l'Ouest, l'un des facteurs dont il faut tenir compte dans la croissance relativement rapide du capitalisme japonais, c'est l'existence d'un chômage considérable pendant la plus grande partie de la période étudiée, ainsi que la destruction des organisations ouvrières dans la période d'avant guerre.



C'est en restreignant la consommation et en maintenant de bas salaires que ces deux pays ont pu effectuer leur rééquipement et leur modernisation. Au Japon, par exemple, pendant la seconde moitié des années 1950, la productivité a augmenté de 55 %. Mais les salaires réels ne se sont élevés que de 25 %. Les investissements bruts pour cette période se montent à 30 % du produit national, la proportion la plus élevée du monde capitaliste.

De la même façon, le « miracle économique » allemand peut s'expliquer. L'existence d'un fort chômage jusqu'au début des années 1960 a permis la stagnation des salaires et a laissé une grande marge pour l'accumulation. Pendant quelques années, les investissements s'élevèrent presque au quart du revenu national, les salaires ne représentant pas la moitié du revenu national (le chiffre correspondant pour la Grande-Bretagne étant de 58 %) (13).

Dans les autres pays capitalistes importants, comme la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis, où le mouvement ouvrier demeurait puissant et n'avait pas subi de défaite, la classe ouvrière parvint à imposer un partage moins défavorable. Cela fut possible du fait de l'élargissement général du marché mondial en 1945, consécutif aux « manques » provoqués par la guerre et aux besoins de rééquipement. Après 1960, la situation commence à se transformer : l'introduction de techniques nouvelles au niveau de la production combinée avec un ralentissement du taux d'expansion du marché mondial provoqua une augmentation significative du chômage en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, ainsi qu'une intensification de la lutte de classe.

En d'autres mots, nous disons qu'alors que la tendance à la baisse du taux de profit s'est affirmée pendant toute la période, ce n'est que dans les deux dernières années qu'elle a constitué un facteur essentiel de freinage du développement des forces productives. La composition organique s'est élevée pendant cette période mais du fait de la faiblesse du mouvement ouvrier dans certains pays et de la faillite générale des directions du mouvement ouvrier international, le capitalisme a pu éviter une baisse du taux de profit par l'intensification de l'exploitation. Dans la phase actuelle, toutefois, le renouveau de confiance et d'activité de secteurs de

---

(13) R. G. Opie, "Western Germany's Economic Miracle" dans *Three Banks Review*, March 1962. Le taux d'investissement par rapport au produit national brut s'établissait, en 1960, à 16 % pour l'Angleterre, 24 % pour l'Allemagne de l'Ouest, 17 % pour la France et 23 % pour l'Italie. Cf. *Economic Survey of Europe, 1961*, édité par les Nations-Unies à Genève, 1962.

la classe ouvrière internationale, auparavant passifs, comme en Espagne et en Allemagne, ainsi que la détermination des classes ouvrières de Grande-Bretagne, de France, d'Italie, des Etats-Unis de défendre ce qu'elles ont acquis dans la période de plein emploi, signifient que la bourgeoisie, si elle veut conserver son pouvoir, devra mener de grandes batailles contre la classe ouvrière.

La force qui opère derrière tous les changements techniques, la croissance d'industries nouvelles, l'emploi de nouvelles techniques de direction et de production, c'est la concentration et la centralisation continue du capital dans les pays capitalistes avancés (14). Pendant toute la décennie 1950-1960, la concentration de la production s'est effectuée dans de nombreux secteurs de l'industrie britannique : métaux, automobile, outillage, électricité, textile, imprimerie, industries du papier. Le même processus s'est déroulé parallèlement dans les autres pays capitalistes importants. L'accélération de la concentration de la production en Europe et en Amérique vers la fin des années 1950 a coïncidé avec l'apparition d'une capacité de production excédentaire dans les industries clés comme la métallurgie, l'acier, la chimie. Il est intéressant de noter que la dernière grande vague de concentration et de « rationalisation » se produisit à la fin des années 1920, quand le capitalisme devait faire face à de graves problèmes de surproduction. La concentration s'est accompagnée, dans tous les pays avancés, d'une centralisation. C'est-à-dire que non seulement les grandes entreprises augmentèrent en dimension, à partir de l'accumulation de leurs propres fonds, mais que nombre de capitalistes furent expropriés par de plus grands monopoles. Une indication du degré atteint par cette tendance à la centralisation est fournie par la lutte sans merci — bien que vaine — livrée par l'I.C.I. pour le contrôle de Courtaulds, l'un des géants

---

(14) Par concentration du capital, les marxistes entendent la tendance des capitaux à augmenter en quantité, par centralisation, la tendance des capitaux individuels à perdre leur identité, à être soumis au contrôle de leurs rivaux plus puissants. Cette distinction n'est pratiquement jamais faite dans les études non-marxistes. Il arrive même que certains qui se réclament du marxisme fassent la même erreur. Ainsi, William Mennell, écrivant dans l'organe théorique du Parti Communiste de Grande-Bretagne "*Marxism Today*" (mars-avril 1962) au sujet des progrès des monopoles dans l'économie britannique au cours de la dernière décennie, ne l'examine qu'en fonction de la situation dans chaque secteur. La concentration et la centralisation du capital ne sont examinées qu'au sein de chaque zone. Une méthode aussi formelle ne tient aucun compte de la question centrale du capitalisme financier dont Lenine souligna qu'elle constituait l'un des traits fondamentaux de l'impérialisme. Aussi l'étude de la monopolisation dans les conditions actuelles doit prendre comme point de départ, l'analyse des relations entre les banques, les compagnies d'assurances, etc., et le capital industriel.



du capitalisme européen. Dans le cours de ce développement, un rôle décisif a été joué par les banques, les compagnies d'assurances et les autres institutions financières. Le développement d'une oligarchie financière à l'échelle internationale que Lénine désignait comme l'un des traits marquants de l'impérialisme s'est incontestablement poursuivi pendant la période d'après-guerre.

Le rôle de l'Etat a été étroitement lié à la tendance dominante à la concentration et à la centralisation du capital. L'Etat est ouvertement entré en scène comme l'un des plus importants agents politiques et économiques du développement et de la « rationalisation » organisée par les monopoles. Dans certains pays, comme en Grande-Bretagne, l'Etat assume la responsabilité de certains secteurs de l'économie. Les chemins de fer et les charbonnages furent nationalisés afin de donner une infrastructure saine au reste du système. Dans d'autres cas, l'Etat est intervenu moins directement, essayant de maintenir la stabilité et la croissance par l'application de politiques fiscales et monétaires du type de celle de Keynes. Pendant la dernière période, l'Etat a essayé d'associer les bureaucraties syndicales à un « planning » des salaires destiné à maintenir la part des salaires dans le revenu national à son niveau actuel, afin qu'existe une plus-value suffisante pour que l'accumulation se poursuive. Ce fait a pris une grande importance en Grande-Bretagne et en France, ainsi qu'en Suède, où les syndicats se sont considérablement rapprochés de l'appareil d'Etat. D'une manière générale, l'Etat a pris une importance toute particulière dans les domaines relevant de la défense nationale et de la recherche, procurant un marché assuré aux industries de l'aéronautique, de missiles, d'électronique, etc.

Dans une certaine mesure, la tendance à l'intervention de l'Etat (l'abandon du « laisser-faire ») résulta de la pression de la classe ouvrière pour des salaires plus élevés, pour des avantages sociaux, pour une stabilité de l'emploi, après la crise de 1930. Mais ce qui est essentiel, c'est que ce fut une manifestation de l'incapacité des formes traditionnelles d'organisation du capitalisme à répondre aux problèmes économiques, politiques et militaires du monde d'après-guerre — le moindre n'étant pas la menace permanente représentée par l'existence même de l'Union Soviétique. Il est intéressant de remarquer que l'Etat commença à assumer des responsabilités dans le fonctionnement des économies impérialistes précisément à l'époque où les rivalités internationales devenaient de plus en plus aiguës et allaient culminer en un conflit armé, c'est-à-dire pendant les années 1890-1914.

Nous devons maintenant nous tourner vers les problèmes des inégalités dans le développement et la croissance de l'économie

mondiale pendant les vingt dernières années. Comme nous l'avons déjà noté, parce que l'accumulation capitaliste est régie par le profit, elle est un processus non planifié, anarchique et contradictoire. Evidemment, le développement inégal existe dans chaque pays capitaliste : les industries en « déclin » ou en « pleine expansion » s'y côtoient. Cependant, nous nous intéressons plus spécialement ici au développement inégal entre les différents Etats capitalistes eux-mêmes.

A cet égard, ce qui constitue sans doute le trait essentiel de la période d'après-guerre, c'est l'opposition entre les taux de croissance rapides de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon d'une part, et d'autre part la stagnation de la Grande-Bretagne, tandis que l'économie américaine (qui conserve toute son importance pour l'avenir du capitalisme international) ne connaissait qu'une progression réduite. Alors que l'économie allemande connut, pendant les années 1950, un taux de progression annuel dépassant 7 %, le capitalisme britannique ne se développait qu'au rythme de 2 % par an et celui des Etats-Unis, 3,5 %. Ces différences évidentes doivent être fondamentalement expliquées en termes historiques et non par référence aux différentes politiques économiques et financières pratiquées par les dirigeants de ces Etats.

De notre point de vue, ce qui est le plus important demeure la position des Etats-Unis, secteur dominant du capitalisme mondial. Bien que l'impérialisme américain soit sorti de la guerre avec une position renforcée par rapport à certains de ses rivaux — Grande-Bretagne notamment, il dut aussi prendre sur lui la responsabilité principale de l'avenir de l'impérialisme, aussi bien dans les pays avancés d'Europe que dans les pays sous-développés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine. Cela se manifesta très clairement par les sommes énormes données au capitalisme européen, notamment dans le cadre du plan Marshall, et par « l'aide » accordée aux pays riches en pétrole d'Asie et d'Amérique du Sud. Dans le cas de l'Europe, ces dépenses étaient exigées par la situation sociale, la force de la classe ouvrière, son aspiration au socialisme, reflétée par l'existence de puissants partis communistes en France et en Italie et par l'élection d'un gouvernement travailliste en Grande-Bretagne. Le volume considérable de l'aide accordée à d'autres pays provenait aussi de l'insécurité qui y régnait et de la nécessité de protéger d'importants marchés et des sources de matières premières.

Les responsabilités des Etats-Unis se marquent dans le large déficit de la balance des paiements existant pendant les années 1950. Cela ne constituait pas un problème sérieux tant que les réserves d'or demeuraient élevées et la position du dollar solide. Mais, à la fin des années 1950 et au cours des dernières années, les Etats-



Unis durent faire face, pour la première fois dans la période d'après-guerre, au problème d'un déséquilibre structurel dans leurs relations économiques et financières avec le reste du marché mondial. Il fut sérieusement question de dévaluer le dollar et le gouvernement ouest-allemand fut soumis à de fortes pressions pour qu'il réévalue le mark. En même temps, avec les transformations techniques rapides et le développement de l'automatisation au sein de l'économie américaine, le chômage à un haut niveau s'affirma comme un trait semi-permanent de l'économie. A cause de la forme spécifique prise par les transformations techniques, le chômage s'est concentré parmi les jeunes travailleurs non qualifiés, particulièrement les Noirs. Du fait de la position affaiblie de l'économie américaine à l'extérieur, ni Kennedy, ni après lui Johnson ne purent s'attaquer au problème du chômage en utilisant les mesures autrefois proposées par Keynes et qui avaient, dans le passé, obtenu des succès temporaires. Ouvrir la voie à l'inflation à l'intérieur par l'assouplissement du crédit et un plus grand déficit budgétaire était prendre le risque d'une crise encore plus grave à l'extérieur (15).

(15) A cet égard, une grande partie de la critique marxiste des conceptions de Keynes est demeurée formelle : c'est-à-dire que les marxistes se sont trop souciés de la structure logique interne de l'analyse de Keynes et pas assez d'une critique des possibilités d'intervention de l'état à un stade donné du développement du capitalisme. Ainsi, aux Etats-Unis, pendant toute une période de l'après-guerre, il fut possible de maintenir un assez haut niveau d'emploi par le jeu de mesures fiscales et monétaires, par des programmes de travaux publics, etc... Mais à une étape plus avancée il n'en fut plus ainsi : la faiblesse extérieure du capitalisme américain ne lui permit plus d'utiliser l'inflation à l'intérieur comme un remède contre le chômage. Mis à part l'affaiblissement encore plus grand de la position du dollar et le déséquilibre de la balance des paiements que pareilles mesures entraîneraient, elles tendraient aussi à augmenter les salaires aux Etats-Unis et à rendre ses exportations moins compétitives. En Grande-Bretagne, cependant, c'est en permanence que l'application des techniques de Keynes a été entravée par la faiblesse de la position du capitalisme britannique sur le marché mondial.

De plus, l'intervention de l'état à une étape peut parfois être un facteur d'aggravation des contradictions lorsqu'elles se manifestent à une nouvelle étape. Ainsi, en Grande-Bretagne, la nationalisation du charbon et des chemins de fer libéra des capitaux importants pour des réinvestissements privés plus profitables dans d'autres secteurs de l'économie, et constitua donc un facteur de l'expansion économique d'après guerre. Mais cela eut comme effet, à long terme, d'accélérer la croissance du taux de composition organique du capital et la tendance à la baisse du taux de profit.

Bien des marxistes, plongés dans le climat de l'orthodoxie keynésienne ont tendu à faire de la discussion sur les crises une discussion sur la nature de la sous-consommation dans l'économie capitaliste. (Par exemple, Paul Sweezy, dans "*The Theory of capitalist development*", distingue deux grands types de crises : celles reliées à la tendance de la baisse du taux de profit et celles reliées à la tendance à la



Un facteur qui a joué un grand rôle dans le « boom » d'après-guerre, et dans sa prolongation pendant les années 1950, est constitué par les grandes dépenses d'armement. Il en fut ainsi tout particulièrement aux Etats-Unis, avec le déclenchement de la guerre de Corée et jusqu'en 1955. La production d'armements permet à l'accumulation du capital de se poursuivre sans que se pose le problème de sa réalisation. Mais les effets des dépenses d'armements ne doivent pas être considérés d'une manière unilatérale. Il est certain que le colossal programme militaire mis en œuvre par les U.S.A. constitue aujourd'hui un lourd fardeau pour l'ensemble de l'économie et est partiellement responsable du faible taux de croissance de cette économie comme de la taxation qui en entrave la reprise et limite les tentatives de réduire le chômage. En d'autres termes, ce qui, à une étape, agissait comme un stimulant de l'expansion, s'est maintenant transformé en son contraire. De là le désir d'une certaine fraction de la classe dirigeante américaine d'aboutir, avec l'Union Soviétique, à un accord limité sur le désarmement. Cela ne veut

sous-consommation.) Dans cette optique, la contradiction de base réside dans l'opposition de l'expansion sans limites de la production et d'une consommation restreinte. L'erreur d'une telle manière de voir vient d'une tendance à analyser le capitalisme en termes partiels et statiques. Ainsi, la période qui a suivi la guerre a été une période de croissance rapide dans la production de moyens de productions (le Secteur I de Marx) et d'expansion relativement plus faible dans le secteur des biens de consommation (Secteur II). Bien que ces deux secteurs ne soient pas séparés (des investissements dans la production de moyens de production se traduisent finalement par la production de plus de biens de consommation dans le secteur II qui doivent être réalisés sur le marché dans des conditions normales de profit), leur liaison n'est que relative. C'est-à-dire qu'une certaine expansion peut se produire dans le secteur I, relativement indépendamment du taux de développement dans le secteur II. Ceci parce que la demande, par les capitalistes, de machines, d'outils, de bâtiments, etc., constitue une partie de la consommation sociale totale, ce que Lénine appelait « la consommation productive ». Comme Lénine le souligna, dans ses polémiques avec les Narodniks — lesquels étaient fondamentalement des « sous-consommissionnistes » — c'est en fait la tâche historique du capitalisme que de développer les moyens de productions plus rapidement que les biens de consommation : ce n'est qu'une autre manière de dire qu'il y a, à l'échelle de la société, une tendance à l'augmentation de la composition organique du capital (voir l'article de Lénine « Sur la question des marchés »). Mais nous devons étudier les contradictions dans leur développement, non à un moment donné dans le temps. En dernière analyse, il y a, bien entendu, une interdépendance étroite entre les deux secteurs et à certaines étapes les contradictions inhérentes au capitalisme peuvent se manifester par une crise de « réalisation ». La croissance rapide de la production dans des industries comme celles de l'acier, du pétrole, des produits chimiques, de l'automobile, qui a constitué l'un des aspects majeurs de l'expansion capitaliste depuis la guerre, conduit actuellement à une crise de ce type dans ces industries.



pas dire que les monopoleurs vont devenir des « amis de la paix » ou aboutir à un accord permanent avec les dirigeants soviétiques : on ne peut isoler ces considérations économiques du conflit politique avec un système social rival. De même, on ne peut oublier de tenir compte des effets sur le marché mondial d'un recul dans les dépenses d'armement. Ce qui se passe, c'est que certains monopolistes désirent consacrer moins de ressources au programme militaire et plus à l'investissement dans l'économie intérieure, afin d'accélérer le taux de croissance de l'économie américaine et tenter d'apporter une solution au problème du chômage et aux autres problèmes sociaux.

Par de nombreux aspects, les problèmes d'après-guerre en Grande-Bretagne sont similaires à ceux des Etats-Unis. Dans le cas du capitalisme britannique, la croissance lente et les crises répétées qui ont marqué ces vingt dernières années ont des racines historiques plus profondes. Les faiblesses structurelles de cette économie, apparentes dès 1914, se sont aggravées depuis 1940, bien que cela ne se soit pas clairement révélé du fait de l'expansion qui suivit la fin de la guerre et qui s'est poursuivie jusqu'à une date récente. Le déclin du capitalisme britannique se manifeste en particulier dans la crise semi-permanente de la balance des paiements, qui a conduit à la dévaluation de 1949 et à une instabilité constante de la livre comme monnaie internationale. Avant la guerre, la classe dirigeante britannique comptait sur le revenu des investissements à l'étranger et sur les exportations « invisibles » (transports maritimes, assurances, services bancaires). Avec la guerre, cette source de revenus fut très largement tarie et si le capitalisme britannique devait retrouver un rôle dirigeant, il lui fallait considérablement développer ses exportations et stabiliser ses importations. La résistance de la classe ouvrière a empêché le patronat de mener à bien les plans de modernisation indispensables. Le résultat, c'est que la part britannique dans le commerce mondial ne cesse de se réduire, et même dans ses « propres » marchés — la zone sterling — le capitalisme anglais perd du terrain (16).

Toute tentative d'accélérer la croissance à l'intérieur a conduit

---

(16) C'est là, évidemment, l'un des facteurs principaux qui entraînent une modification fondamentale dans la stratégie économique et politique de l'impérialisme britannique qui se détourna du Commonwealth pour se tourner vers l'Europe. Cependant la pression exercée par l'impérialisme américain était d'une importance au moins égale. Dans la période d'après guerre l'afflux de capitaux venus des U.S.A. a beaucoup augmenté. Le fait que l'entrée du « Marché Commun » ait été refusée à la Grande-Bretagne a significé (et signifie encore) que ces capitaux doivent se frayer un chemin vers le riche marché européen dans des conditions défavorables.

à une crise extérieure : l'augmentation de la production nationale fait monter les importations et tend à réduire les velléités d'exportation. Dans tous les cas, une surexpansion sur le marché national entraîne une hausse du prix de la force du travail, et par conséquent, le taux de profit a tendance à baisser.

En opposition nette avec l'évolution aux U.S.A. et en Grande-Bretagne, le capitalisme allemand a connu une progression rapide depuis 1945, s'affirmant comme le secteur où la croissance a été la plus rapide. Non seulement la production de l'économie allemande s'est accrue, mais ses exportations ont augmenté comme sa participation au commerce mondial. En 1950, sa part dans le commerce mondial représentait 7 % ; en 1960, elle était de 20 % — presque la part des Etats-Unis et plus que celle de la Grande-Bretagne (17). La base de l'expansion, comme nous l'avons déjà noté, fut l'immense destruction de capital pendant la guerre, le haut niveau de chômage et la faiblesse d'un mouvement ouvrier privé de ses cadres par la dictature fasciste.

Le bas niveau des salaires permit d'intensifier les exportations et comme la consommation était bloquée, de freiner l'accroissement des importations pendant les années 1950. Cela permit au capitalisme allemand de s'assurer une balance des paiements largement excédentaire, contrastant avec la situation des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, et de disposer de vastes réserves d'or et de dollars. Le fait que les moyens d'échange nécessaires pour assurer le financement du commerce international se trouvent concentrés par un Etat accrut le problème du déséquilibre au sein de l'économie impérialiste : si les Etats-Unis ne veulent pas accepter un déficit assez considérable de leur balance des paiements, les moyens monétaires manqueront pour assurer le commerce international et l'on devra faire face à une « crise des liquidités » (18). Mais les Etats-Unis, en dépit de leur puissance et de leurs ressources, ne peuvent supporter un tel déficit que dans certaines limites, déterminées par la quantité de leurs réserves d'or et par la force et la stabilité de leur économie nationale. De là découlent les pressions que nous avons déjà signalées, exercées sur l'Allemagne de l'Ouest pour une réévaluation de 5 % du mark (ce qui reviendrait à majorer

---

(17) *N.I.E.R.*, n° 21, février 1962.

(18) L'extension rapide de la crise à partir des Etats-Unis, dans la période d'avant-guerre, fut en partie causée par le fait que le commerce de la plupart des pays avec les Etats-Unis était financé par des prêts américains à court terme. Lorsque les Etats-Unis rapatrièrent cet argent durant la crise de 1929-1931, il se développa une crise internationale des liquidités. De ce point de vue, il existe certaines similarités entre la situation présente et celle d'il y a trente ans.



de 5 % les prix des exportations allemandes). De là découle aussi la prise en considération, par le gouvernement américain, d'un emprunt au Fonds monétaire international.

Ces difficultés financières ne sont que le signe de la croissance inégale et anarchique de l'économie mondiale pendant les vingt dernières années. Elles sont le reflet de la puissance dominante du capitalisme américain et de la stagnation existant dans d'autres secteurs, comme en Grande-Bretagne et en France. Du fait de cette croissance inégale et des tensions qui, par conséquent, s'exercent sur la position internationale des Etats-Unis, la perspective d'un redressement rapide et durable de l'économie américaine a fort peu de chances de se réaliser. Mais sans un tel tournant dans l'économie américaine, il ne peut y avoir de développement rapide du commerce entre les pays capitalistes avancés. Leur avenir dépend de plus en plus de la situation aux Etats-Unis, où le chômage demeure important et où une fraction considérable de la population vit dans la misère. L'expansion relativement rapide de la capacité de production dans des industries comme celles des produits chimiques, du pétrole, de l'automobile, de l'acier, des machines-outils signifie que si le marché mondial ne se développe pas à l'allure nécessaire, il y aura un sérieux problème de capacité excédentaire, une intensification de la concurrence, l'élimination des groupes capitalistes plus petits (eux-mêmes des géants, si l'on use des critères du passé !) et une plus grande concentration et centralisation du capital en Europe et en Amérique.

Cette analyse sommaire des tendances de l'impérialisme pendant ces deux dernières décennies peut servir de base à une réfutation plus approfondie de la conception « fabienne » du capitalisme d'après-guerre (19). Il est clair que les contradictions fondamentales du

---

(19) Le fond de ces théories réformistes était l'idée selon laquelle, dans la phase d'après-guerre de son évolution, le capitalisme représentait un *stade fondamentalement nouveau* et « amélioré » du capitalisme. Certains théoriciens (comme M. Crosland en Grande-Bretagne) suggèrent que le système économique occidental cessait d'être capitaliste et évoluait vers un nouveau type de société. Les réformistes énumèrent diverses raisons pour justifier ce point de vue :

a) La croyance que les revenus ont été radicalement redistribués dans un sens défavorable aux « riches » — la soi-disant « révolution des revenus ».

b) La prétendue « révolution directoriale ».

c) Le rôle considérablement changé de l'Etat depuis la guerre. Nous avons déjà abordé ce dernier point : l'Etat, loin d'être une force neutre, élevée au-dessus de la lutte des classes, a été le principal instrument de rationalisation, d'organisation et de centralisation du capital dans les pays capitalistes avancés. De la « révolution des revenus » il y a peu de choses à dire : les études du professeur Titmuss (pour la Grande-

capitalisme ont continué à jouer pendant cette période ; dans les prochaines années, elles risquent de s'exprimer avec une violence extrême, fournissant la base d'une lutte de classe dure et âpre en Amérique du Nord et en Europe, au cœur même du capitalisme.

A cet égard, il nous faut élaborer plus en détail un modèle des traits principaux de la modeste phase d'expansion du capitalisme depuis 1940, un modèle qui intègre à la fois le rôle des innovations techniques, celui de l'Etat, l'importance des dépenses d'armement ainsi que les rapports entre les zones avancées et sous-développées de l'économie mondiale, et enfin les rapports économiques entre l'impérialisme et l'U.R.S.S. et la Chine. Dans un tel modèle, ces différents facteurs doivent être considérés en relation avec les changements dans le taux d'exploitation et le rapport des forces entre les classes. Sans cela, toute discussion des taux de croissance et d'accumulation est faussée.

Cet article a tenté de commencer l'examen de quelques-uns de ces problèmes et a souligné l'importance d'une méthode d'approche correcte pour une étude du développement capitaliste (20).

Peter JEFFRIES.

Bretagne) et de Gabriel Kolka (pour les Etats-Unis) montrent qu'il n'y a pas eu de redistribution des revenus en faveur de la classe ouvrière. Même Strachey, dans son « *Contemporary Capitalism* », est obligé d'admettre ce fait. En fait, aux Etats-Unis, les statistiques montrent qu'il y a eu redistribution des revenus en défaveur des couches les plus pauvres. Quant à la « révolution directoriale », une étude faite par le professeur Florence, pour les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, montre qu'il n'y a pas de division fondamentale entre la propriété et le contrôle, division sur laquelle repose l'argumentation de Burnham et de ses disciples. En tant que couche, les grands directeurs restent étroitement liés aux intérêts du capitalisme et de la classe capitaliste. Mais le point essentiel est que les marxistes ne sont pas intéressés par le capitaliste individuel, mais par le capital comme force sociale qui domine les activités des hommes.

(20) Cet article a paru dans « *Fourth International* » (Vol. I, n° 2, été 1964), la revue de langue anglaise du Comité International de la IV<sup>e</sup> Internationale, éditée par la Socialist Labour League de Grande-Bretagne.



# les contradictions de l'économie espagnole

Il y a maintenant vingt-six ans que l'action contre-révolutionnaire conjuguée, tant sur le plan international que sur le plan national, du stalinisme et du réformisme, secondée par la capitulation de dirigeants anarchistes devenus ministres d'un gouvernement bourgeois, achevaient de conduire le prolétariat espagnol à une défaite écrasante (1).

Défaite militaire, tout d'abord, suivie d'une répression sanglante qui parachevait le travail commencé des phases antérieures de la révolution et de la guerre et qui annihilait physiquement une génération entière de militants éprouvés. Défaite politique, ensuite, qui marque la faillite des principaux partis ouvriers, privant ainsi la classe ouvrière de tout instrument de combat dans la lutte de classe et mettant fin à une période qui avait vu le prolétariat espagnol acquérir au cours de combats de plus en plus durs une conscience de classe toujours plus élevée jusqu'à poser la question du pouvoir dans l'été de 1936.

Même dans la période de sa défaite la plus profonde, même abandonnée à son sort par les partis vaincus ou détournée d'eux par dégoût, la classe ouvrière n'a jamais cessé de constituer une menace pour les classes dominantes et leur régime politique. Par ses actions d'opposition passive, de résistance sourde, de grèves et d'attentats, elle a toujours constitué une menace potentielle et un sujet de défiance profonde pour Franco et les classes dominantes. Il a néanmoins fallu attendre 1961 pour que des vagues successives de grèves très dures dans les Asturies et dans le Pays Basque viennent définitivement mettre fin à la période ouverte par la victoire fasciste.

---

(1) V. P. Broué et E. Témime, *La Révolution et la Guerre d'Espagne*, Paris 1961.

Depuis cette date il y a peu de semaines que le prolétariat espagnol ne vienne rappeler son existence par des actions plus ou moins importantes. Elles sont l'expression d'une combativité nouvelle et posent de façon urgente aux révolutionnaires le problème de la reconstruction d'un parti capable d'orienter les masses dans leurs luttes et de leur ouvrir à chaque étape des perspectives réalistes et précises.

Dans cet article, nous voudrions commencer à définir le contexte économique et social dans lequel se placent les événements qui défrayent les chroniques actuelles [grèves et manifestations ouvrières et étudiantes à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, dans les Asturies, à Séville ou à Saragosse] et dans lequel se pose également le problème de la reconstruction d'un parti et de la conquête par lui des masses. Cet article cherche ainsi à découvrir le mouvement interne de l'économie espagnole et à analyser les différentes contradictions économiques, sociales et politiques dans lesquelles se débat le régime franquiste. Il présente à cet effet le maximum de renseignements statistiques et entend apporter une contribution documentée à la discussion qui va s'ouvrir sur la stratégie et la tactique des révolutionnaires dans le cadre de l'Espagne d'aujourd'hui.

L'article débute par un bref rappel de quelques éléments historiques jugés indispensables à la compréhension de la situation actuelle. Cette partie historique ne prétend en aucune manière d'être complète ou suffisante et vise seulement à dégager la genèse de certaines questions-clés de la situation économique, sociale et politique actuelle.

### **La structure de classe des campagnes et les conséquences de l'échec de la réforme agraire au XIX<sup>e</sup> siècle : latifundium et minifundium.**

Historiquement dans les pays bourgeois « classiques » (Angleterre, France), le processus de développement du capitalisme a supposé deux phases distinctes (même si elles ont pu se chevaucher) dans l'évolution de la propriété foncière et de la production agricole. Une première phase de durée multi-séculaire (qui s'est placée au moment de la désagrégation de la société féodale et de la naissance de la société bourgeoise et dont le point culminant a généralement eu lieu au moment de la révolution politique bourgeoise) a vu la décomposition et le morcellement de la grande propriété féodale, et la constitution d'une paysannerie, suffisamment importante et prospère dans les conditions historiques relatives de l'époque pour pouvoir vendre aux villes une partie de sa production agricole et servir à son tour de marché intérieur pour les produits des manufactures capitalistes nais-



santes. C'est à cette phase nécessaire de l'évolution qu'ont correspondu plus tard, dans les pays où elles n'avaient pas encore eu lieu, les réformes agraires visant à démembrer la grande propriété féodale ou latifundiaire et à obtenir la création d'une paysannerie moyenne suffisamment prospère pour servir d'assise politique et économique à la bourgeoisie nationale.

A cette première phase du morcellement a succédé une seconde phase, caractérisée par une nouvelle concentration de la terre, l'expulsion du sol d'une partie plus ou moins importante de cette paysannerie et la constitution dans les campagnes d'unités de production agricole — les grandes fermes — qui se présentent comme les répliques des entreprises capitalistes industrielles de l'époque de la grande industrie. Cette deuxième phase, également de durée plus que séculaire, et longtemps demeurée inachevée dans des régions importantes de la France, a été un moment fondamental du processus d'accumulation primitive et s'est avérée absolument nécessaire pour la croissance intérieure du capitalisme industriel. Si celui-ci ne voulait pas être freiné dans son développement par une agriculture arriérée et désirait au contraire trouver dans les campagnes les réserves de main-d'œuvre et les sources de produits agricoles (aussi bien matières premières que biens de subsistance pour la force du travail) dont il avait besoin pour poursuivre sa marche en avant, il lui fallait absolument obtenir ce changement radical de la production agricole.

On peut dire sans exagération que l'Espagne, à l'exception de quelques régions bien délimitées (Catalogne en particulier) a connu à peine, ni l'une ni l'autre, de ces deux phases décisives de l'évolution des campagnes (2). Du fait de sa faiblesse économique et sociale et aussi de son incapacité politique, la bourgeoisie espagnole, et avant tout la bourgeoisie castillane, n'a pas su ou n'a pas voulu entreprendre ni un processus de destruction de la grande propriété latifundiaire (réforme agraire) ni un processus d'accumulation primitive (expulsion du sol des très petits paysans et concentration des exploitations). L'Espagne a, de ce fait, atteint le XX<sup>e</sup> siècle avec une structure agraire caractérisée par la co-existence d'une très grande propriété latifundiaire (avec la structure sociale qui lui correspond, c'est-à-dire une poignée de très grands propriétaires absentéistes à côté d'une immense masse

(2) Pour cette section, v. Vincens Vives (J.), *Manual de Historia Económica de España*, Barcelona 1959 (en particulier la IV<sup>e</sup> partie et le chapitre 42) ; Tamames (R.), *Estructura Económica de España*, 2<sup>e</sup> éd., Madrid 1964 (chap. III sur l'histoire agraire, chap. XIII sur la politique industrielle du XIX<sup>e</sup>, la 7<sup>e</sup> partie sur le cadre institutionnel de l'économie espagnole et le chap. XXXV sur les investissements étrangers) ; et Brenan (G.), *Le Labyrinthe Espagnol : origines politiques et sociales de la guerre civile*, Paris 1962. On peut également consulter le chap. I du Broué et Témime et *L'Histoire de l'Espagne* de P. Vilar (P.U.F. Que sais-je ?).

d'ouvriers agricoles absolument misérables, travaillant quelques mois par an pour des salaires de famine) et d'une très petite propriété paysanne (souvent de moins d'un ou même de moins d'un demi-hectare) trop pauvre pour entreprendre autre chose qu'une misérable production d'auto-subsistance comportant un minimum d'échanges avec le secteur urbain.

Cette structure est encore celle de l'Espagne aujourd'hui et se lit à livre ouvert dans les statistiques suivantes :

Dimension des exploitations	Nombre des exploitations		Estimation de la superficie	
	Nombre	% par rapport au total	Hectares	% par rapport au total
Petites exploitations .....	2,747,235	96,4	17,159,087	39,1
moins de 1 hectare.....	809,290	28,4	365,922	0,8
de 1 à 5 hectares .....	1,029,410	36,1	3,070,143	7,0
de 5 à 50 hectares ....	908,535	31,9	13,723,022	31,3
Moyennes exploitations ...	51,060	1,7	3,571,380	8,1
de 50 à 100 hectares				
Grandes exploitations ....	52,200	1,8	23,160,500	52,8
de 100 à 200 hectares..	24,273	0,8	3,432,025	7,8
de 200 à 500 hectares..	16,758	0,5	5,394,300	12,3
de 500 à 1.000 hectares..	6,517	0,2	4,887,750	11,1
plus de 1.000 hectares..	4,652	1,6	9,446,425	21,6
	2,850,495	100,0	43,890,967	100,0

[Source : Cadastre rural 1961.]

La coexistence du régime latifundiaire et de la petite et très petite propriété paysanne donne naissance à une structure de classe du type suivant (reflétée, à quelques nuances près, de façon semblable par deux sources statistiques différentes) :

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
(1960)

Agricultures employant au moins 1 salarié fixe .....	241,208 ( 5,2 %)
Agricultures sans salariés .....	2,397,885 (51,9 %)
Ouvriers agricoles .....	1,977,930 (42,9 %)



SÉCURITÉ SOCIALE AGRICOLE  
(1964)

Entreprises agricoles .....	707,419
Paysans autonomes .....	1,566,445
Ouvriers fixes .....	339,192
Ouvriers occasionnels .....	1,073,121

Dans une section ultérieure consacrée à la crise de l'agriculture traditionnelle et à la prolétarianisation de la paysannerie « autonome », nous reviendrons sur ces chiffres et chercherons à déterminer leur sens et leur implication dans le contexte actuel. Jettons ici encore un rapide coup d'œil sur la genèse historique de la structure sociale des campagnes et sur certaines de ses conséquences politiques passées.

Un moment décisif de l'évolution se place au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et est constitué par la forme particulière prise par la liquidation des grands domaines ecclésiastiques et nobles en main morte ainsi que des biens communaux. La nécessité d'une réforme agraire dans l'Espagne centrale et méridionale (Nouvelle Castille, Estrémadure, Andalousie) avait été reconnue par les réformateurs bourgeois aussi bien du despotisme éclairé (Olavide) que du libéralisme (Jovellanos) et avait constitué l'un des thèmes fondamentaux du réformisme du XVIII<sup>e</sup> siècle et du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Le but avéré, et sans doute sincèrement voulu par certains penseurs, était la constitution de cette paysannerie moyenne indépendante et prospère dont nous avons parlé plus haut. Mais pour y parvenir, en partant d'une situation caractérisée précisément par l'absence dans cette partie de l'Espagne de toute paysannerie d'une importance quelconque, il aurait fallu distribuer les terres des grands domaines ecclésiastiques et nobles au prolétariat rural, en les lui donnant gratuitement, et cela sans doute déjà dans le cadre de solutions collectivistes. Bien que préconisée par quelques bourgeois clairvoyants, une telle solution était bien sûr totalement étrangère à la vision du monde de la majeure partie de la classe bourgeoise, qui concevait la vente comme l'unique moyen possible de redistribuer les biens féodaux, cette redistribution devant s'accompagner de compensation financière aux propriétaires expropriés, et devant constituer d'autre part une source de revenus pour l'Etat. Le résultat fut la substitution pure et simple de propriétaires bourgeois aux précédents propriétaires ecclésiastiques ou civils (municipalité et noblesse) et la perpétuation absolue de la structure latifundiaire.

Il faut voir là la cause principale du faible développement de la bourgeoisie et du capitalisme en Espagne. Sur le plan politique, le maintien de la structure latifundiaire a permis la perpétuation de la domination de la noblesse et de l'église sur la société espagnole. Une fois terminée la vente des biens en main morte, les nouveaux acquéreurs bourgeois se sont

empresés de mettre fin à leurs différends avec ces deux puissances sociales, et à conclure une alliance avec elles pour la constitution d'un bloc conservateur latifundiaire, décidé à tuer dans l'œuf toute velléité de réforme agraire véritable, et donc toute velléité de réforme sociale quelconque. L'instrument principal de cette politique a été l'armée, dont l'évolution vers les positions ultra-conservatrices qui l'ont caractérisée depuis date précisément de la fin des ventes foncières. Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, un certain investissement de la plus-value produite sur les grands domaines dans l'industrie basque et dans la grande banque monopolistique a abouti à l'intégration dans le groupe social dominant d'une partie de la bourgeoisie industrielle et à la formation d'une étroite oligarchie latifundiste et financière. Seule la bourgeoisie catalane s'est tenue à l'écart de ce mouvement, mais loin de tenter de conquérir le pouvoir central et de procéder vigoureusement aux réformes nécessaires à l'expansion du capitalisme en Espagne, elle a tourné le dos à l'Espagne centrale et a tendu le plus souvent à formuler des revendications de caractère purement régionaliste ou même nationaliste, fondées sur l'illusion d'un développement économique autonome.

Il aurait pourtant importé pour la bourgeoisie catalane de s'occuper de l'Espagne centrale et méridionale, car sur le plan économique, le maintien de la structure latifundiaire a fait que le capital espagnol naissant n'a jamais trouvé le marché intérieur indispensable à son développement et a immédiatement été ou même quasiment stoppé dans sa croissance. Lorsque le développement eut tout de même donné naissance, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à une certaine concentration ouvrière et à la naissance de quelques grandes villes, le capitalisme espagnol ne put même pas trouver dans les campagnes de quoi nourrir les populations urbaines et se vit ainsi obligé de recourir à des importations croissantes de produits agricoles. La cause en était toujours aux formes de propriété et de rapports sociaux agraires. Il n'était pas question pour les paysans parcellaires familiaux de livrer aux marchés urbains d'importants surproduits. Sur les grands domaines, d'autre part, la nature particulière des rapports sociaux conduisait à une sous-exploitation tendancielle de la terre et à de très bas rendements, les propriétaires absentéistes refusant de faire tout investissement ou tout travail d'irrigation, les ouvriers agricoles, illettrés et mourant de faim, montrant peu d'ardeur à cultiver efficacement une terre qui ne leur appartenait pas.

Le faible développement d'un capitalisme et d'une bourgeoisie proprement espagnols (aggravé par une politique de libre échange qui était elle-même l'expression de l'éloignement des industriels du pouvoir) a abouti, vers 1850-1870, à la mainmise du capital étranger (anglais, français et belge en particulier) sur les ressources minières espagnoles, et plus généralement à la création de rapports économiques de type semi-colonial entre les économies capitalistes avancées et l'Espagne. Les compagnies étrangères ont été mises en mesure, avec l'accord des latifundistes, d'organiser une exploitation systé-



matique du sous-sol espagnol, d'en exporter les productions vers leur métropoles et également d'obtenir des concessions très avantageuses pour la construction de chemins de fer et autres services publics. Cette situation ne fait naturellement qu'accroître et perpétuer de façon définitive le retard et la faiblesse du développement industriel, mettant le capital espagnol à jamais dans la dépendance du capital des économies avancées.

### **La faiblesse numérique et l'importance politique du prolétariat : nécessités et difficultés de l'alliance avec la paysannerie.**

La lenteur du développement capitaliste en Espagne et le faible degré d'industrialisation qui en a résulté ont pour conséquence inévitable de limiter considérablement l'importance numérique du prolétariat.

On estime, en effet, que la répartition de la population active en 1900 et en 1930 devait avoir environ la structure suivante :

	Agriculture	Industrie et Mines	Services
1900 .....	4 500 000	1 000 000	1 100 000
1930 .....	4 300 000	1 900 000	2 000 000

En interprétant ces chiffres, qui masquent bien sûr la structure de classe des catégories professionnelles en question, on arrive à la conclusion que les effectifs du prolétariat devaient atteindre environ 1 million en 1900 et à peu près le double en 1930, en incluant dans ces chiffres les cheminots et les ouvriers des services publics urbains, décisifs dans une ville encore peu industrialisée comme l'était Madrid à l'époque.

Les grandes villes sont naturellement peu nombreuses, également en raison de la même lenteur de l'industrialisation. En 1900, il y a seulement six villes de plus de 100.000 habitants (dont deux, Madrid et Barcelone, de plus de 500.000 habitants) qui abritent 9 % de la population. En 1930, la situation n'est guère différente ; il y a onze villes de cette dimension, abritant 14,8 % de la population. Même si l'on se fixe le chiffre de 50.000 habitants pour parler d'une ville importante, il n'y en a guère que onze en 1900 et vingt-neuf en 1930 qui méritent ce nom.

L'industrie est par conséquent concentrée, d'autre part, à peu près exclusivement dans deux zones géographiques précises : la Catalogne, siège de l'industrie textile, et plus tard, d'une certaine industrie chimique ; et la côte Atlantique nord, où se trouvent les mines de charbon asturiennes, et la grande métallurgie du pays basque. Deux autres villes de grande impor-

tance sont également des ports : Valence et Malaga, débouchés portuaires pour un arrière pays agricole ou minier, et possédant une certaine industrie de transformation. Dans le centre du pays, par contre, les grandes villes sont rares et les zones de développement industriel très limitées. Il y a Madrid, bien sûr, mais le prolétariat industriel y est encore peu important. Dans le centre encore, Saragosse, capitale de l'Aragon et siège d'une industrie de transformation assez importante, et enfin, les grandes villes de l'Andalousie, Séville et Cordoue, où s'entasse un sous-prolétariat important d'ouvriers ou plutôt de chômeurs agricoles expulsés des campagnes latifundistes.

Ce faible développement numérique et cette répartition géographique fort inégale du prolétariat n'a pas limité le rôle politique de la classe ouvrière. Le contexte historique particulier de l'Espagne a, bien au contraire, conduit celle-ci à jouer très tôt un rôle politique sans commun rapport avec ses effectifs numériques. En même temps cependant, le poids économique et social des campagnes a également amené la classe ouvrière à ressentir la nécessité absolue d'obtenir l'appui du prolétariat rural et de la paysannerie, en leur offrant une direction politique et les lignes directrices d'une solution à leurs problèmes.

D'une part, en effet, le caractère inachevé de la révolution bourgeoise, la faiblesse politique et sociale de la bourgeoisie, reflétée dans la faiblesse des partis libéraux, radicaux ou républicains, la misère profonde des campagnes et la nécessité criante de la réforme agraire, enfin le chaos constant de la vie politique officielle (instabilité ministérielle, faiblesse de la monarchie, coups d'état militaires), ont rapidement donné au prolétariat une place et une responsabilité centrales dans la vie politique et sociale de l'Espagne. A partir de 1931 en particulier, il est apparu avec une clarté croissante que seule la classe ouvrière était à la fois prête et capable de se dresser contre les classes dominantes oligarchiques, de s'opposer à leur oppression et de proposer à la société espagnole des perspectives politiques, économiques et sociales nouvelles. Comme en Russie, le caractère contradictoire et inégal du développement a projeté le prolétariat urbain sur l'avant de la scène de l'histoire et a fait de lui la seule classe capable de se poser comme représentante des intérêts généraux de la société tout entière.

D'autre part, cependant, et comme en Russie, le poids des classes rurales dans une société encore fondamentalement agraire, a mis au premier plan la question de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie, et a obligé les partis ouvriers à se lancer, à tous prix, à la conquête politique des campagnes.

La situation dans les campagnes était cependant peut-être moins simple qu'en Russie. Ceci tenait (et tient encore, car dans les grandes lignes, les problèmes soulevés dans cette section continuent de se poser à la classe ouvrière dans les mêmes termes encore aujourd'hui) à l'existence de cette



classe de petits ou moyens paysans, dont les tableaux ci-dessus relevaient l'importance. Les difficultés et les aspirations économiques et politiques de cette classe étaient nécessairement différentes de celles du prolétariat agricole ou même de cette partie misérable de la paysannerie qui était également obligée de louer son travail aux très grands domaines. Alors que la revendication fondamentale de ceux-ci était la réforme agraire dans le cadre de formules collectivistes ou communautaires, les paysans déjà nantis, et souvent même propriétaires, étaient surtout préoccupés de problèmes de prix et de marchés, voire même de niveau des salaires. Il se pouvait par conséquent fort bien que les partis politiques ouvriers sachent parfaitement comprendre les aspirations du prolétariat rural ou de la paysannerie très pauvre des régions latifundiaires, et obtenir leur alliance, mais ne réussissent pas de même avec la petite ou moyenne paysannerie indépendante de Castille ou de Navarre. Les campagnes connaissant une structure de classe complexe, il se pouvait parfaitement bien qu'une partie de la paysannerie accepte l'hégémonie et l'orientation politique, non de la classe ouvrière, mais des grands propriétaires et de l'Église.

C'est cela qui a effectivement eu lieu : les paysans de Navarre et de vieille Castille ont échappé à l'influence politique des socialistes ou des anarchistes, sont restés sous l'emprise du clergé et des grands propriétaires, et ont fourni aux nationalistes le seul appui populaire qu'ils aient jamais eu. Broué note, en effet, qu'« ici (en vieille Castille et en Navarre) les masses populaires sont avec les généraux et les volontaires affluents pour renforcer l'armée de Mola en marche vers la capitale » (3). Il ne s'agit pas de grossir démesurément l'importance de ce fait, ni surtout d'en faire une des raisons de la défaite de la révolution, dont les causes sont bien ailleurs. En cas de victoire de la révolution, il aurait toujours été temps de trouver une solution aux problèmes des paysans de vieille Castille et de Navarre. Mais tout en cherchant à ramener la question à ses dimensions véritables, il est tout de même intéressant d'étudier l'alignement des classes rurales au cours de la crise de 1931-1936, et de montrer également la manière dont l'une des clefs de la politique économique de Franco doit être recherchée dans la volonté des nationalistes de se conserver l'appui de la paysannerie castillane. Il est permis de penser, d'autre part, que cette question doit toujours constituer un des facteurs importants pour l'issue finale de la lutte de classes en Espagne.

Au cours de la période 1931-1936, il semble que l'influence politique des partis ouvriers et l'alignement des classes dans la lutte entre le prolétariat et l'oligarchie, aient été très différents selon les régions (4). Plusieurs

(3) V. Broué et Témime, p. 86.

(4) V. sur toute cette question Brenan, op. cit., dont l'analyse, parfois un peu tortueuse, est cependant d'une très grande richesse et contient des indications très précieuses (v. en particulier toute la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> partie).

éléments d'ordre superstructurels ont pu exercer une influence : traditions historiques (carlisme), poids de l'Eglise, etc., mais il semble en définitive que les variations dans le succès des partis ouvriers à s'implanter dans les campagnes aient en gros obéi aux variations régionales dans l'état de la répartition de la propriété. Alors que les régions où la petite et moyenne propriété paysanne possédant quelque importance ont échappé à l'influence des partis ouvriers et sont restées sous la domination idéologique et politique de l'Eglise et des partis de droite, les classes rurales des régions latifundiaires sont passées en bloc du côté du prolétariat. C'est ainsi que lorsqu'on compare la répartition géographique des différentes appartenances politiques avec la répartition de la très grande propriété latifundiste, on est frappé de voir la concordance remarquable entre les zones d'influence des partis ouvriers et les zones latifundiaires. Les événements politiques témoignent également dans un sens analogue. C'est ainsi que l'on peut remarquer que c'est dans le nord de l'Aragon, et dans le sud, en nouvelle Castille, Estrémadure et Andalousie, que les manifestations les plus claires de la combativité ouvrière et paysanne, et la volonté d'effectuer la réforme agraire, ont eu lieu. C'est l'Aragon, terre de très grands propriétaires, qui a donné le signal du soulèvement paysan libertaire de l'hiver 1933-1934, avant d'être le cœur d'une grande grève des moissonneurs au cours de l'été suivant. C'est en nouvelle Castille, en Estrémadure et en Andalousie, que les socialistes ont pu, dès 1934, confisquer des terres, de façon plus ou moins violente, et y organiser des propriétés collectives (5). Dans ces régions, ainsi que dans le Levant et en Catalogne (dont les problèmes étaient cependant assez particuliers), mais dans une moindre mesure, l'alliance du prolétariat et de la paysannerie fut une réalité et a permis au prolétariat de poser, en accord avec les campagnes et parfois sous leur pression, le problème du pouvoir dans l'été de 1936.

La défaite du prolétariat rendit aux campagnes espagnoles la massive passivité conservatrice qui les caractérise objectivement et dont seule une crise révolutionnaire profonde et la direction résolue des partis ouvriers purent momentanément les tirer. Privés de cette direction politique, les ouvriers agricoles et la paysannerie pauvre retombèrent sous le joug des propriétaires, de la Garde civile et de l'Eglise, et le poids débilant des structures agraires arriérées retrouva tous ses droits.

Nous allons voir, dans les sections qui suivent, comment l'un des buts de la politique économique du franquisme a été de tenter de consolider et perpétuer cet état de choses. Cette politique a été couronnée de succès jusqu'à ce que la réintégration de l'Espagne dans le marché mondial vienne au contraire apporter tout récemment des éléments nouveaux d'évolution et de changements dans les campagnes espagnoles et créer les conditions objectives d'une nouvelle politisation de la paysannerie.

(5) V. Brenan, p. 194, sur les collectivisations opérées par l'U.G.T. dans les régions de Ciudad Real, Tolède, Jaen, Badajoz et Valence en 1934.



## La politique franquiste d'autarcie (1939-1959).

De la fin de la guerre civile jusqu'en 1959, l'Espagne a connu une politique d'autarcie qui l'a conduit à vivre pratiquement en marge du marché mondial. Les rapports d'échanges furent limités au strict minimum compatible avec l'atteinte des objectifs de la politique économique franquiste, c'est-à-dire à un niveau extrêmement bas ; l'entrée des capitaux fut réglementée de façon à décourager radicalement leur pénétration en Espagne, et le mouvement d'émigration ouvrière vers l'Europe, en particulier vers la France, fut réduit pratiquement à néant. C'est-à-dire que tout en relevant toujours de l'impérialisme, l'Espagne a limité au maximum ses rapports économiques avec les autres économies capitalistes. Cette politique avait deux raisons d'être principales : l'une stratégique, l'autre d'ordre social.

Le premier but de la politique d'autarcie était de doter le régime franquiste d'une base économique indépendante suffisante pour résister aux pressions internationales, quelles que soient leurs origines, et survivre économiquement, tout en se passant de tout rapport économique avec l'extérieur. Il s'agissait pour Franco de posséder en particulier une industrie d'armement et une infrastructure économique à caractère militaire suffisamment développée pour lui permettre de posséder l'appareil de répression indispensable à son existence dans des conditions d'indépendance politique aussi grandes que possible, même (ou même surtout) à l'égard de ses alliés allemands ou italiens. A partir des lois économiques de 1939, l'Etat intervint ainsi directement dans l'industrie, au travers d'un vaste réseau d'entreprises étatiques, dans toutes les branches d'industrie, réputées « d'intérêt stratégique » (6). Canalisant toutes les ressources disponibles pour l'accumulation du capital au moyen de privilèges exorbitants, ces entreprises étatiques, groupées au sein d'un holding d'Etat, l'I.N.I., dotèrent effectivement le régime franquiste de l'industrie d'armement désirée. C'est ainsi que furent créées des entreprises relativement bien équipées de construction navale et aéronautique, d'armements, de véhicules et d'explosifs, soutenues par l'infrastructure énergétique (électricité et pétrole) indispensable. Ceci fut nécessairement fait aux dépens de tout le reste des industries (bien de consommation et même biens d'équipement non liés à l'armement) et eut pour effet de créer les conditions d'un développement industriel extrêmement inégal de secteur à secteur, avec des distorsions encore plus grandes que dans un développement capitaliste « normal ». En dehors des secteurs privilégiés, le rythme de développement fut très lent également. C'est ainsi qu'il a fallu attendre 1954, soit quinze ans après la guerre civile, pour que le revenu national retrouve son niveau de 1935, et pour que la répartition de la population active retrouve sa structure de 1930.

(6) V. Tamames, op. cit., chap. XIII, p. 251 et s. sur les lois de 1939 et l'organisation de l'activité de l'I.N.I.

	Agriculture	Industrie	Services
	—	—	—
1930 .....	45,5	26,5	27,9
1940 .....	50,5	22,1	27,3
1950 .....	47,5	26,5	25,8
1960 .....	39,7	32,9	27,3

Les caractères particuliers du développement industriel postérieur à 1939 survenant après les effets de la guerre civile eurent donc pour conséquence d'entraîner une diminution numérique aussi bien absolue que relative de la classe ouvrière et de renforcer le poids des classes rurales au sein de la structure sociale globale. Ceci correspondait parfaitement aux exigences politiques du franquisme qui n'était pas mécontent de parachever la défaite politique et l'écrasement physique du prolétariat au moyen de la création de conditions économiques défavorables et démoralisantes. Un développement industriel rapide eût nécessairement signifié la reconstitution rapide des forces numériques et de la combativité du prolétariat. La stagnation industrielle renforçait au contraire les effets de sa défaite, tout en consolidant le poids numérique et social de la paysannerie.

Il ne suffisait pas cependant de préserver intactes les forces numériques de la paysannerie, en freinant l'industrialisation et en limitant donc l'appel de main-d'œuvre industrielle nouvelle dans les campagnes. Il fallait également améliorer ses conditions d'existence et éviter qu'il se développe à nouveau dans les campagnes des foyers de mécontentement. Le prolétariat et sous-prolétariat rural avait été battu au même titre que le prolétariat industriel, mais il fallait récompenser la paysannerie de vieille Castille, de Léon et de Navarre pour son attitude politique au moment du conflit et chercher à s'assurer durablement son appui. Tel fut l'objet de la politique des prix agricoles de l'Etat et en particulier de la création du Service National du Blé (S.N.T.), dont les origines remontent à 1938, en zone nationaliste. Ici encore, objectifs stratégiques et objectifs sociaux coïncidaient, mais le fait que cette partie de la politique d'autarcie demeure encore en vigueur aujourd'hui prouve clairement que les seconds étaient de loin les plus importants. L'objectif avéré était de doter l'Espagne d'une autosuffisance alimentaire pour lui permettre de se passer de toutes importations agricoles, en particulier de blé. Aussi, l'Etat garantissait-il — et garantit toujours aujourd'hui — l'achat automatique de toute la récolte à des prix garantis. Ceux-ci ont été fixés et le demeurent encore, à des niveaux suffisamment élevés pour encourager la culture de terres marginales abandonnées au cours des décennies antérieures, et surtout pour assurer à la petite paysannerie le revenu stable dont elle avait besoin pour survivre. Du point de vue économique, cette politique a toujours coûté très cher, et aujourd'hui elle est devenue pour les dirigeants espagnols la source de



nouvelles contradictions dans la mesure où elle est immédiatement responsable de la hausse constante du prix des produits alimentaires et nourrit ainsi un courant constant de revendications économiques dans la classe ouvrière. Du point de vue social, la politique a longtemps atteint les buts qu'elle se proposait. Aujourd'hui, elle a perdu une bonne partie de son efficacité dans la mesure où elle est incapable, comme nous le verrons plus loin, d'empêcher complètement le jeu de mécanismes qui sont en train de précipiter la crise de l'agriculture paysanne traditionnelle et de nourrir un mouvement profond de prolétarianisation et d'émigration de la paysannerie. Sans la politique des prix agricoles, cette crise serait cependant encore plus grave, aussi celle-ci demeure-t-elle toujours en vigueur, en dépit d'attaques assez contradictoires lancées par certains milieux déterminés des classes dirigeantes.

C'est de cette même période de mise en place du cadre institutionnel de l'autarcie que date la législation franquiste sur le travail. D'inspiration ouvertement fasciste, elle visait à la destruction permanente de toute organisation autonome de la classe ouvrière (institution d'un syndicat vertical unique regroupant tous « les producteurs », qu'ils soient patrons ou ouvriers). En même temps, elle était destinée à ôter au système capitaliste en Espagne une partie de sa souplesse ou de sa flexibilité, et apparaît ainsi comme la cause et comme l'effet d'un développement industriel très lent. L'interdiction du droit de grève et l'existence de salaires très bas s'accompagnaient de l'interdiction (effective) aux patrons de procéder à des licenciements sans une autorisation administrative préalable, obtenue en général avec beaucoup de difficultés, après une longue procédure. Ceci a obligé les patrons espagnols à réfléchir à deux fois avant d'agrandir leur production et faire une nouvelle embauche, et les a obligés d'autre part à garder les ouvriers, même lorsque les lois du marché capitaliste auraient exigé leur licenciement. Il est évident qu'un tel système était compatible seulement avec un développement industriel stagnant ou lent et que son existence a été mise en question, à l'instar des autres institutions établies, par la réintégration de l'Espagne dans le marché mondial.

### **La réintégration de l'Espagne dans le marché mondial.**

La fin de la Seconde Guerre mondiale fut suivie d'une période de blocus économique de l'Espagne franquiste par les « démocraties ». Ce blocus fut totalement inopérant et ne fit que permettre à Franco de justifier auprès de certaines classes sa politique économique autarcique, sans le gêner du tout sérieusement. Franco attendit ainsi avec patience un revirement de poli-

tique inscrit pour lui dans l'évolution inévitable de tous les régimes bourgeois vers des régimes de plus en plus voisins du sien. En 1951, la guerre de Corée et l'intensification des préparatifs de guerre contre l'U.R.S.S. conduisirent effectivement les Etats-Unis à se tourner vers Franco et à lui proposer une aide financière et économique en échange de bases militaires. Dans les accords conclus en 1953 se trouvait inscrite également la suite naturelle de cette évolution, à savoir les mesures destinées à préparer la réintégration de l'Espagne dans le marché mondial capitaliste.

En dépit de ces accords et de cette aide, dont le montant fut à vrai dire assez modeste, il a fallu attendre 1958-1959 pour voir la fin de la politique d'autarcie (7). Il faut voir là d'une part la preuve du peu d'empressement des classes dominantes espagnoles à mettre sur pied une politique de rechange. Six ans environ furent ainsi nécessaires au capital financier international pour obtenir — au moyen d'un renforcement de ses alliés à l'intérieur de l'Espagne et de multiples pressions internes et externes — l'abandon de la politique d'autarcie. Une inflation qui s'accélérait à mesure que les effets de la distorsion structurelle industrielle et de la stagnation de l'agriculture se faisaient de plus en plus sentir, conduisit à un niveau inférieur au minimum compatible avec la poursuite de l'activité économique interne (achats nécessaires de machines et de produits pétroliers) et obligèrent ainsi les défenseurs de l'autarcie à capituler. L'entrée au gouvernement, en 1957, de ministres économiques « techniciens », membres de l'Opus Dei et partisans d'une nouvelle politique économique, et l'entrée de l'Espagne, en 1958, aux organismes internationaux de l'impérialisme (O.E.C.E., F.M.I., Banque Mondiale) constituèrent autant d'étapes d'une évolution achevée dans l'été de 1959 avec la mise en route du « plan » dit de « stabilisation économique » dont le but était, l'impérialisme aidant à ces derniers, de préparer l'économie espagnole au nouveau contact avec l'économie mondiale.

Cette politique se caractérisa, comme toujours en pareil cas, par une forte dévaluation accompagnée de restrictions des dépenses publiques, et surtout d'une diminution importante des salaires. Comme toujours en pareil cas, en effet, le poids de la politique de stabilisation fut supporté par la classe ouvrière, qui connut pendant une période de 18 mois (été 1959 - début 1961) un degré de chômage partiel très élevé (réduction des horaires de 25 % à 40 %) et une diminution de ses revenus évaluée par les observateurs à 50 %. Cette dégradation de ses conditions d'existence ne suscita, sur le moment, aucune réaction de quelque envergure de la part du prolétariat et les classes dominantes purent se féliciter d'avoir passé sans encombre un cap difficile. Il s'agissait cependant de la dernière fois qu'il allait en être ainsi.

(7) V. Tamames, op. cit. p. 565-569 et chap. XXXVI.



En effet, avec la reprise économique de 1961, une période nouvelle s'ouvre, qui voit l'apparition, en dépit ou plutôt à cause de la croissance rapide, de contradictions économiques et sociales grandissantes à mesure que se développent les effets des mécanismes déclenchés par la réintégration de l'économie espagnole dans le marché mondial. Les grands combats récents de la classe ouvrière espagnole débutent d'ailleurs au moment où ces effets commencent à se faire sentir (été 1961) et constituent une des expressions les plus voyantes des contradictions nouvelles auxquelles le régime franquiste doit faire face. Pour comprendre la nature de ces contradictions, il faut préalablement examiner les caractères particuliers de la dépendance de l'économie espagnole à l'égard du marché mondial.

### **Les caractères de la dépendance économique de l'Espagne : l'émigration ouvrière vers l'Europe et l'exportation vers l'Espagne de capitaux et de marchandises.**

Depuis sa réintégration dans le marché mondial, l'Espagne est redevenue ce qu'elle avait déjà été par le passé, c'est-à-dire une économie dominée par le capital financier international et organisée de façon à répondre aux besoins de celui-ci. Ces besoins sont cependant un peu différents que par le passé, ce qui fait que les caractères particuliers de la domination impérialiste se sont quelque peu modifiés.

Le changement le plus important tient au fait que par épuisement des meilleurs gisements minéraux, l'Espagne ne constitue plus, comme par le passé, une réserve de matières premières à bon marché pour l'industrie des pays capitalistes plus industrialisés. Elle constitue par contre une réserve — à présent inépuisable — de main-d'œuvre susceptible d'être exploitée soit en Espagne même, soit à l'étranger, et un marché intérieur dans lequel la concurrence nationale est faible et les profits différentiels importants. C'est-à-dire que l'Espagne sert aujourd'hui au capital international tant pour la création que pour la réalisation de la plus-value.

Ceci s'exprime dans les relations fondamentales suivantes :

a) Le prolétariat espagnol constitue en premier lieu une armée industrielle de réserve, prête à émigrer pour trouver du travail en raison des conditions économiques régnantes en Espagne, et donc susceptible d'être appelée par le capital des économies industrielles voisines, pour être exploitée en dehors des frontières de l'Espagne.

b) Le prolétariat espagnol constitue en second lieu une force de travail,

susceptible d'être exploitée en Espagne même, par ceux des capitaux étrangers qui choisissent de venir s'investir dans cette économie afin de bénéficier des conditions d'exploitation existantes (niveau des salaires) comme des facilités offertes pour la réalisation de la plus-value sur le marché espagnol même (marché intérieur protégé et à faible concurrence).

c) Le marché intérieur créé par ce double processus, c'est-à-dire par les salaires renvoyés en Espagne par les ouvriers émigrés, et par les salaires et autres revenus versés directement ou indirectement (effet de multiplication) par le capital investi en Espagne, sert enfin aux économies capitalistes avancées pour la réalisation de la plus-value créée chez elles. Ce marché est accru par les revenus dépensés chaque été par les millions de touristes en provenance de ces mêmes économies, qui viennent chercher soleil et folklore à bon marché sur les plages espagnoles, et se présente ainsi comme une sorte d'extension du marché interne des économies capitalistes industrialisées.

Reprenons une à une ces trois relations :

a) **L'exploitation de la force de travail du prolétariat espagnol en dehors des frontières de l'Espagne : l'émigration ouvrière vers les économies capitalistes avancées.**

La fin de la politique d'autarcie et l'ouverture de l'Espagne au capital international a coïncidé (coïncidence à vrai dire fort peu surprenante...) avec une situation de manque croissant de main-d'œuvre par les économies industrielles avancées. A partir de 1960, sous l'effet conjugué d'une part de la levée des formalités administratives et d'une propagande faite en faveur de l'émigration par les autorités espagnoles elles-mêmes, et d'autre part un appel croissant de la main-d'œuvre de la part du capital français, allemand, suisse ou belge, on note ainsi le départ pour l'Europe septentrionale industrialisée de centaines de milliers d'ouvriers espagnols.

L'ampleur de l'émigration se reflète même dans les statistiques officielles que l'Etat espagnol se voit aujourd'hui obligé de publier pour répondre aux exigences d'information qui émanent de toutes les classes sociales. Les chiffres officiels doivent être considérés comme des chiffres minimums, certainement inférieurs à la réalité, mais fournissent tout de même une indication intéressante sur l'ampleur de l'émigration. Pour l'émigration supérieure à six mois et pour les six pays d'émigration maximum, les chiffres officiels sont les suivants :

Années	Sorties	Retours	Emigration
1959 .....	16 665	20 243	— 3 578
1960 .....	38 053	10 037	28 016
1961 .....	115 372	7 163	108 209
1962 .....	142 505	41 157	101 348
1963 .....	134 541	41 412	93 129
Total de la période	447 136	120 012	327 124



La distribution géographique serait la suivante :

	France	Allemagne	Suisse	Belgique	Hollande	Total
1959.	7 493	—	—	3 915	—	3 578
1960.	12 800	7 297	6 408	1 428	83	28 016
1961.	38 558	52 434	15 393	625	1 145	108 209
1962.	49 492	22 039	22 425	4 687	2 705	101 348
1963.	29 269	30 458	19 427	10 818	3 157	93 129
Total.	122 653	112 228	63 653	21 500	7 090	327 124

[Source : Informe sobre emigración Ministerio del Trabajo, 1964.]

A cette émigration ouvrière permanente (c'est-à-dire qui dure tant que le capital industriel a besoin de la main-d'œuvre en question) s'ajoute une émigration saisonnière du prolétariat agricole (ou même de certains petits paysans) pour effectuer certains travaux déterminés dans l'agriculture capitaliste française, qui manque depuis longtemps des bras nécessaires. Selon les statistiques officielles, cette forme particulière d'émigration aurait touché, en 1963, 80.000 travailleurs venus faire les travaux saisonniers de la betterave, du riz, de la vigne et des primeurs.

Si l'on tient compte du fait qu'au premier trimestre 1964 (derniers chiffres publiés), il y a eu 23.709 sorties au seul titre de l'émigration contrôlée (qui couvre seulement de 50 à 65 % des sorties totales), on peut assurer sans risque d'erreur qu'en 1964 l'émigration a été au moins aussi forte et peut-être même plus forte qu'au cours des années antérieures. Si on ajoute à cela l'apparition d'une émigration vers l'Angleterre (1.509 départs contrôlés en 1963), on peut considérer qu'il doit y avoir, au bas mot, entre 400.000 et 450.000 ouvriers espagnols travaillant aux ordres du capital international en dehors de l'Espagne, c'est-à-dire environ 10 % du prolétariat industriel total de l'Espagne.

Les classes dirigeantes espagnoles se sont montrées jusqu'à présent fort satisfaites de l'émigration. Elle constitue à leurs yeux une soupape de sûreté très importante dans la lutte des classes en Espagne, leur permet d'éviter que le taux de chômage ne soit encore plus élevé qu'il ne l'est actuellement (voir plus loin) et constitue enfin pour elles la source d'une rentrée de devises importante (aujourd'hui de plus de 200 millions de dollars par an). Il s'agit là d'un optimisme qui frôle la myopie, car l'émigration a déclenché une série de mécanismes contradictoires dont les conséquences sont déjà en train de se retourner contre la domination franquiste, et de donner naissance à des conditions nouvelles dans la lutte des classes. L'émigration, et plus généralement le contact renouvelé avec le reste de l'Europe, a permis à la classe ouvrière de perdre progressivement le sentiment antérieur d'isolement total. L'émigration et la croissance économique ont, d'autre part, suscité, de la part de la classe ouvrière, mais aussi de la part de la paysannerie

et de certaines couches petites bourgeoises, la formulation de plus en plus consciente d'exigences, de besoins et de revendications de plus en plus précises. Ces mêmes facteurs, émigration et croissance, ont en même temps créé des conditions objectives plus favorables à la revendication et de manière plus générale, à l'action. C'est ainsi, en particulier, que la situation sur le marché du travail a sérieusement changé, permettant des luttes réussies pour l'augmentation des salaires.

**b) La mise en valeur en Espagne même des capitaux étrangers.**

L'abandon de la politique économique autarcique et la mise en effet d'une réglementation particulièrement libérale des capitaux étrangers (liberté totale de transfert des bénéfices, liberté totale de retirer le capital investi, jouissance de tous les avantages et primes liés à la politique d'industrialisation, pôles de développement, etc.) a entraîné un mouvement assez important de capitaux étrangers vers l'Espagne. Alors que la valeur totale des investissements étrangers en Espagne se montait seulement à quelques 130 millions de dollars avant 1959, l'évolution aurait été la suivante depuis cette date :

En millions de dollars U.S.	1959	1960	1961	1962	1963
Investissements directs dans les entreprises .....	8 4	36 3	37 5	24 7	45 1
Achats d'immeubles .....	—	0 3	1 5	17 0	26 0
Investissements de portefeuille et valeurs .....	8 4	12 7	18 8	62 7	98 7
<b>Total.....</b>	<b>16 8</b>	<b>49 3</b>	<b>57 7</b>	<b>103 4</b>	<b>169 8</b>

[Source : Información Comercial Española.]

Ces chiffres ne donnent qu'une indication très partielle de la réalité car ils sont considérés comme très inférieurs aux chiffres véritables (qui eux, ne sont même pas connus des autorités espagnoles elles-mêmes). Les capitaux sont, de façon prépondérante, d'origine américaine, mais les grands trusts européens sont également fort bien représentés, ainsi que l'indique l'échantillonnage suivant de firmes ayant investi en Espagne et produisant dans cette économie les marchandises représentatives de leur marque :

U.S.A. : Standard Elec. ; Allied Chemical, Firestone, Caltex, Americo Steel, Dupont, I.B.M., General Elec., Ford, etc. ; Suisse : Ciba, Geigy, John Deere, Berlikon, etc. ; Belgique : Solvay, Compagnie Royale Asturienne des Mines, Union Belge des Bétons ; France : Renault, Citroën, Pêchiney, Saint-Gobain, Michelin, Bull, L'Air Liquide, Alsthom, L'Aluminium Français, Potasse d'Alsace, etc. ; Italie : Montecatini, Olivetti, Fiat, Pirelli, etc. ; Hollande : Unilever, Philips,



Vilt, etc. ; Royaume-Uni : Rio Tinto, Leylands, Courtaulds, B.M.C., Pyc, Rover, Dunlop, etc.

Il est important de noter la forme que prennent ces investissements depuis 1959 et de remarquer que cette forme a changé quelque peu par rapport à celle du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècles. Alors, les investissements du capital étranger en Espagne étaient typiquement ceux faits dans un pays colonial ou semi-colonial. A l'instar des investissements faits par le capital des puissances impérialistes en Russie, dans les Balkans ou en Amérique latine, les investissements anglais, français ou belges se dirigèrent principalement soit vers le secteur minier, soit vers les services publics (chemins de fer, transports urbains, eau, gaz et électricité), c'est-à-dire qu'ils avaient lieu, soit dans le but de transporter vers les métropoles industrialisées les ressources en matières premières (charbon, minéraux métalliques et non métalliques) se trouvant dans le sous-sol espagnol, soit dans le but de profiter d'une protection directe de l'Etat et de jouir de monopoles d'exploitation garantis par la puissance publique (exploitation de services publics urbains de tous types). L'investissement dans le secteur manufacturier constituait seulement l'exception et le capital étranger ne fit rien pour développer les forces productives en Espagne. Comme pour tout pays colonial ou semi-colonial, l'investissement étranger fut une forme légale et admise du pillage.

Depuis 1959, en raison de l'épuisement des ressources minières, ou de la présence continue d'anciennes sociétés, l'investissement a été obligé de se faire principalement dans l'industrie manufacturière, dans les secteurs des biens de consommation durable (voitures et accessoires, équipement électro-ménager, etc.), dans l'industrie chimique et pharmaceutique, qui est pratiquement entièrement aux mains de trusts étrangers ; et enfin dans certains secteurs de biens d'équipement. Cet investissement, effectué le plus souvent au moyen de rachat d'une firme espagnole ou de la conclusion avec elle d'un « accord technique » qui la conduit à produire les marchandises du trust étranger, a été le fait (comme les noms cités l'indiquent) des trusts internationaux les plus puissants de ces domaines et constitue une étape de plus dans le processus de partage entre ces quelques trusts de l'ensemble du marché mondial. Il comporte un certain développement des forces productives en Espagne, mais surtout la mise en condition et la domination psychologique des consommateurs du marché espagnol, conduits désormais eux aussi par l'obsession d'acquérir des biens de consommation durable que la publicité des trusts semble mettre à leur portée.

Ainsi que le prouvent les conditions d'accueil qui lui sont faites, les classes dominantes espagnoles sont trop heureuses de la présence du capital étranger et comptent fortement sur lui pour la création des postes de travail dont elles ont besoin pour faire face aux exigences croissantes de l'émigration rurale. C'est ainsi que le « Plan de développement économique et social », publié en 1964, attend du capital étranger qu'il réalise 14 %

des investissements projetés pour la période quadriennale 1964-1967. Les milieux industriels espagnols ont pour leur part renoncé depuis longtemps à jouer un rôle indépendant. A l'exception de quelques secteurs déterminés, qui sont ceux généralement des vieux capitalismes catalan et basque, il n'y a pas aujourd'hui plus qu'hier une bourgeoisie industrielle nationale à vocation indépendante; la plupart des industriels ont été trop heureux de se placer sous la protection de puissants trusts internationaux. C'est ainsi que, conformément aux thèses stalinienne, l'économiste Tamamès peut à juste titre remarquer, en le déplorant, « qu'au cours des trois dernières années, nombreux ont été les entrepreneurs espagnols qui se sont transformés d'industriels en simples commerçants, en représentants subalternes pour le marché espagnol d'une série d'articles analogues à ceux qu'ils fabriquaient précédemment » et qu'ils ont cessé de fabriquer depuis leur « association technique avec les grands trusts étrangers » (8).

Tout en se soumettant l'industrie manufacturière et le marché intérieur espagnols, le capital étranger en respecte cependant les caractères structurels et institutionnels fondamentaux. Loin de bouleverser la structure de l'industrie et de déclencher un vaste processus de concentration, comme il était en son pouvoir de le faire, le capital étranger a préféré s'adapter aux conditions institutionnelles régnant sur le marché espagnol. Ceci a été pour lui l'occasion de gagner des surprofits à caractère de rente différentielle (les prix de vente étant déterminés par les coûts de production des entreprises espagnoles les moins efficaces) et aussi l'occasion de prouver sa volonté de collaborer pleinement avec le régime franquiste pour lequel un mouvement de concentration industrielle aurait eu des conséquences sociales et politiques très dangereuses. Mais d'un autre côté, ceci a abouti, comme nous le verrons plus loin, à un développement industriel beaucoup plus lent qu'il n'était possible, freinant par là même la création de nouveaux emplois dans l'industrie et créant les conditions d'un chômage croissant à mesure que se développe le mouvement d'émigration interne et la prolétarianisation de la paysannerie.

**c) La réalisation sur le marché espagnol de la plus-value créée dans les économies industrialisées.**

L'envoi en Espagne des salaires gagnés par les ouvriers émigrés (195 millions de dollars en 1963, plus de 200 millions en 1964), le mouvement de capitaux étrangers vers l'Espagne et enfin les sommes dépensées par les touristes (plus de 600 millions de dollars en 1963) viennent créer, en plus de la demande interne « normale », un marché intérieur assez consé-

---

(8) V. Tamames, op. cit., p. 787. (Tamames appartenait, jusqu'à quelques mois, à l'aile droite du P.C.E. Selon les informations disponibles, il ne serait aujourd'hui plus membre, ayant soit quitté, soit été expulsé à l'occasion des purges de la direction contre les droitiers.)



quent en Espagne. Les premiers à en profiter sont naturellement les trusts étrangers installés à l'intérieur même des frontières politiques espagnoles. Ceci est d'autant plus le cas pour l'Espagne que la circulation des marchandises est le seul des trois domaines (main-d'œuvre, capitaux, marchandises) où il continue à régner une réglementation et des obstacles très sérieux. Par volonté de préserver — dans un souci de stabilité sociale et politique — les structures industrielles archaïques et éviter tout mouvement de concentration important, les classes dominantes espagnoles n'ont baissé leurs barrières douanières que fort prudemment. Les importations sont encore contingentées pour de nombreux produits et les tarifs douaniers très élevés dans la plupart des domaines. Le marché intérieur espagnol est donc un marché fortement protégé, et dont la protection bénéficie en premier lieu au capital étranger travaillant directement sur sol espagnol. En dépit de tout cela, les importations espagnoles sont allées croissantes depuis 1961.

#### A) IMPORTATIONS

	1960	1961	1962	1963
	—	—	—	—
1. Produits agricoles et alimentaires.	110	246	316	457
2. Produits minéraux .....	26	39	46	59
3. Produits pétroliers .....	150	178	247	248
4. Produits chimiques .....	101	135	180	220
5. Pâtes, papiers et livres .....	23	29	35	46
6. Coton brut, textiles et vêtement..	41	89	103	88
7. Métaux et produits en métaux...	63	84	152	186
8. Matériel et équipement .....	120	167	286	431
9. Matériel de transport .....	42	73	112	100
10. Divers .....	45	52	93	120
11. Total .....	721	1.092	1.570	1.955

#### B) EXPORTATIONS

Total .....	726	710	734	736
dont :				
1. Produits agricoles et alimentaires.	394	391	418	389
2. Produits minéraux .....	31	35	28	27

[Source O.C.D.E.]

On note naturellement le déficit chronique de la balance commerciale, mais celui-ci n'est que l'expression de la forme particulière de dépendance de l'Espagne à l'égard du marché mondial, et se trouve précisément comblé par les envois de salaires des travailleurs, les dépenses des touristes et les mouvements de capitaux, donnant une balance des paiements, dont la structure résume la série de relations dont nous venons de faire l'analyse.

LA BALANCE DES PAIEMENTS

	En millions de dollars			
	1960	1961	1962	1963
1. Importations (f.o.b.)	688,0	1.037,9	1.438,2	1.791,1
2. Exportations (f.o.b.)	745,2	759,2	800,3	785,9
3. BALANCE COMMERCIALE	+ 57,1	- 278,7	- 637,9	- 1.005,2
4. Voyages à l'étranger	246,5	330,5	465,8	611,0
5. Autres services	- 0,4	6,9	1,4	35,0
6. Remises des travailleurs	57,6	116,2	146,0	195,0
7. Autres transferts privés	41,2	59,9	63,1	56,4
8. BALANCE COURANTE	+ 402,0	+ 234,8	+ 38,4	- 177,8
9. Investissements directs	36,0	38,2	38,9	67,3
10. Investissements de portefeuille	10,5	18,3	48,2	87,1
11. Autres mov. de capitaux	70,9	142,3	43,2	61,1
12. BALANCE DES CAPITAUX	+ 117,4	+ 198,8	+ 130,3	+ 215,5
13. SOLDE GLOBAL	+ 419,4	+ 433,6	+ 168,7	+ 37,7

[Source O.C.D.E.]

Comme on peut le voir, en 1963 les importations, c'est-à-dire la réalisation sur le marché espagnol de la plus-value créée ailleurs, ont pleinement atteint les possibilités créées par l'ensemble du processus que nous venons d'étudier. Elles peuvent néanmoins s'accroître encore considérablement, car d'une part il existe des réserves importantes de devises dans les coffres de la Banque d'Espagne, et d'autre part, si les réserves venaient à s'épuiser, il appartiendrait simplement à l'impérialisme d'accroître certains flux de capitaux pour immédiatement permettre aux importations vers l'Espagne de se développer de nouveau, si tel était le but désiré.

Il reste deux séries de remarques à faire au sujet des importations de l'Espagne, ou si l'on préfère, des exportations faites en direction de ce pays par les économies capitalistes avancées. La première concerne précisément les pays d'origine de ces exportations et la seconde la nature particulière des marchandises vendues.

Les économies capitalistes industrialisées se partagent le marché espagnol suivant les modalités suivantes: Marché Commun: 30 % dont France 10 %, et Allemagne 14 %; autre pays capitalistes européens: 20 %, dont Grande-Bretagne 9 %, Suède 2,5 %; U.S.A. et Canada: 20 %; Japon: 1,5 % et trusts pétroliers exploitant les puits du Moyen Orient ou d'Amérique latine: 14 %.

En ce qui concerne, d'autre part, la nature des marchandises réalisées sur le marché espagnol, on note l'importance tout à fait naturelle des biens d'équipement, des métaux, des produits chimiques et des produits



pétroliers, qui sont l'expression soit de déficiences naturelles du sous-sol espagnol (pétrole), soit de la faiblesse de l'industrie lourde (métaux, dont l'acier, biens d'équipement, produits chimiques). Ces exportations de biens d'investissement vers l'Espagne sont le complément normal et l'une des raisons d'être de l'exportation des capitaux, et il n'y a pas lieu de s'étonner de leur importance. Ce qui est plus remarquable, c'est la nécessité d'importer des quantités si importantes de produits alimentaires. Il s'agit là d'une des expressions les plus manifestes de la crise de l'agriculture espagnole et de l'incapacité dans laquelle les classes dirigeantes se trouvent de résoudre les contradictions posées par la situation économique, sociale et politique de la paysannerie.

Ceci nous conduit à analyser les modifications importantes survenues dans la structure économique et sociale de l'Espagne depuis sa réintégration dans le marché capitaliste mondial. Nous allons voir que, sous l'impulsion et dans la dépendance du capital étranger, l'Espagne connaît un processus de développement qui se caractérise bien sûr par son dynamisme frappant après tant d'années de stagnation, mais aussi et surtout par son aspect profondément contradictoire.

Dans la section suivante, nous allons tenter de donner une vue d'ensemble des contradictions du processus de développement actuel avant de procéder ensuite à l'analyse détaillée de chacun des principaux aspects de ce processus.

### **Vue d'ensemble du caractère contradictoire de l'évolution actuelle de l'économie espagnole.**

Les besoins de main-d'œuvre du capital international travaillant dans les économies les plus industrialisées de l'Europe l'ont conduit à user abondamment des réserves de main-d'œuvre existantes dans les campagnes espagnoles. Ceci a provoqué un vaste mouvement d'émigration vers les villes des ouvriers agricoles [cela tant en Espagne même qu'en Europe] et a également constitué le point de départ d'un processus de prolétarianisation croissante de la paysannerie. Ceci signifie que le mouvement intensif d'exode rural qui constitue le phénomène le plus voyant et aussi l'un des ressorts les plus importants de l'évolution économique et sociale actuelle constitue la conséquence directe de la réintégration de l'Espagne dans le marché capitaliste mondial. Le départ du sol d'une partie de la population laborieuse agricole — ou plutôt son expulsion des campagnes — est d'autre part exigé par le processus de rationalisation capitaliste de la production agricole en Espagne, car l'actuelle organisation paysanne archaïque de l'agriculture, que la

politique du S.N.T. a su maintenir en vie jusqu'à aujourd'hui, est de moins en moins capable de satisfaire aux besoins croissants en vivres des villes espagnoles, et se trouve ainsi à l'origine des hausses des prix des biens de subsistance, qui ont stimulé ou fourni un utile prétexte aux récentes revendications de la classe ouvrière.

Du point de vue de la logique purement économique du développement capitaliste, une émigration rurale massive apparaît ainsi à la fois souhaitable et inévitable et elle a effectivement lieu de façon très importante. Elle a même eu lieu de façon beaucoup plus importante que ne le prévoient ou ne le voulaient les classes dirigeantes espagnoles elles-mêmes, dont le point de vue ne coïncide pas totalement sur ce sujet avec celui du capital international. Pour les classes dirigeantes espagnoles, en effet, un exode rural trop intense signifie, d'une part des bouleversements importants dans l'équilibre des différentes classes et l'effritement de cette base sociale paysanne, qu'elles avaient pris tant de mal à préserver, et d'autre part la nécessité de créer dans le secteur industriel et commercial un nombre à peu près équivalent d'emplois faute de quoi l'émigration rurale donnerait nécessairement naissance à un chômage apparent massif en ville.

Les soucis des classes dominantes espagnoles apparaissent à l'analyse comme étant tout à fait légitimes et fort bien fondés, car les possibilités d'éviter le chômage urbain dépendent d'une part du niveau de l'émigration extérieure et d'autre part du rythme de l'industrialisation en Espagne même. Or si l'émigration vers l'extérieur se maintient à l'heure actuelle à un niveau toujours élevé, il n'y a aucune garantie que ceci se produise à l'avenir de manière indéfinie, les besoins du capital international pouvant fort bien être sujet à des fluctuations ou même à des modifications structurelles importantes. Rien ne permet de penser, d'autre part, que le ralentissement de l'émigration extérieure puisse être éventuellement compensé par un taux d'absorption plus élevé des émigrants ruraux par le secteur industriel espagnol lui-même. Deux remarques doivent être faites à ce sujet. Premièrement, même au cours des quatre dernières années de croissance rapide, le secteur industriel n'a jamais créé plus de 100.000 postes de travail nouveaux en moyenne par an, c'est-à-dire un chiffre très inférieur aux besoins imposés par l'absorption du chômage urbain antérieur, l'accroissement naturel de la population urbaine et l'exode rural. Deuxièmement, rien ne garantit que l'expansion industrielle se poursuive encore longtemps au taux des trois dernières années. Une analyse de la structure de l'industrie conduit bien au contraire à la mise en lumière, d'une part d'un développement très inégal de secteur à secteur, et d'autre part de problèmes généraux touchant l'ensemble des secteurs industriels, dont la solution, déjà fort problématique vu les forces et les capacités économiques de la bourgeoisie espagnole, est rendu tout à fait impossible en raison des conséquences politiques que cette solution implique.



Le plus important de ces problèmes généraux tient, en effet, à la dimension absolument artisanale de la très grande majorité des entreprises. Pour parvenir à créer les bases d'un accroissement soutenu de la production en Espagne, il serait indispensable de procéder à un vaste processus de concentration, car celle-ci est exigée tant par le degré atteint dans le développement des forces productives que par les nécessités d'une défense efficace éventuelle du marché intérieur espagnol contre la concurrence des capitalistes étrangers. Or ce processus de concentration exigerait d'abord des efforts et une volonté considérable de la part de la bourgeoisie espagnole dans son ensemble, puisqu'il faudrait être capable d'obtenir un rythme de croissance industrielle encore plus rapide qu'actuellement afin de fournir des postes de travail, non seulement aux offreurs de force de travail actuels, mais également aux ouvriers mis en chômage à la suite des licenciements de « reconversion ». Il exigerait ensuite un abandon de la législation actuelle du travail dans laquelle la stabilité de l'emploi garanti au moyen du contrat administratif des licenciements, constitue toujours la contrepartie officielle de l'interdiction de la liberté syndicale. Comme un tel abandon, même exigé pour la poursuite du développement capitaliste, constituerait dans le contexte institutionnel actuel, une victoire politique indiscutable et indiscutée du prolétariat, il y a fort peu de chances de le voir décidé, quels que soient les conseils offerts au régime dans ce sens. S'il est permis de douter que même avec une législation du travail différente, la bourgeoisie soit véritablement capable de procéder au mouvement de concentration indispensable, il est indiscutable que dans le contexte actuel, il ne peut pas même en être question, car le régime ne peut permettre ni un abandon de la législation syndicale ni l'apparition d'un chômage industriel important, même à fins de « reconversion ».

Ce point nous conduit à souligner le rôle clef que joue le prolétariat dans le déroulement actuel du processus économique objectif en Espagne — et cela en dépit même du fait qu'il ne peut pas s'organiser librement dans le cadre de syndicats ouvriers ou de partis. C'est la peur des réactions de la classe ouvrière ou alors la volonté d'éviter à tout prix de prendre des mesures qui puissent apparaître comme une victoire du prolétariat dans sa lutte contre le régime qui ont dicté de nombreuses décisions au cours des dernières années, non seulement dans les domaines que nous venons de signaler, mais aussi dans le domaine des salaires. Cette peur du prolétariat et de son action [grèves, manifestations au centre des grandes villes, etc.] est actuellement telle que les revendications purement économiques de la classe ouvrière sont satisfaites pratiquement dès qu'elles sont formulées, afin de tenter vainement d'ailleurs de freiner la formulation de ses revendications politiques. Aussi, le souhait le plus ardent de certains milieux capitalistes, c'est de doter l'Espagne d'un système de syndicats intégrés, non plus à la manière fasciste classique, car cette manière a aujourd'hui fait faillite en Espagne, mais à la manière

apparemment beaucoup plus subtile et plus efficace qui est à l'ordre du jour [grâce à la complicité des appareils bureaucratiques] dans les différents pays capitalistes avancés. La mise sur pied d'un nouveau système syndical sera la première tâche de tout gouvernement éventuel de rechange bourgeois « libéral ». Son but sera de ligoter la classe ouvrière tout en lui faisant apparemment une concession majeure. L'opération ne pourra, bien sûr, avoir lieu là encore qu'avec la complicité des appareils. Il appartiendra aux organisations d'avant-garde de la classe ouvrière de chercher à expliquer à celle-ci la nature véritable de l'opération, et à l'aider à faire de la liberté syndicale et politique un instrument qui se retourne non contre elle-même, mais contre les apprentis sorciers bourgeois qui auront imaginé de s'en servir.

### **La crise potentielle et réelle de l'agriculture traditionnelle et la prolétarianisation croissante de la paysannerie.**

La crise potentielle de l'agriculture traditionnelle et la prolétarianisation d'une fraction croissante de la paysannerie sont inscrites dans les chiffres que nous avons présentés plus haut [v. p. 34] au sujet de la répartition du sol et de la structure de classe des campagnes. Nous avons vu que 96 % des exploitations ont une dimension inférieure à 50 hectares et 64 % d'entre elles inférieure à 5 hectares. La signification de ce chiffre varie de région en région. Dans certaines régions irriguées et à productions très recherchées [primeurs, agrumes, bétail] il est possible pour une paysannerie moyenne de survivre encore longtemps. C'est ainsi qu'au Levant, dans la vallée de l'Ebre et en Catalogne, le processus d'expulsion d'une partie des cultivateurs et de concentration des terres et des exploitations viables au niveau actuel de développement technique est un problème soluble qui ne présente pas à un Etat bourgeois des difficultés insurmontables.

Il n'en va plus de même pour les exploitations de céréales sur les terres sèches du centre de l'Espagne [Sud de la Navarre, Vieille Castille, Leon, Nouvelle Castille] où vit cette petite paysannerie indépendante que le régime a essayé de favoriser. Alors que selon le Premier Cens Rural [1963] 72 % des exploitations de blé ont une dimension inférieure à 20 hectares, il apparaît que sur les terres sèches de la Meseta il faut 150 hectares pour pouvoir mécaniser une exploitation dans des conditions viables, la rentabilité d'un tracteur de 50 CV [le type exigé sur les terres en question] devenant tout à fait problématique en-dessous de 100 ha et entraînant carrément des pertes à moins de 50 ha. Si l'on admet d'une part que la mécanisation serait absolument nécessaire si l'on voulait asseoir la production céréalière sur des



bases rationnelles et viables et si l'on sait, d'autre part, que les paysans cultivant du blé sur des terres de moins de 40 hectares étaient encore au nombre d'un million en 1961 [1.180.000 selon les dernières statistiques publiées par le Service du Blé] (9), il devient évident que la crise potentielle de la paysannerie atteint des proportions absolument catastrophiques. Si l'on ajoute aux paysans de Castille ceux de Galice et du Nord dont les parcelles sont également non viables [moins d'un hectare en moyenne dans ces régions] ainsi que ceux dont l'expulsion [en nombre moins catastrophique] est exigée dans les autres régions, c'est à peu près un million et demi de paysans qui sont touchés par cette crise.

Il suffit d'énoncer ces chiffres pour voir leur caractère théorique, car il est évident que les classes dominantes espagnoles vont tout faire pour éviter ce cataclysme qui les balayerait certainement, et vont tenter de réduire l'émigration rurale à des chiffres raisonnables, qui feraient du phénomène un « phénomène contrôlé ». L'ampleur du problème et le danger qu'il représente pour elles, vont même les pousser à ralentir le processus de rationalisation capitaliste de la production agricole qui est lié à l'émigration rurale, bien qu'il soit notoirement connu que les structures archaïques des campagnes constituent la cause principale de l'inflation qui sévit actuellement dans les villes. (10) Les classes dominantes espagnoles préfèrent avoir à faire face à cette inflation avec les risques certains d'agitation ouvrière qu'elle comporte, plutôt que voir une accélération du processus de prolétarianisation de la paysannerie ; il leur est plus facile d'accorder des hausses de salaires nominaux aux ouvriers, même si ces hausses doivent conduire à terme à une nouvelle dévaluation de la peseta, que de faire face aux conséquences sociales économiques et politiques d'un exode rural massif.

Le tableau suivant extrait du « Plan de développement économique et social » donne une indication très intéressante sur le rythme d'émigration rurale souhaité par les classes dominantes.

---

(9) V. la publication du Service National du Blé : *La Structure des exploitations de Blé selon les données de la récolte de 1961*, Madrid 1964, et également le *Rapport sur l'Agriculture dans l'année de base du Plan*, Ministère de l'Agriculture, 1964.

(10) Par exemple, en 1962, l'indice général des prix passe du niveau 112,4 (base 100 : 1958) en janvier au niveau 124,5 en décembre (soit plus de 10 % en 12 mois) et en 1964 on passe de l'indice 130,7 en janvier à l'indice 146,5 en novembre, soit près de 15 % en un an ! (source *Institut National de la Statistique*). Sur la structure déficiente de la production agricole et en particulier la production insuffisante de sucre, de viande, de produits laitiers et de légumes, v. le *Plan de Développement Économique et Social*, 1964-1967, p. 167-169.

Secteurs	1962	% annuel de variation	1967	Total
	—	—	—	—
Primaire .....	4 710	— 1,5	4 370	— 340
Secondaire .....	3 850	+ 2,9	4 440	+ 590
Tertiaire .....	3 260	+ 2,2	3 640	+ 380

[Plan de développement p. 34.]

Les « techniciens » du régime étaient donc prêts à faire face à une émigration rurale portant sur environ 75.000 travailleurs par an (1), c'est-à-dire à un chiffre plutôt inférieur à l'émigration ouvrière vers l'étranger, et nécessitant de ce fait la création de postes de travail dans l'industrie, à un rythme seulement voisin des 100.000 unités annuelles nécessaires pour absorber le chômage déjà existant et pour pourvoir à l'accroissement naturel de la population ouvrière en âge de travailler. Implicitement également, un second postulat était inclus dans ces chiffres, à savoir que l'émigration rurale porterait uniquement ou quasi uniquement sur le prolétariat rural et non sur les petits exploitants paysans « autonomes ».

Mais les faits ont été plus forts que les statistiques, et les chiffres du commissariat au « plan » étaient caducs avant même d'être publiés, devenant ainsi un monument de plus pour témoigner du cynisme et de l'incurie intellectuelles absolues des classes dominantes espagnoles. En dépit de la politique de freinage de l'émigration rurale et en particulier de la décision de maintenir en vigueur le Service du Blé, la politique des prix agricoles, la réintégration de l'Espagne dans le marché capitaliste mondial a déclenché des mécanismes infiniment plus puissants que les politiques conservatrices. Il a entraîné un mouvement d'émigration rurale beaucoup plus massif que ne le souhaitait ou ne le « prévoyait » le régime, et dont la composition sociale lui est surtout très dangereuse.

A partir de 1959, et en particulier à partir de 1962, on note en effet une accélération très importante du rythme de l'émigration rurale et également une modification toujours plus nette dans l'origine sociale des émigrants. Alors que cette émigration a concerné tout d'abord uniquement ou principalement les ouvriers agricoles depuis quelques années, elle touche de plus en plus les petits paysans « autonomes ». Ceux-ci se voient en effet expulsés du sol par le jeu de mécanismes qui ont leur origine dans l'influence exercée sur l'économie espagnole par le grand capital international.

Voyons tout d'abord l'ampleur que le mouvement a effectivement pris. Alors que l'émigration aurait concerné seulement 468.000 membres de la population active occupée dans l'agriculture au cours de la décennie 1950-1960,



de 1961 à 1964 le chiffre atteint est de 488.000 personnes. Les taux annuels de l'émigration rurale passent ainsi de 1,2 % en 1959 (soit environ 50.000 personnes) à 1,5 % en 1960, 1,7 % en 1961, 2,2 % en 1962, 3,4 % en 1963, pour atteindre 5 % en 1964 et toucher cette année là près de 200.000 travailleurs (178.000 selon les statistiques officielles). Ceci fait que fin 1964 la répartition de la population active devait avoir la structure suivante :

Agriculture	Services	Industrie
—	—	—
4.315.000	3.545.000	4.230.000
35,4 %	29,1 %	34,7 %

Dès 1964, c'est-à-dire dès l'année même de publication du « plan », l'émigration rurale totale était supérieure à celle prévue pour 1967 !

L'accélération de l'émigration s'est accompagnée d'autre part d'une modification dans sa structure de classe spécifique caractérisée par une accentuation toujours plus remarquable du phénomène de prolétarianisation de la paysannerie. Alors qu'initialement l'émigration avait concerné principalement les ouvriers agricoles, il touche désormais les petits exploitants « indépendants », propriétaires ou fermiers. C'est ainsi que l'exode rural aurait eu en 1964 la composition sociale suivante, à en croire certaines statistiques syndicales :

Catégories	Novembre 1963	Novembre 1964
Entreprises agricoles .....	707 419	704 419
Ouvriers fixes .....	339 992	311 915
Ouvriers occasionnels .....	1 073 121	1 001 450
Paysans autonomes .....	1 566 445	1 478 288

L'origine de ce processus de prolétarianisation de la paysannerie se trouve dans l'émigration du prolétariat espagnol à la suite de la réintégration de l'Espagne dans le marché mondial. Cette émigration extérieure n'a pas seulement affecté directement ou indirectement le prolétariat rural, mais a également été le point de départ d'un processus général de hausse de salaires agricoles qui, pour être négligeables dans l'absolu, n'en a pas moins été d'une importance relative très grande dans le cadre du système de production

archaïque qui caractérise l'économie paysanne traditionnelle. On s'est aperçu en effet que les conditions de survie de cette économie ne résidaient pas seulement dans l'action du Service National du Blé, mais également dans les salaires de famine payés aux ouvriers agricoles pour les travaux d'appoint indispensables au moment de la récolte. Bien que le Service du Blé continue à payer au paysan parcellaire un prix fixe et élevé pour sa production, la hausse des salaires agricoles provoquée par l'émigration d'une grande partie des ouvriers agricoles et par l'institution généralisée d'un salaire minimum obligatoire à la suite des grands combats ouvriers de 1961 et 1962, a précipité la ruine de l'économie paysanne. Obligé aujourd'hui de payer la main-d'œuvre saisonnière indispensable au moment des grands travaux de 80 à 120 pesetas par jour suivant la région (quand bien même il a la chance de la trouver, car elle se fait rare) le petit paysan se trouve dans l'incapacité croissante de continuer sa production. Si l'on ajoute à cela la misère matérielle et spirituelle absolue de la vie rurale dans les campagnes espagnoles, et l'influence subjective exercée par les moyens de communication de masse (radio, T.V., cinéma) et par l'espoir de trouver un emploi en ville, soit en Espagne soit en Europe, on comprend que le petit paysan ait commencé à suivre l'exemple du prolétariat rural et à prendre lui aussi le chemin des villes.

Si l'on admet que le taux annuel d'émigration ouvrière vers les économies européennes a atteint un plafond, c'est du rythme de croissance de l'industrie espagnole que dépendent désormais les possibilités qu'il y a de voir le mouvement d'émigration rurale et de prolétarianisation de la paysannerie se poursuivre, sans donner naissance à un taux toujours croissant de chômage urbain, ou alors à un reflux des paysans déçus vers leurs « cantons d'origine ». La situation donne aujourd'hui beaucoup de soucis au régime et aux classes dominantes, car l'accélération extraordinaire de l'exode rural en 1964 a coïncidé avec un ralentissement du rythme de l'expansion et a donc abouti à une hausse brusque des chiffres de chômage. Alors que les chiffres officiels de chômage dénombreaient quelque 110.000 à 130.000 chômeurs depuis trois ans, fin 1964, le Ministère du Travail admettait l'existence de plus de 200.000 chômeurs, c'est-à-dire un accroissement brutal de plus du tiers. Ceci nous oblige à examiner succinctement la viabilité de l'expansion industrielle des années récentes.



## Le caractère précaire du développement industriel.

Depuis 1962, le rythme de croissance dans l'industrie a été de l'ordre de 12 % en moyenne par an. Il ne s'agit pas de nier ce développement, car il est bien réel et contribue à expliquer le dynamisme retrouvé de la vie sociale et politique et le renouveau de la lutte des classes en Espagne. Il ne s'agit cependant pas, à l'exemple de certains, de se laisser impressionner par ce prétendu « néo-capitalisme » espagnol, car il s'avère, d'une part, que le développement économique a été très inégal de secteur à secteur, et d'autre part que les classes dominantes espagnoles n'ont apporté aucune solution (lors même qu'elles l'auraient vraiment envisagé, ce qui est loin d'être prouvé) aux problèmes généraux de concentration et de restructuration industrielles que poseraient l'expansion durable d'une industrie capitaliste en Espagne.

Le plus important obstacle à un éventuel développement industriel capitaliste en Espagne tient en effet à la structure industrielle léguée par l'histoire économique passée de l'Espagne et aggravée par vingt ans d'autarcie complète. Tout comme l'agriculture, l'industrie espagnole est caractérisée par la coexistence de quelques grandes et de très nombreuses très petites entreprises. Il s'agit là d'un phénomène commun à toutes les économies capitalistes à un degré ou à un autre, mais dans le cas de l'Espagne, il prend des proportions vraiment extraordinaires, justifiant pleinement l'emploi de l'expression de « minifundium industriel ». Les tableaux suivants — établis sur la base de données de 1961 — donnent une idée du caractère absolument archaïque de la structure de l'industrie espagnole, telle que le capital étranger l'a trouvée à l'époque où il a commencé sérieusement à investir en Espagne. Dans le premier tableau, on trouve la répartition du nombre total d'entreprises de chaque secteur suivant leur dimension (voir tableau, page 62) :

On voit que 94 % des entreprises appartenant aux secteurs compris dans cette étude avaient une dimension inférieure à 50 ouvriers et que, dans certains secteurs, dominaient numériquement des « entreprises » encore plus petites. L'étude de ce premier tableau n'a cependant de sens que s'il est complété par l'examen du second tableau qui suit, et qui montre cette fois comment se répartissait la main-d'œuvre ouvrière entre les entreprises de dimension différente (voir tableau, page 63) :

## Répartition des Entreprises suivant la main-d'œuvre employée

	De 1 à 5 ouvriers	De 6 à 25 ouvriers	De 26 à 50 ouvriers	De 51 à 100 ouvriers	De 101 à 250 ouvriers	De 251 à 500 ouvriers	Plus de 500	Total entre- prises
Produits alimentaires .....	46,0	38,8	7,6	4,0	2,4	0,7	0,5	5,728
Boissons .....	81,9	15,4	1,4	0,7	0,4	0,1	0,05	6,031
Tabac .....	27,2	28,7	12,1	15,1	15,1	6,0	10,6	66
Textile .....	3,6	24,3	23,9	20,3	18,5	7,6	1,8	2,376
Vêtements, chaussures .....	67,2	24,2	5,2	1,6	0,8	0,4	0,1	10,320
Bois et meubles .....	85,9	12,0	1,5	0,4	0,1	0,05	—	24,929
Papier .....	39,7	37,9	12,0	4,8	4,0	0,8	0,4	1,372
Presse et édition .....	59,4	31,8	5,2	2,2	1,1	0,2	0,2	4,675
Produits chimiques .....	64,5	23,0	5,7	3,0	2,4	1,0	0,4	6,881
Minéraux non-métal .....	65,3	24,9	6,3	1,9	0,9	0,4	0,07	9,994
Métaux ferreux .....	12,7	39,0	21,7	10,5	8,0	2,7	5,0	561
Métaux non-ferreux .....	46,7	30,2	11,8	6,0	3,3	1,2	0,8	218
Transformations métal .....	48,3	30,2	11,1	5,5	4,2	1,2	0,7	8,564



## Répartition de la main-d'œuvre suivant la dimension des Entreprises

	De 1 à 5	De 6 à 25	De 26 à 50	De 51 à 100	De 101 à 250	De 251 à 500	Plus de 500	Total ouvriers
Produits alimentaires .....	6,0	21,8	12,6	19,0	15,0	9,5	16,0	122.000
Boissons .....	29,3	25,7	8,2	8,3	11,7	7,8	8,8	38.300
Tabac .....	0,7	2,9	3,5	11,1	11,1	19,5	62,2	8.556
Textile .....	0,2	3,9	8,9	14,9	29,9	27,4	14,6	236.881
Vêtements, chaussures .....	16,0	30,2	16,6	11,8	11,7	13,5	—	99.956
Bois et meubles .....	44,7	28,6	11,0	6,5	4,8	4,2	—	115.347
Papier .....	4,7	18,3	17,7	14,2	23,2	10,8	10,8	35.531
Presse et édition .....	15,1	29,7	15,4	12,9	18,8	4,5	8,3	56.207
Produits chimiques .....	17,0	12,5	9,5	9,9	18,5	19,0	23,2	149.000
Minéraux non-métal .....	14,4	24,8	18,9	11,3	12,9	13,6	3,8	118.700
Métaux ferreux .....	0,3	3,7	5,4	5,0	8,3	6,1	71,1	84.462
Métaux non-ferreux .....	1,1	6,2	3,7	3,8	13,8	17,8	54,3	18.390
Transformations métal .....	3,9	12,7	12,8	12,5	28,0	28,0	30,0	269.594

Si ce second tableau permet d'atténuer un peu l'effet produit par la lecture du premier, en montrant que les moyennes et grandes entreprises occupent une fraction plus importante de la main-d'œuvre que leur petit nombre ne laisserait supposer, il n'en demeure pas moins qu'avec des variations de secteur en secteur, ces entreprises de moins de 50 ouvriers dont nous venons de parler occupent 38 % de la main-d'œuvre totale des secteurs étudiés, alors que les « très grandes » entreprises — c'est-à-dire celles de plus de 500 ouvriers — en occupent seulement 19 %.

Ceci signifie, en 1961, non seulement que les entreprises de dimension artisanale, condamnées à disparaître à coup sûr en cas de concentration, occupaient une fraction relativement significative de la main-d'œuvre, mais également que les « grandes » ou « très grandes » entreprises n'étaient elles-mêmes pas très importantes, n'atteignant jamais ou très rarement les dimensions moyennes des grands trusts européens. En 1961, il n'y avait que 3.000 entreprises de plus de 100 ouvriers dans l'ensemble de l'industrie et des services (transport, électricité, gaz, eau, téléphone et banques), dont seulement 140 avec plus de 1.000 ouvriers, et peu nombreuses étaient les usines de 3.000 ou 4.000 ouvriers. Aujourd'hui encore, il y a une seule usine sidérurgique de dimension européenne (l'entreprise appartenant à l'État, à Avilès, Oviedo) et sur les quelques cinquante fabriques de ciment, seulement neuf ont la capacité requise d'une usine moderne. Dans le domaine de l'automobile, pareillement, Pegaso avec ses 3.050 ouvriers, Barreiros avec 2.750 ou S.E.A.T. avec 5.000 faisaient, et font toujours figure de nains à côté de leurs équivalents européens.

Les grands trusts étrangers n'ont guère modifié cette situation. Ils n'ont provoqué aucun mouvement de concentration industrielle digne de ce nom et ont installé ou fait agrandir en Espagne des usines dont la dimension n'a jamais été supérieure à celle de ces « grandes » entreprises espagnoles. En adoptant cette attitude, elles se sont conformées d'une part au désir de ne rien faire qui puisse gêner sérieusement les classes dominantes espagnoles, en provoquant des faillites massives de capitalistes espagnols, nécessairement accompagnées de chômage et de troubles ouvriers, et d'autre part à la volonté de profiter au maximum des conditions exceptionnelles que leur offrait le marché intérieur espagnol. Loin de chercher à éliminer par une bataille des prix leurs faibles concurrents nationaux, les firmes étrangères trouvent tout aussi bien leur intérêt à fixer leur prix de vente au niveau des prix espagnols et à récolter ainsi des profits différentiels (provenant de leurs coûts de production plus bas) qui compensent sans doute largement la part du marché qu'ils laissent au capital espagnol. Comme le note fort bien un bon spécialiste de l'économie espagnole : « Le capital étranger est



venu bénéficiaire, le plus souvent, des facilités d'un marché intérieur très protégé, oubliant les exigences d'efficacité qu'il connaît dans ses économies d'origine et acceptant la coexistence avec de nombreuses entreprises de dimension très réduite pour fournir aux besoins d'un marché limité qui justifierait dans certains cas l'existence au maximum de deux entreprises de dimension rationnelle.» Et d'ajouter, d'autre part: « De cette manière naissent continuellement de nouveaux intérêts qui exercent des pressions pour que continue à être maintenue en vigueur la protection douanière déformée et excessive. » (11)

La persistance d'une structure industrielle aussi archaïque et irrationnelle est en effet intimement liée au maintien d'une protection douanière extrêmement forte dans de nombreux domaines. Cette protection douanière n'est pas assez forte pour empêcher toute pénétration sur le marché espagnol de marchandises produites à l'étranger, puisque les exportations des économies industrialisées en direction de l'Espagne sont fort importantes, mais elle est assez forte pour ne pas mettre en péril les petites ou moyennes entreprises ou même celles de dimension artisanale, et pour permettre au capital espagnol de garder au moins une partie de son marché, alors qu'il serait en droit de le perdre totalement ou presque totalement. Pour mettre en faillite du jour au lendemain toutes ou une partie des entreprises espagnoles et opérer le processus de concentration qui, théoriquement, s'imposerait, il suffirait d'abaisser les tarifs douaniers; ce que l'Etat franquiste se refuse notoirement à faire.

On explique en général (et même le spécialiste cité plus haut y échappe seulement partiellement) que le refus proviendrait principalement de la pression très forte exercée sur le gouvernement par les milieux industriels intéressés, qu'ils soient espagnols ou étrangers. Il est absurde, bien sûr, de nier qu'une telle pression existe, et que l'incompétence de l'administration espagnole soit également telle qu'elle se trouverait incapable de mener à bien, selon un plan rationnel, un abaissement progressif et mesuré

---

(11) V. les éditoriaux de *Informacion Comercial Española*, revue mensuelle du Bureau d'Etudes du Ministère du Commerce (*Rédaction et admin. Jorge Juan 9, Madrid 1*). Ce Bureau d'Etudes constitue un îlot isolé au sein de l'administration espagnole. Il est constitué d'éléments libéraux et social-démocrates fort clairvoyants (dont les analyses sont la meilleure source d'information sur l'évolution de l'économie espagnole), qui manquent actuellement d'alliés politiques au sein des classes dominantes, et ont l'impression de prêcher, en dépit de leur « bonne volonté » réformiste et technocratique, tout à fait dans le désert.

des barrières douanières, mais le fond du problème est ailleurs : dans le rythme de croissance général de l'économie espagnole, et surtout dans l'état des rapports de lutte entre la classe ouvrière et le régime franquiste.

Même en connaissant le rythme de croissance le plus élevé de son histoire récente (10 à 12 % en moyenne au cours des trois années consécutives), l'industrie espagnole, comme nous l'avons vu, a été capable de créer seulement 100.000 emplois environ annuellement, c'est-à-dire un chiffre nettement inférieur en 1964 à celui de l'émigration rurale vers les villes. Si l'industrie espagnole s'avère ainsi incapable de faire face jour pour jour aux demandes d'emploi qui lui sont faites, il est évident qu'elle serait absolument submergée par les exigences d'un processus de concentration et de restructuration de l'industrie qui nécessiterait la mise en chômage, au moins « temporairement », d'un nombre considérable d'ouvriers. On constate aujourd'hui que la crise du textile, pourtant indépendante de toute question d'abaissement des tarifs douaniers, crée déjà aux classes dirigeantes des problèmes importants et leur donne de sérieuses inquiétudes d'ordre social et politique.

La peur très vive des conséquences que pourrait avoir une accentuation tant soit peu importante du chômage industriel, c'est-à-dire, en définitive, la peur des réactions violentes aux effets incalculables que ce chômage pourrait produire aujourd'hui dans la classe ouvrière, si inorganisée soit-elle, se double enfin, comme nous l'avons déjà analysé, du refus d'abandonner la législation syndicale et ouvrière actuelle.

Pour se faire une idée de la viabilité de l'expansion industrielle actuelle, il importe non seulement de voir que les problèmes généraux du secteur n'ont reçu aucune solution, mais également de comprendre que cette expansion est très inégale de branche à branche et que dans la toute dernière période, elle a même été fondée sur des bases extrêmement précaires.

L'un des soutiens fondamentaux de la haute conjoncture actuelle réside dans la construction, en particulier la construction résidentielle ou touristique. Cet essor est évidemment lié à la croissance rapide des villes, à la suite de l'émigration rurale, ainsi qu'à l'afflux vers l'Espagne d'hommes d'affaire, de militaires (U.S.) et de touristes étrangers. La propriété immobilière urbaine est devenue, comme ailleurs en Europe, l'un des secteurs préférés de capitaux à la recherche de profits spéculatifs importants. Ce qui est encore plus important à noter, cependant, c'est que ce secteur emploie aujourd'hui 830.000 ouvriers, c'est-à-dire presque le quart de l'emploi total du secteur industriel, et fournit indirectement de l'emploi à toutes les industries de matériaux de construction, d'accessoires, etc. En 1964, c'est ce secteur qui a connu l'un des taux d'expansion les plus rapides (+ 15,4 %) et qui a absorbé la quantité de main-d'œuvre nouvelle la plus importante : 68.000 travailleurs selon les statistiques officielles, c'est-à-dire près de 60 % de l'accroissement total d'emploi de l'année en question. Ceci signifie que si l'activité du bâtiment venait à fléchir, les contrecoups se feraient sentir immé-



diatement et fort brutalement, affectant rapidement des milliers de travailleurs. Or, l'industrie de la construction (ou du bâtiment) est celle qui, notamment, est la plus sujette à fluctuations. Cette constatation permet de souligner la grande fragilité de l'expansion industrielle espagnole et de comprendre l'inquiétude des commentateurs bourgeois les plus avisés (12).

Le cas de l'industrie automobile, et également celui des appareils électroménagers, ont quelques analogies avec celui de la construction. L'expansion de ces branches a été très rapide (+ 16% en 1963 et + 20% en 1964 pour l'automobile), mais est de caractère fort précaire. Elle est liée à une demande tout à fait particulière, émanant de la bourgeoisie et de certaines couches petites bourgeoises qui ont pu profiter de la réintégration de l'Espagne dans le marché capitaliste pour acheter certains biens — voitures, appareils électro-domestiques — fabriqués en quantités très limitées au cours de la période précédente d'autarcie. Il s'agit donc d'un phénomène passager de rattrapage de consommation qui sera suivi d'une contraction du marché, à mesure que cette demande sera satisfaite, car par leurs prix très élevés (un tiers plus cher en général dans l'absolu que dans les pays capitalistes avancés), ces marchandises sont à peu près inaccessibles à la très grande majorité des ouvriers, paysans ou fonctionnaires espagnols dont les revenus sont à leur tour bien inférieurs à ceux de leurs équivalents européens.

La crise de l'agriculture apporte d'autre part des limites bien précises au développement de certaines autres productions. C'est ainsi que la vente et donc la production de tracteurs s'est considérablement ralentie et a peut-être même atteint un plafond dans le cadre de la structure actuelle de la propriété du sol. Il en va de même pour les engrais où les causes structurelles se doublent de causes conjoncturelles (récoltes désastreuses en 1964, d'où baisse des revenus paysans) pour limiter la production et créer des difficultés toutes récentes à l'industrie chimique.

Il existe enfin une situation de crise endémique dans l'industrie textile et dans les charbonnages. Sans chercher à grossir démesurément l'importance de la crise dans l'industrie cotonnière qui a les mêmes causes que dans les autres économies occidentales, il convient de noter que son faible degré de concentration, sa dispersion et son manque d'habitude de la concurrence rendent l'industrie cotonnière espagnole (à vrai dire catalane) encore plus vulnérable que celle des autres pays. La crise a pris aujourd'hui suffisamment d'ampleur pour aboutir, de l'aveu officiel et en dépit des procédures administratives, à la mise en chômage de 22.000 travailleurs en 1964. On s'attend à une poursuite de ce mouvement de licenciement autorisé au cours des deux ou trois années à venir, ce qui ne fait qu'accroître les difficultés

---

(12) V. *Informacion Comercial Española* et les rapports de l'O.C.D.E. sur l'Espagne.

que la bourgeoisie espagnole aura à créer suffisamment d'emplois et à éviter de voir se développer ce chômage certain dont elle craint fortement les conséquences imprévisibles.

La crise de l'industrie charbonnière dépasse le cadre de cet article-ci, car si ses raisons se trouvent dans la faible quantité et les difficultés d'exploitation des filons asturiens ainsi que dans la dispersion des puits, l'absence de concentration et le refus des capitalistes de moderniser les méthodes d'extraction, il n'en reste pas moins qu'un des facteurs décisifs de la crise est constitué par l'intervention active de la classe ouvrière. C'est le refus des mineurs de poursuivre la production dans les conditions désirées par les capitalistes qui a fait éclater la crise charbonnière, et la baisse de la production est due autant à l'action de la classe qu'aux difficultés conjoncturelles ou structurelles du secteur. La situation des mines et des mineurs asturiens est donc une situation exemplaire qui nécessite une analyse approfondie à caractère strictement politique. Nous renvoyons cette analyse à un prochain article.

Ces quelques remarques, qu'il serait à la fois possible et nécessaire de développer plus longuement, permettent de voir le caractère contradictoire et précaire du développement industriel espagnol, et ainsi le caractère fortement discutable des théories qui tentent de parler d'un développement capitaliste viable et de longue durée en Espagne.



Ces quelques pages font partie d'un travail en pleine élaboration et se veulent simplement une contribution aux discussions en cours au sein de l'avant-garde révolutionnaire. C'est dans cette optique que nous voudrions formuler les quelques conclusions tout à fait provisoires qui suivent.

1° L'intégration de l'Espagne dans le Marché Commun n'est pas une probabilité ou même une possibilité sérieuse ni dans l'avenir immédiat ni dans une plus longue période. Ceci pas seulement en raison du manque total de préparation de l'industrie et de l'agriculture espagnoles à une intégration plus poussée, mais aussi et surtout parce que le capital financier international n'y a aucun intérêt particulier et ne pousse absolument pas dans ce sens. Le capital international obtient déjà, à l'heure actuelle, tous les avantages que peuvent lui offrir l'économie espagnole et ne gagnerait pas grand-chose, sinon même rien, à une intégration complète de l'Espagne à l'Europe des Six.

2° L'impulsion donnée à l'économie espagnole par le capital international depuis 1960 a déjà abouti à de profondes modifications économiques et sociales et est à l'origine du dynamisme retrouvé de la société et de la



lutte de classe. L'Espagne a été poussée dans le sens d'un mouvement inconnu de la période d'autarcie. Les contradictions nées de ce mouvement, et qui accompagnent son développement, sont d'ores et déjà suffisamment fortes pour modifier entièrement les perspectives politiques en Espagne et pour constituer la base de la reconstitution d'une avant-garde capable d'obtenir lentement la confiance des masses.

3° Ce dynamisme renouvelé et ces contradictions constituent un danger pour les classes dominantes. Celles-ci peuvent être tentées d'opérer un changement de régime à froid et de sacrifier Franco à la cause de la perpétuation de la domination bourgeoise. Même si l'on considère qu'une telle opération se prépare et qu'elle a des chances de réussir (ce qui doit être soigneusement analysé), et même si l'on peut prévoir certaines des « réformes » qui suivraient un tel changement politique (en particulier la liberté syndicale), il n'en demeure pas moins nécessaire d'évaluer soigneusement les possibilités d'un régime libéral bourgeois viable à long terme. Il est permis de penser que les contradictions économiques auxquelles tout régime bourgeois devrait faire face sont d'une dimension telle que leur solution est fort problématique. Un nouveau régime peut naître, mais il a peu de chances d'être stable.

4° Nous savons cependant qu'il n'y a jamais de crise ou de perspectives de crise sans issue et que les possibilités pour la bourgeoisie de résoudre ou non les contradictions analysées plus haut dépendront en définitive des rapports de force entre les classes et du poids exercé dans le processus de « solution » par le prolétariat.

C'est-à-dire, en dernier ressort, de la capacité ou non du prolétariat à intervenir politiquement en fonction de ses intérêts de classe. En Espagne comme ailleurs, l'ultime question de la lutte de classes est celle de la direction révolutionnaire et la sélection de cette direction révolutionnaire n'est bien évidemment pas une tâche qui se puisse concevoir dans le seul cadre national. Elle se lie immédiatement à celle de la reconstruction d'une Internationale, fondée sur le programme de la révolution socialiste, le programme de la 4<sup>e</sup> Internationale.

J. LAURENT.

## DISCUSSION

(L'étude de Michel Varga, « Où va l'U.R.S.S. », parue dans « La Vérité », n° 525-526, se concluait par l'appel à une discussion internationale sur les problèmes soulevés. Voici la première contribution à cette discussion, un article du camarade Gale, paru dans le numéro 3 de « Fourth International », la revue de langue anglaise du Comité International de la 4<sup>e</sup> Internationale, éditée par la Socialist Labour League. La réponse de Michel Varga, que nous publions à la suite, a également paru dans « Fourth International ».)

# « coexistence pacifique et stalinisme »

### quelques commentaires sur l'article du camarade VARGA

Le très intéressant article du camarade Michel Varga : « Les Conséquences de la Coexistence pacifique » (1) mérite d'être examiné et discuté sérieusement par les marxistes. Comme contribution à cette discussion, je voudrais mettre en question trois points de son article qui me semblent incorrects. Ces points sont les suivants :

1. La thèse selon laquelle la coexistence pacifique ne date que d'après Staline et qu'elle constitue un nouvel « acquis » théorique des staliniens libéraux.

2. L'idée que les postes de contrôle impérialistes sur le territoire soviétique pour le contrôle du désarmement représenteraient l'ouverture d'une brèche qui permettrait à l'impérialisme de s'infiltrer dans l'économie planifiée. Il y a également ce qui dans cette déclaration est implicite, notamment, que la bureaucratie russe est « prête à vendre l'héritage socialiste de la révolution d'octobre ».

3. L'affirmation que le P.C. chinois aurait une position révolutionnaire

(1) Il s'agit de l'un des chapitres de l'étude de Michel Varga (publiée dans « La Vérité », n° 525-526), dont la traduction a paru dans « Fourth International ».



et la remarque qu'il serait possible pour le P.C. chinois de se transformer en organisation révolutionnaire.

Il est impossible dans un aussi bref article de traiter de ces questions avec la rigueur qu'elles méritent. Néanmoins les idées qui suivent devraient au moins servir à amorcer la discussion.

La théorie de la coexistence pacifique découle naturellement de la théorie du socialisme dans un seul pays, laquelle a été mise en avant en 1924 afin de servir les intérêts de la bureaucratie qui s'était développée par suite de l'isolement et de l'arriération de l'Union Soviétique. La conception de cette bureaucratie selon laquelle le socialisme pourrait être construit dans la seule Union Soviétique reposait sur le fait que celle-ci ne serait pas renversée par l'intervention impérialiste. D'emblée, cette théorie équivalait à l'abandon de l'internationalisme révolutionnaire des bolchéviques en faveur d'une politique de marchandage avec l'impérialisme. Comme l'a dit Trotsky, la bureaucratie croyait qu'il était possible de défendre l'Union Soviétique sans faire la révolution dans les autres pays, en « neutralisant la bourgeoisie ».

C'est pour cela que Trotsky et ceux qui le suivaient ne pouvaient que lutter contre cette théorie « réactionnaire et utopique » du socialisme dans un seul pays en opposant à celle-ci un programme révolutionnaire international. Ils n'ont jamais considéré cette question comme étant du seul ressort de la politique intérieure russe.

Un examen de la lutte de Trotsky contre Staline sur ce point montrera que Trotsky aborde toutes les questions principales que le camarade Varga, dans le chapitre de son article intitulé « La coexistence après Staline » attribue à la nouvelle politique des successeurs de Staline. Je ne peux qu'examiner ce point brièvement mais néanmoins suffisamment pour prouver ma thèse.

Le camarade Varga dit : « Pour les successeurs de Staline, aux prises avec la menace d'une montée révolutionnaire des masses, la "coexistence" allait devenir, non plus un souhait, mais un impératif, qu'ils allaient élever au rang d'une théorie. » Trotsky dit : « Avec sa théorie du socialisme dans un seul pays, Staline commençait à se barricader contre la révolution mondiale. »

De nouveau le camarade Varga, se référant à la direction post-stalinienne, dit : « Quand les stalinien mobilisent leurs forces pour préserver la paix à l'échelle mondiale, c'est qu'ils les mobilisent pour préserver le statu quo international. Ce statu quo est dominé par l'impérialisme ; l'objectif essentiel des stalinien devient donc de préserver l'impérialisme. » Trotsky traite de ce même point dans « La Révolution trahie » écrite en 1936. Il dit : « La dégénérescence de la caste dirigeante de l'Union Soviétique ne pouvait manquer de s'accompagner d'une modification correspondante des fins et des méthodes de la diplomatie soviétique. La "théorie" du socialisme dans un seul pays signifiait le désir de délivrer la politique extérieure de l'U.R.S.S.

du programme de la révolution internationale. » (Chapitre 8, p. 159). Trotsky continue en disant que déjà à cette époque le gouvernement soviétique « qualifiait ses interlocuteurs bourgeois d'amis de la paix » et poussait les partis communistes nationaux à voter pour les gouvernements bourgeois qui avaient conclu ou qui pourraient conclure des alliances avec l'U.R.S.S. Quand il parle de la politique stalinienne qui consiste à noyer toutes les forces dans le « mouvement de la paix », le camarade Varga, tout en montrant que celle-ci a commencé pendant l'ère de Staline, dit que Khrouchtchev et C<sup>ie</sup> ont « développé » cette politique et « lui ont donné une impulsion nouvelle ». Je ne vois pas comment « la stratégie des mouvements de la paix » des staliens actuels diffère qualitativement de celle de l'époque de Staline. Trotsky a le souci constant d'opposer à la politique stalinienne de « paix » l'attitude des bolchéviques par rapport au pacifisme et aux « mouvements de la paix ». En 1936, il cita la déclaration du 1<sup>er</sup> Congrès de l'I.C. (1919), notamment : « les mots d'ordre du pacifisme, tels que le désarmement international en régime capitaliste, les tribunaux d'arbitrage, etc., ne sont pas seulement des utopies réactionnaires mais aussi une duperie manifeste des travailleurs » et il ajoute que ces lignes constituent un « jugement impitoyable de la politique étrangère de l'U.R.S.S. aujourd'hui et de la politique de l'Internationale Communiste et celle de tous leurs amis pacifistes dans toutes les parties du monde ». (« La Révolution trahie », p. 161.)

La coexistence pacifique n'est en aucun sens le produit de l'ère post-stalinienne. Dès l'origine, la théorie du socialisme dans un seul pays était basée sur l'appréciation du capitalisme comme un système stable avec lequel il serait possible d'avoir de bons rapports pendant une longue période. Allant de pair avec cette théorie, il y avait la conception de Staline selon laquelle le capitalisme n'était plus dans une période de guerres et de révolutions mais qu'il entrait dans une période de stabilisation pendant laquelle il fallait abandonner tout espoir de révolution. L'ancienne conception bolchévique selon laquelle la négociation servait à gagner du temps en attendant que l'U.R.S.S. et le mouvement révolutionnaire international se construisent a été abandonnée pour celle de la négociation comme moyen d'établir des rapports à long terme. Le Quatorzième Congrès du Parti (1925) dit : « Dans le domaine des rapports internationaux il y a un renforcement et une extension du "répétitif" qui se transforme en une période entière » (souligné par l'auteur). L'opposition de gauche a déclaré que cette thèse découlait des défaites du mouvement révolutionnaire international, du pessimisme s'y rattachant et « constituait un renoncement à la stratégie de la révolution mondiale ». (Programme de l'opposition de gauche.)

L'idée de la coexistence pacifique à long terme et même celle des traités de paix durables apparaît donc longtemps avant la direction post-stalinienne en U.R.S.S. Trotsky écrit en 1928 : « La nouvelle doctrine proclame qu'on peut construire le socialisme sur la base d'un état national si seulement



il n'y a pas d'intervention. Il en découle nécessairement une politique de collaboration avec la bourgeoisie étrangère afin d'éviter l'intervention, car ce faisant on garantit la construction du socialisme, c'est-à-dire, on résout le problème historique principal.» (Critique du Projet de Programme de l'Internationale Communiste.) Je pense, quant à moi, que c'est un résumé exact de la politique actuelle de la bureaucratie khrouchtchevienne.

Dans « La Révolution trahie », Trotsky dit également : « La bureaucratie a fini par concevoir pour assurer la sécurité de l'U.R.S.S. l'intégration de celle-ci dans le système de statu quo de l'Europe occidentale. Quoi de meilleur qu'un pacte perpétuel de non-agression entre le socialisme et le capitalisme ? »

Finalement, le camarade Varga mentionne « Les “voies parlementaires au socialisme” développées par Khrouchtchev » (souligné par l'auteur). En réalité, Khrouchtchev lui-même a, il y a un certain temps, taquiné les Chinois pour avoir nié la possibilité de la voie parlementaire au socialisme tout en soutenant Staline. Il a dit que le passage sur les voies parlementaires dans « La Voie Anglaise au Socialisme » a été rédigé par Staline.

On pourrait dire que la différence entre la période à laquelle je me suis référé et l'ère de Khrouchtchev est que dans cette première les staliniens ne sabotaient pas encore délibérément et avec sang-froid la révolution mais qu'ils suivaient plutôt une fausse politique. C'est vrai, et pourtant c'était Staline qui avait commencé la politique de trahison délibérée de la classe ouvrière internationale. Le refus de donner des armes à la classe ouvrière espagnole, les fronts populaires des années 30, le pacte Hitler-Staline, le refus de donner des armes aux partisans yougoslaves, l'arrêt de l'Armée Rouge devant Varsovie pendant que l'armée allemande écrasait le soulèvement de Varsovie, la politique classique de “coexistence” d'après guerre, l'entrée des partis communistes de masse français et italien dans le gouvernement bourgeois facilitant ainsi le relèvement du capitalisme en Europe occidentale, l'abandon sans scrupules des communistes grecs, le soutien de Chiang-Kai-Shek... Le manque de place rend impossible de revenir sur tous ces événements et ne me permet de parler que d'un seul d'entre eux.

Herbert Feis dans son livre sur la conférence de Potsdam, “Between War and Peace” (Entre la Guerre et la Paix) mentionne les conversations de 1945 entre Staline et Averell Harriman, l'ambassadeur américain en Russie, au sujet de la Chine. — « Harriman posa alors une série de questions précises. Quelle serait l'attitude soviétique si la Chine n'était pas unifiée lorsque les troupes soviétiques entreraient en Mandchourie ? Le cas échéant, est-ce que le Maréchal estimerait possible un arrangement avec Chiang-Kai-Shek ? Staline répondit sans hésiter : Le gouvernement soviétique ne préconisait aucun changement de la souveraineté chinoise sur la Mandchourie ou toute autre partie de la Chine ; que ce soit au Sinkiang ou ailleurs. Par

rapport au Généralissime, Staline dit qu'il savait peu de choses sur les dirigeants chinois mais qu'il pensait que Chiang-Kai-Shek était le meilleur du lot et que ce serait lui qui entreprendrait l'unification de la Chine. Il dit qu'il avait en vue aucun autre dirigeant et que, par exemple, il ne pensait pas que les dirigeants communistes chinois fussent aussi bons et qu'ils puissent, eux, réaliser l'unification de la Chine.

Staline allait-il demander à Chiang d'organiser le gouvernement civil quand les troupes soviétiques entreraient en Mandchourie? Oui, dit-il. En Mandchourie, comme partout ailleurs en Chine où l'armée rouge se trouverait, le régime administratif pourrait être assuré par Chiang. "Chiang pourrait envoyer ses représentants n'importe où se trouvait l'armée rouge". » (Between War and Peace, p. 112.)

Feis dit à juste titre que c'était « un accord franc et amical avec les buts américains d'hégémonie en Chine » — et ce n'est pas de Khrouchtchev dont il parle, mais de Staline!

Je sais que l'article du camarade Varga, tel qu'il est paru dans "Fourth International", n'est qu'un extrait d'une étude beaucoup plus longue, mais je ne vois pourtant pas comment il a pu soutenir l'idée que la direction actuelle de l'U.R.S.S. a une nouvelle sorte de politique extérieure basée sur des schémas théoriques qu'elle a élaborés. Le stalinisme a produit une politique extérieure différente de celle des bolchéviques et basée sur des théories différentes, parce que le stalinisme était entièrement différent d'un point de vue qualitatif du bolchévisme: il s'agissait d'une caste bureaucratique et dégénérée qui devait détruire le parti bolchévique afin de prendre le pouvoir. Selon moi, Khrouchtchev est le dirigeant d'une caste bureaucratique en U.R.S.S., tout comme Staline l'a été, et ses objectifs fondamentaux sont les mêmes: défendre la position privilégiée de cette bureaucratie, tenir en laisse la classe ouvrière russe, empêcher l'extension de la révolution et défendre l'U.R.S.S. par des méthodes qui ne peuvent que conduire sa chute. S'il y avait une différence fondamentale et qualitative entre les politiques extérieures de Khrouchtchev et de Staline, un marxiste chercherait à trouver cette différence dans leurs rôles respectifs dans la société russe. Or, selon moi, il n'y a pas de différence fondamentale entre ces rôles.

2. La question de la bureaucratie russe me pousse à faire une deuxième critique de l'article du camarade Varga. Le camarade Varga dit: « L'acceptation d'un contrôle de l'armement sur le territoire de l'U.R.S.S. constituerait l'ouverture d'une brèche qui permettrait à l'impérialisme de s'infiltrer dans l'économie planifiée, menaçant de démantèlement le monopole du commerce extérieur... voilà la route tracée du rétablissement du capitalisme en U.R.S.S. »

Qu'on me comprenne bien: je ne dis pas que l'U.R.S.S. devrait accepter des postes de contrôle sur son territoire. Il est clair que l'U.R.S.S. doit s'armer avec tous les moyens possibles contre les projets de guerre de l'impérialisme. Les trotskystes ne peuvent qu'être d'accord là-dessus.



Je mets en question, par contre, le fait que ces postes pourraient en réalité avoir l'effet destructeur que suggère le camarade Varga. Il me semble que d'un poste militaire de contrôle à l'abolition du monopole du commerce extérieur, il y a un énorme pas à franchir et que la chose ne serait nullement facile. Le renversement de l'économie planifiée de l'U.R.S.S. et la restauration du capitalisme serait une tâche bien plus ardue que ne semble le dire le camarade Varga. Pour ce faire, il faudrait une intervention armée de l'extérieur ou une contre-révolution armée intérieure, ou les deux. Il est vrai que sans les défenses économiques de l'U.R.S.S., dont le monopole du commerce extérieur est la plus importante, l'état ouvrier serait sous une pression énorme de la part du marché capitaliste, mais même cela nécessiterait en dernière analyse l'emploi de la force comme seul moyen d'effectuer un changement aussi fondamental dans la structure de classe de l'U.R.S.S. que la restauration du capitalisme, faisant de l'U.R.S.S. « une colonie particulière de l'impérialisme ».

Le camarade Varga semble suivre un chemin entièrement faux quand il développe ce point encore plus en disant que « les dirigeants russes sont prêts à marchander l'héritage socialiste de la révolution d'octobre. » Cette affirmation est en contradiction avec l'analyse trotskyste de la bureaucratie russe en même temps qu'elle attribue à cette bureaucratie plus de force qu'elle n'en a. La bureaucratie n'est pas prête à faire commerce de l'héritage socialiste d'octobre. A l'étape actuelle de son évolution, elle ne pourrait pas le faire même si elle le voulait.

Trotsky parlait de la nature double de la bureaucratie soviétique. En politique extérieure, elle est parfaitement réactionnaire tandis qu'en U.R.S.S. la classe ouvrière a été expropriée politiquement mais elle (la bureaucratie) est obligée de défendre les conquêtes sociales d'octobre par ses propres moyens. Cette définition classique de Trotsky est aussi valable aujourd'hui qu'elle ne l'était alors.

« La bureaucratie soviétique a politiquement exproprié le prolétariat pour défendre par ses propres méthodes les conquêtes sociales du prolétariat. » (« La Révolution Trahie », chapitre 9, p. 207.)

« La bureaucratie n'a pas créé de base sociale à sa domination sous la forme de condition de propriété. Elle est obligée de défendre la propriété de l'état, la source de son pouvoir et de ses revenus. Par cet aspect de son activité, elle demeure l'instrument de la dictature du prolétariat. » (Idem.)

Pour justifier l'affirmation selon laquelle les dirigeants soviétiques sont prêts à vendre l'héritage socialiste d'octobre, le camarade Varga serait obligé de démontrer que ces dirigeants ont déjà créé la base sociale pour ce faire à l'intérieur de l'U.R.S.S. en créant de nouvelles formes de propriété. Il ne le fait pas.

Il aurait aussi à montrer que la bureaucratie a non seulement trahi la

révolution du point de vue politique mais aussi qu'elle a vaincu complètement la classe ouvrière russe. Pour citer encore Trotsky :

« En tant que force politique consciente, la bureaucratie a trahi la révolution. Mais une révolution victorieuse n'est pas... qu'un ensemble d'institutions politiques mais aussi un système de rapports sociaux. Il ne suffit pas de le trahir : il faut encore le renverser. Les dirigeants ont trahi la révolution d'Octobre mais ne l'ont pas encore renversée. » (Idem, p. 209.)

La bureaucratie soviétique ne pourrait pas délibérément et consciemment ouvrir la porte à la domination de l'impérialisme américain sans au préalable avoir renversé le système de rapports sociaux à l'intérieur de l'U.R.S.S. Elle ne l'a pas fait, elle n'aurait pas pu le faire sans une lutte violente et victorieuse contre la classe ouvrière. « Sur la voie du capitalisme la contre-révolution devra briser la résistance des travailleurs ; sur la voie du socialisme les travailleurs devront renverser la bureaucratie » (« La Révolution Trahie »). Tout tend à démontrer que la bureaucratie vit dans un état de crainte devant la classe ouvrière, comme les réhabilitations récentes le montrent.

3. La position prise par le camarade Varga par rapport au P.C. chinois doit être abordée avec une extrême prudence. Dans la partie de son article « Scission au sein du Stalinisme » il déclare que « les partis staliniens sont caractérisés par le révisionnisme », ce qui est vrai, mais il continue par dire que ce révisionnisme « combat la position révolutionnaire du P.C. chinois » (souligné par l'auteur).

En réalité, le P.C. chinois n'a pas de position révolutionnaire mais plutôt une position opportuniste et révisionniste. Le parti chinois est encore un parti stalinien et il l'est pour des raisons plus profondes que ne le montre le camarade Varga quand il dit : « Aussi longtemps qu'ils maintiennent leur alliance sans principes avec l'assassin Enver Hodja, tant qu'ils saluent le régime bourgeois de Ben Bella comme authentiquement révolutionnaire et ainsi de suite leur critique de Khrouchtchev reste dans le cadre des conceptions staliniennes. »

Il n'est pas marxiste de voir la position chinoise comme un mélange du bon (l'opposition à Khrouchtchev et les citations de Lénine) et du mauvais (culte de Staline, soutien de Hodja, etc). Le P.C. chinois est menacé directement par l'impérialisme mondial en Asie et c'est pour cela qu'il se heurte empiriquement à la politique de Khrouchtchev (qui est une continuation de la politique de Staline). Mais les dirigeants chinois défendent Staline tout en attaquant Khrouchtchev. Ce n'est pas parce qu'il y a une différence fondamentale entre la politique de Khrouchtchev et celle de Staline ni parce que les Chinois sont aveuglés pour une raison mystérieuse, mais parce que la défense tenace de Staline par les Chinois reflète la domination profondément bureaucratique de ces dirigeants sur chaque aspect de la vie chinoise, y compris le P.C. chinois.



Les dirigeants chinois sont une caste bureaucratique se tenant au-dessus de la classe ouvrière et de la paysannerie chinoise, tout comme les Khrouchtchéviens en Russie, à cette différence que ces derniers ont été forcés d'essayer de faire des concessions à la pression des masses soviétiques en dénonçant les crimes de Staline et en essayant de cacher leur participation à ces crimes.

Il n'est donc pas vrai que le conflit au sein des P.C. soit un conflit entre « la position capitularde de la coexistence pacifique et la position révolutionnaire de la lutte des classes. » Une telle politique ne peut qu'être préconisée par de véritables partis révolutionnaires — c'est-à-dire par des partis trotskystes.

Les dirigeants chinois ont déclaré à maintes reprises qu'ils croyaient en la coexistence pacifique et ils n'ont pas suivi de politique révolutionnaire en Asie. Leur position vis-à-vis des bourgeoisies nationales asiatiques, par exemple à l'égard de l'Indonésie, est la politique classique des staliniens : le soutien des « progressistes » comme Soekarno en lui subordonnant complètement les vraies forces révolutionnaires de l'Indonésie.

Le périple de Mao-Tsé-Toung au Moyen-Orient il y a quelques mois ne différait en rien de la récente visite de Khrouchtchev, si ce n'est que ce dernier a davantage à offrir comme prêts.

Le fait que le P.C. chinois adresse d'abord ses critiques aux directions officielles de mouvement communiste international au lieu d'essayer de se créer un appui révolutionnaire parmi les masses travailleuses n'est pas dû à une « grave illusion » dans la possibilité de convaincre ces dirigeants, comme le suggère le camarade Varga, mais plutôt au fait que la position et la politique bureaucratiques des dirigeants chinois leur rendent impossible un tel appel révolutionnaire.

Finalement, le camarade Varga fait appel « aux Chinois » pour qu'ils adoptent une pratique et une théorie révolutionnaires et il dit : « Est-il possible que le P.C. chinois adopte une telle position ? C'est une question à laquelle nous ne pouvons pas répondre catégoriquement. »

Il est clair dans le contexte de l'article qu'en disant « les Chinois » le camarade Varga veut dire les dirigeants du P.C. chinois et qu'il se réfère au P.C. chinois tel qu'il est actuellement avec sa direction actuelle.

Si tel est le cas, nous pouvons donner une réponse catégorique à sa question. Il n'est pas possible pour le P.C. chinois d'adopter la pratique et la théorie marxistes révolutionnaires sans renverser l'actuelle direction bureaucratique de ce parti. En d'autres termes, sans la révolution politique en Chine pour renverser l'actuelle caste bureaucratique pour la remplacer par un véritable pouvoir ouvrier, il ne peut y avoir de direction révolutionnaire internationale fournie par les Chinois.

La tâche des trotskystes n'est pas de faire des spéculations sur la possibilité de redressement du P.C. chinois (le camarade Varga dit : « Nous ne pouvons pas à priori rejeter cette possibilité ») mais d'utiliser la profonde scission au sein du stalinisme mondial afin de construire une véritable internationale révolutionnaire (c'est-à-dire trotskyste), avec des sections dans chaque pays, y compris la Russie et la Chine.

C'est uniquement sur cette voie que la théorie et la pratique révolutionnaires marxistes seront développées.

G. GALE.

---

## *réponse au camarade Gale*

Les critiques du camarade Gale adressées à mon étude sur l'U.R.S.S. et la bureaucratie stalinienne prouvent une chose certaine : elles démontrent la volonté d'examiner et de discuter sérieusement, enfin, de ce problème fondamental. Si la discussion se poursuit et aboutit à une meilleure compréhension de l'U.R.S.S. actuelle, de la politique récente de la bureaucratie et, partant, de nos tâches, mon texte aura atteint le but qu'il se proposait.

A cet égard, il est significatif que les révisionnistes pablistes n'ont, jusqu'à aujourd'hui, donné aucune analyse sérieuse des problèmes sociaux de l'U.R.S.S. Leur attitude liquidatrice, en particulier à l'égard de la tâche de construction de partis révolutionnaires en U.R.S.S., en Chine et dans les démocraties populaires, est profondément liée à cette « négligence » théorique. Je considère l'ouverture d'une telle discussion dans « Fourth International » et « La Vérité » et, qui sait, peut-être dans les organisations trotskystes, comme l'un des signes de la rupture décisive d'avec les révisionnistes. Rupture avec leur attitude, sous quelque forme qu'elle soit, d'adaptation à la bureaucratie et, par conséquent, comme un engagement sérieux, donc pratique, à construire les partis marxistes et l'Internationale.

Le camarade Gale avoue franchement ne pas avoir lu mon texte en entier, faute de quoi, il en critique un chapitre dont la traduction a paru dans le 1<sup>er</sup> numéro de « Fourth International ». Evidemment, ce fait déjà,



du moins en partie, fausse la discussion. Nous n'y pouvons rien. Mais cela m'oblige à répondre en employant la méthode que j'ai utilisée dans mon texte, à savoir de ne pas commencer par la fin, c'est-à-dire, par la politique étrangère de la bureaucratie, mais prendre au contraire pour point de départ l'analyse économique et sociale de l'U.R.S.S.

Il est exact de dire que la bureaucratie stalinienne est une couche sociale contradictoire qui, malgré son caractère contre-révolutionnaire, est liée aux conquêtes d'octobre et à leur maintien. A vrai dire, toute mon étude est basée sur l'examen de cette contradiction. Car, ce serait une erreur de la considérer comme statique et immobile, donnée une fois pour toutes. Il me semble que le camarade Gale, au lieu d'examiner l'évolution de cette contradiction dans la société soviétique **actuelle** et ses répercussions sur le plan international, essaie de réfuter mon analyse en s'appuyant uniquement sur les textes.

Je ne peux le suivre. D'autant plus que la société soviétique étant contradictoire, les textes de Trotsky, — plus exactement : ses citations — sont, eux aussi contradictoires en apparence. Et puisqu'il s'agit de contradictions dialectiques, c'est-à-dire en développement perpétuel où les antinomies changent, l'une par rapport à l'autre, l'utilisation des seules citations ne sert pas à grand chose. L'analyse **entière** de Trotsky nous fournit la clé d'orientation pour comprendre la société soviétique. Mais si le camarade Gale pense que, depuis l'assassinat de Trotsky, la société soviétique est restée immobile et, que plus précisément, le contenu social de la contradiction de la bureaucratie n'a pas évolué, j'ai bien peur qu'il reste seul de cette opinion. Il a évidemment raison d'écrire que ni l'U.R.S.S., ni la bureaucratie n'ont changé **qualitativement**. Mais contre qui le camarade Gale avance-t-il cette affirmation ? Ce n'est certainement pas contre moi, puisque je montre, et répète même expressément, à plusieurs reprises, qu'il ne s'agit pas d'un changement **qualitatif** ou **fondamental**.

Mais la répétition de cette vérité risque de nous cacher l'évidence qu'entre changement qualitatif et changement tout court il y a une différence. Les changements **quantitatifs** ont leur signification qui, **dans les détails**, peuvent revêtir une **forme** qualitativement différente. Sur la base d'une analyse de la société soviétique actuelle, je constate que dans les rapports sociaux et dans la politique, aussi bien intérieure qu'extérieure, de la bureaucratie il y a une accentuation de l'évolution qui tend à la liquidation des conquêtes d'octobre. La dualité de la bureaucratie reste la même. Mais dans cette dualité, les forces tendant à la transformer se sont développées et l'influencent. Je mets l'accent sur ce phénomène dans mon texte. Durant la période 1923-27, l'opposition de gauche a ainsi mis l'accent sur les dangers d'une contre-révolution. Et lorsque l'on songe à ce que Trotsky écrivait, en 1936 : « La prédominance des tendances socialistes sur les tendances petites-bourgeoises est assurée non par l'automatisme économique... mais par la puissance politique

de la dictature. Le caractère de l'économie dépend donc entièrement de celui du pouvoir. » (« La Révolution trahie », p. 208) je ne pense pas avoir commis une faute en ne considérant pas les rapports sociaux comme immuables. Ainsi, pour ma part, je tiens compte du dynamisme de la contradiction de la bureaucratie et de la situation soviétiques. Là dessus, je ne suis pas seul. Et puisque le camarade Gale connaît bien les textes de Trotsky, je lui rappelle cette conclusion de « La Révolution trahie » : « La fin scientifique et politique que nous poursuivons n'est pas de donner une définition achevée d'un processus inachevé, mais d'observer toutes les phases du phénomène, d'en faire ressortir les tendances progressistes et réactionnaires, de révéler leur interaction, de prévoir les diverses variantes du développement ultérieur et de trouver dans cette prévision un point d'appui pour l'action. » (p. 212). Je ne fais pas autre chose dans mon texte qu'essayer de rendre compte du stade où sont arrivés aujourd'hui ces « processus inachevés ».

Or, le camarade Gale cite abondamment cet ouvrage de Trotsky mais n'avance aucune explication de la position et de la politique actuelles de la bureaucratie. Mais par une telle attitude l'on pourrait arriver à déformer complètement « La Révolution trahie ». Comment expliquer, par exemple, cette affirmation de Trotsky, si l'on n'est fidèle qu'à la lettre du texte ? « Si la bureaucratie soviétique réussit, avec sa perfide politique des "fronts populaires", à assurer la victoire de la réaction en France et en Espagne... l'U.R.S.S. se trouvera au bord de l'abîme et la contre-révolution bourgeoise s'y mettra à l'ordre du jour plutôt que le soulèvement des ouvriers contre la bureaucratie. » (p. 241).

A mon avis, l'attaque militaire contre l'U.R.S.S. et, par conséquent, la défense par les masses des conquêtes d'octobre ont, historiquement ajourné l'éventualité de ce développement bourgeois. Mais il ne faut pas faire comme si rien ne se passait. Or, depuis la guerre et, surtout depuis les années 1950, ce développement prend toute sa signification en U.R.S.S. Je n'écris à aucun moment que la bureaucratie — et surtout en tant que telle, dans son ensemble — ouvre délibérément et volontairement les portes à l'impérialisme. J'écris, par contre, que la logique de sa politique y mène, d'autant plus qu'actuellement, en son sein, des forces puissantes sont apparues qui veulent aller plus loin et influencent déjà la politique, intérieure et extérieure de l'U.R.S.S. Je n'ai pas l'intention de ré-écrire ici mon texte. J'essaie d'analyser les problèmes sociaux de l'U.R.S.S., n'oubliant pas cette autre constatation de Trotsky, faite également dans « La Révolution trahie » : « La bureaucratie demeure à la tête de l'Etat. L'évolution des rapports sociaux ne cesse pas... il faudra inévitablement qu'elle cherche appui par la suite dans les rapports de propriété. » (p. 211).

Mais finissons-en avec les citations. Je voudrais remarquer que les révisionnistes de type pabliste, bien qu'ils n'aient pas analysé les problèmes de



la société soviétique, essaient d'expliquer, à leur tour et à leur façon, le développement politique de l'U.R.S.S. Ils affirment que la bureaucratie soviétique évolue pacifiquement vers la démocratie ouvrière. Isaac Deutscher, leur idéologue non-officiel, lui aussi adopte la vue, pour ainsi dire « dynamique » de la situation (1), mais leur « dynamisme » va dans une direction fondamentalement opposée à la mienne. Leur « théorie » relève de leur adaptation politique à la bureaucratie et lui sert de couverture « scientifique ». Alors que mon but primordial était et reste « ...de trouver dans cette prévision un point d'appui pour l'action », je ne pouvais me contenter de répéter des citations. Comment expliquer le cours droitier actuel de la bureaucratie ? Y a-t-il un tel cours droitier ? Diffère-t-il, en quelque sorte, de la politique pratiquée auparavant ? Et pourquoi?... Et comment ? Mais s'il n'y a aucun changement, comment expliquer alors que Trotsky, et avec lui l'Opposition de gauche, a nettement distingué la politique de Staline avant et après 1929 ? — pourtant la politique de la bureaucratie restait fondamentalement la même, c'est-à-dire contre-révolutionnaire ? Comment expliquer autrement, sinon par cette différence, la capitulation d'un bon nombre des oppositionnels ? Ces différences, sur la même base, ont-elles donc leur signification pour l'action ? — c'est-à-dire pour la construction du parti ?

Les révisionnistes acclament la bureaucratie ; ils puisent leurs « preuves » dans le changement de sa politique. Je lutte, au contraire, pour la révolution politique voulant construire l'arme de cette révolution, le parti. Je dois donc prendre en considération ce changement. Si j'ose dire, nous sommes ainsi les « dynamiques ». Mais où en est le camarade Gale ? Son argumentation métaphysique, — au lieu d'expliquer la politique actuelle de la bureaucratie, il emploie des citations — me fait penser que, théoriquement, il reste à mi-chemin et, politiquement, dans l'attentisme.

Je maintiens l'analyse selon laquelle la politique actuelle de la bureaucratie soviétique, qui porte atteinte aux conquêtes d'Octobre, déjà très largement et d'une façon inquiétante, change, dans une certaine mesure (non qualitativement, bien entendu) les rapports sociaux mêmes en y affaiblissant la position de l'Etat ouvrier, et sa politique menace ainsi directement (et non seulement historiquement) l'acquis de la Révolution. Comment le camarade Gale explique-t-il, par exemple, les discussions actuelles sur la planification ? Pense-t-il vraiment que de telles attaques des forces petites-bourgeoises, encouragées par une fraction très forte de la bureaucratie, contre l'une des conquêtes fondamentales d'Octobre ne signifie rien de nouveau ? Est-il vraiment d'avis que la contre-révolution bourgeoise ou la révolution politique ouvrière — dont parle Trotsky — tombe du ciel d'un seul coup, sans aucune préparation, sans aucun changement quantitatif qui, dans les détails, (comme par exemple la dissolution des stations de machines agricoles et la vente de leurs machines aux kolkhozes), revêt des formes

---

(1) Cf. « Le prophète hors la loi ». Editions Julliard, Paris.

qualitativement différentes ? Je répète qu'il m'est impossible de reproduire ici l'analyse des problèmes sociaux en U.R.S.S. développée dans mon étude. Mais c'est sur la base de ces changements que j'explique la politique extérieure de la bureaucratie.

Le camarade Gale affirme que la politique de la « coexistence pacifique » ne diffère en rien de celle pratiquée par Staline. Certes, la bureaucratie a, depuis toujours, collaboré avec la bourgeoisie mondiale contre la révolution. Il est vrai aussi que la théorie de la « coexistence pacifique » découle logiquement de celle du « socialisme dans un seul pays » (encore faudrait-il préciser qu'elle en **découle** mais ne lui est pas **identique**). Pour toutes ces raisons, je commence même mon texte — et plusieurs fois j'y reviens — par démontrer qu'**essentiellement**, la politique de collaboration avec la bourgeoisie contre la révolution est la politique fondamentale de la bureaucratie, mise en avant par Staline bien avant Khrouchtchev. Mais encore une fois, il ne nous avance en rien de répéter cette vérité fondamentale. Pour montrer combien ce problème ne peut être envisagé, lui non plus, d'une façon statique, je me référerai, d'abord, à l'histoire.

On sait que Trotsky avait critiqué de la même façon, par exemple, le Comité anglo-russe et le Front populaire, comme étant **essentiellement** des expressions de la même politique de collaboration de classe contre la révolution. Pourtant, il y a une différence entre elles qui révèle la différence entre deux étapes de la politique extérieure de la bureaucratie. La différence vient du fait qu'entre temps, la bureaucratie a « définitivement passé du côté de l'ordre bourgeois ». Avant 1933, bien qu'il ait critiqué la politique de collaboration de classe, Trotsky a considéré autrement ce problème qu'après 1933. Parce qu'il l'a situé dans un **contexte plus vaste**, notamment, dans la possibilité réelle d'une révolution à l'extérieur de l'U.R.S.S. et celle d'un redressement à l'intérieur. Après 1933, ces possibilités étant anéanties par la bureaucratie elle-même, celle-ci a donné un nouvel essor à sa politique de collaboration de classe. Il est permis de parler d'un **nouvel essor**, car la tactique **généralisée** du Front populaire, y compris en Espagne, a été **différente** de la politique de « neutralisation » de la bourgeoisie du Comité anglo-russe.

Ainsi, précisément par la fondation de la IV<sup>e</sup> Internationale, nous voyons une nouvelle appréciation de la politique de la bureaucratie, **malgré le fait qu'il n'y avait aucun changement qualitatif dans les rapports sociaux**. Mieux encore, cette nouvelle appréciation a été formulée justement après le moment où Staline faisait son virage vers la gauche, accentuant le caractère « socialiste » de ces rapports. Et parce qu'ils s'étaient fixés sur ce virage, mais sans voir le contexte général, beaucoup de dirigeants de l'Opposition ont capitulé.

Il est évident que la collaboration de classe caractérise la politique extérieure de la bureaucratie. Mais il y a une différence entre les étapes



variées de cette politique fondamentale. Ainsi, nous avons connu la période de la « neutralisation » de la bourgeoisie, celle du Front populaire, puis celle de la « guerre froide » et, enfin, la « coexistence pacifique ». Naturellement, je suis d'accord avec le camarade Gale sur le fait que ces périodes sont essentiellement les mêmes. Mais je suis certain aussi qu'elles sont distinctes. La différence, en général, reflète la situation concrète de la bureaucratie à la fois par rapport à l'impérialisme mondial mais surtout par rapport à la classe ouvrière soviétique.

Le camarade Gale ne voit pas de différence entre la politique de « guerre froide » et celle de « coexistence pacifique ». Du moins, affirme-t-il, qu'il n'y a pas de différence fondamentale. Cependant, s'il est vrai qu'il n'y a pas de différence fondamentale, il existe pourtant une différence que tout le monde voit et essaie d'expliquer, sauf le camarade Gale. Je ne cherche pas ici à exposer les explications variées de cette différence. En général, elles ont une faiblesse organique : la politique extérieure de la bureaucratie y est présentée comme quelque chose en soi qui s'explique par elle-même. Mais cette façon de voir idéaliste et métaphysique n'ignore pas, pourtant, la différence elle-même qui existe entre cette nouvelle politique et celle en cours auparavant. Qui plus est, elle s'en réjouit.

Je maintiens que cette différence est plus importante qu'elle ne le paraît. Je place ce problème dans le **contexte général** et affirme que dans ce contexte général il y a un changement (non qualitatif mais très important) qui, déterminant la politique extérieure de la bureaucratie, l'a transformé en « coexistence pacifique ». Quel est ce changement dans le contexte général ? C'est que, aussi bien à l'intérieur qu'extérieur, la situation de la bureaucratie et de son pouvoir a subi une modification non négligeable. A l'extérieur, la crise de l'impérialisme s'est développée qui l'a conduit à renforcer sa pression sur l'U.R.S.S. Parallèlement, la classe ouvrière soviétique, sortant de l'épreuve de la guerre, se préparait à régler son compte à la bureaucratie. Cette dernière a, tout d'abord, essayé de répondre par un défi : renforcement de la terreur et politique aventuriste ultra-gauche à l'intérieur, « guerre froide » ou même « chaude » à l'extérieur. La crise profonde et aggravée de la bureaucratie qui en résultait a obligé cette dernière non seulement à abandonner la politique suivie jusque-là, mais aussi à la changer d'une façon **inédite**. Pourquoi ? Parce que cette fois-ci, la crise se présentait sous la forme **concrète** d'une révolution imminente à l'intérieur de l'U.R.S.S. Et ce fait est quelque chose de nouveau, d'inédit dans l'histoire de la bureaucratie. Contrairement aux années d'avant-guerre, — et ici il faut remonter jusqu'à la guerre civile — la classe ouvrière soviétique, depuis la guerre, est en montée, sans connaître de défaite ni même de recul. C'est à cette menace que la bureaucratie a répondu par son cours de droite, basé sur l'appui à la petite-bourgeoisie contre les ouvriers, et sur une alliance renforcée avec l'impérialisme mondial pour empêcher la révolution montante non « seulement » à l'extérieur

mais aussi à l'intérieur de l'U.R.S.S. C'est en cela que consiste la « nouveauté ». L'appui à la petite-bourgeoisie se traduit par des concessions importantes à son égard qui affaiblissent la position de l'Etat ouvrier dans les rapports sociaux. Ce qui n'était au départ qu'une « politique », est maintenant devenu une pression sociale objective que la bureaucratie subit, qu'elle le veuille ou non, et qui renforce, à son tour, la politique de droite à l'intérieur et à l'extérieur. La « coexistence pacifique » est donc l'étape de la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie où elle établit sa collaboration stratégique et militante avec la bourgeoisie mondiale en vue d'étouffer la révolution politique, et où les forces bourgeoises de l'U.R.S.S. préparent leur jonction organique avec l'impérialisme. Compte tenu de la montée de la classe ouvrière soviétique et du renforcement de sa lutte, pour le moment élémentaire, la bureaucratie ne dispose plus de ses anciennes possibilités de manœuvre. L'efficacité de son pouvoir, en tant qu'équilibre entre les forces ouvrières et celles de la bourgeoisie, se réduit. L'alternative historique que Trotsky a formulé est aujourd'hui concrètement à l'ordre du jour : révolution politique ou contre-révolution bourgeoise.

C'est pour cette raison que la « coexistence pacifique » est devenue une théorie générale. Le camarade Gale se trompe, me semble-t-il, en disant que sous Staline elle était déjà une théorie. Certes, Staline en a parlé mais jamais la bureaucratie soviétique et le mouvement stalinien international n'en faisaient une théorie achevée et générale, c'est-à-dire une explication de l'époque et, partant, une stratégie. Il y avait des tactiques diverses de la collaboration pour préserver l'édification du socialisme dans un seul pays. Aujourd'hui, il y a une théorie généralisée qui, dans son ensemble et non seulement dans ses implications, contredit formellement la théorie marxiste de l'impérialisme. Le camarade Gale souligne que le 14<sup>e</sup> congrès du parti, sous la direction de Staline, a proclamé la stabilisation de l'impérialisme, et que l'Opposition de gauche a critiqué cette affirmation comme un « renoncement à la tactique de la révolution mondiale ».

Pour le camarade Gale, c'est une preuve de ce que la « coexistence pacifique » n'est pas une nouvelle théorie. Seulement, la bureaucratie actuelle, jouant du chantage nucléaire, affirme qu'elle a complètement changé la situation mondiale, non plus « pour toute une période », mais pour toujours. Y a-t-il une différence ? Certes. Et notre explication, elle aussi, doit différer de celle donnée par l'Opposition. Celle-ci déclarait que la politique stalinienne résultait — je reprends la citation du camarade Gale — « des défaites du mouvement révolutionnaire international et du pessimisme en découlant ». Par contre, devons-nous dire, la « coexistence pacifique » est le résultat de la crise combinée de l'impérialisme et de la bureaucratie, produit de la montée de la classe ouvrière soviétique et de la pression de l'impérialisme.

Je maintiens que la politique de « coexistence pacifique » est une



théorie différente, donc « nouvelle ». Il est évident qu'entre elle et la théorie du « socialisme dans un seul pays », il y a un lien organique. Mais la collaboration stratégique et active n'est devenue théorie que par la « coexistence pacifique ». Et, par conséquent, si Staline a soulevé déjà la possibilité de passage parlementaire au socialisme, — pour l'Angleterre, — aujourd'hui, cette possibilité localisée est devenue la tactique généralisée et avouée, et plus encore, la théorie défendue pour l'ensemble du mouvement stalinien international.

Le problème des postes d'inspection sur le territoire de l'U.R.S.S. ne peut pas, lui non plus, être examiné en soi. Nous devons le situer, également, dans le contexte général, c'est-à-dire précisément dans cette situation où les forces bourgeoises encouragées et renforcées au sein de l'U.R.S.S. cherchent à opérer leur jonction avec l'impérialisme. Pour parler un langage plus concret : si le camarade Gale rapproche cette question d'inspection de celle de l'actuelle attaque concentrée sur la planification, et y ajoute le fait que des éléments de la bureaucratie œuvrent plus ou moins consciemment à une telle jonction, il arrivera lui aussi à la conclusion qu'il faut sonner l'alarme. Mais non une alarme militaire, comme vous le pensez, camarade Gale. C'est un problème politique, essentiellement politique et non « simplement » militaire.

De nouveau, je dois souligner qu'un passage pacifique à la contre-révolution bourgeoise, bien entendu, est inconcevable. Mais comme toute révolution, la contre-révolution aussi a sa propre préparation. Et si le camarade Gale ne veut s'apercevoir de certains phénomènes qu'après coup, je préfère pour ma part l'attitude de l'Opposition de gauche qui ne manquait jamais de donner des avertissements encore plus sévères que les miens.

Dans ses remarques critiques, le camarade Gale m'assure que la bureaucratie soviétique n'est pas prête à commercer l'héritage d'Octobre. Je dois dire que je n'ai jamais employé le mot « commercer » (c'est-à-dire « vendre », — « trade » en anglais), mais consciemment utilisé le mot « marchander » (« bargain » en anglais) ; et bien que je ne sois pas un étymologiste, cette nuance mérite d'être soulignée. Sans parler du fait qu'immédiatement après cette constatation, j'écrivis la phrase suivante : « Pour le moment, ils conservent (les bureaucrates) encore une attitude hésitante, mais au prix d'une trahison ignoble de la révolution chinoise. » Le vrai problème donc n'est pas dans une question d'ordre sémantique. Contre la montée des ouvriers en U.R.S.S. et sous la pression de l'impérialisme, la bureaucratie est bien prête à ce marchandage. La meilleure preuve en est, — et la plus visible, — le traité nucléaire de Moscou.

Personnellement, je considère la révolution chinoise et sa victoire comme appartenant à l'héritage d'Octobre. Et le traité de Moscou comme une attaque contre cette révolution. Le camarade Gale ne peut pas m'ébranler dans cette conviction. Si l'on considère l'héritage comme étant « seulement » les

conquêtes directes d'Octobre en U.R.S.S. même, je maintiens que le marchandage autour des postes d'inspection sur le territoire soviétique constitue la preuve que, du moins, une fraction de la bureaucratie est en train de marchander.

Venons-en au problème du parti communiste chinois. Je pense que, à ce sujet, le camarade Gale et moi-même, nous nous sommes trompés : je considère que ce parti est absolument différent des partis stalinien, le camarade Gale le considère comme étant absolument le même.

En relisant mon texte, je dois dire franchement qu'il y a là une équivoque, qui plus est, une confusion. Le camarade Gale a raison de souligner que notre tâche centrale consiste à construire le parti marxiste sur la base du Programme de Transition, également en Chine. Sur ce point, sa critique est valable, car en affirmant que le parti communiste chinois a la possibilité de faire sien le Programme de Transition, le lecteur conclut tout naturellement que ce parti deviendra le parti marxiste ouvrier en Chine. Or, nous devons affirmer, une fois pour toutes et sans aucune équivoque, que notre tâche, en Chine aussi bien qu'ailleurs, est de construire les partis révolutionnaires marxistes, et qu'aucun parti bureaucratique n'est capable de devenir un tel parti y compris le parti chinois. Et dans la mesure où cette tâche était aussi la mienne en écrivant mon texte, la confusion n'en est que plus grande. Elle vient surtout du fait que, indéniablement, le parti communiste chinois montre des signes qui le distinguent des autres partis communistes. En même temps, ce parti, du fait de la trahison du Kremlin, est objectivement placé dans des conditions différentes. Mais au lieu d'analyser ce problème, lié aux phénomènes sociaux chinois, au problème mondial de la révolution et à nos tâches, — impressionné par les paroles des chinois à l'égard de la politique droitière de Khrouchtchev, je suis trop hâtivement arrivé à une conclusion équivoque et arronée.

Le camarade Gale a soulevé, en me critiquant, un problème que je ne considère pas, comme correctement posé ou résolu dans sa critique. Le camarade Gale fait une erreur, lui aussi, en traitant ce parti comme étant exactement un parti stalinien, identique aux autres. Il est vrai que c'est un parti stalinien à bien des égards. Mais en même temps, un parti stalinien différent des autres. A mon avis, il est important que les marxistes analysent sérieusement le caractère et les possibilités de la révolution et du parti communiste chinois. Il m'est impossible de présenter ici cette analyse. Néanmoins, j'avance certains arguments susceptibles de nourrir ma critique de l'opinion du camarade Gale.

Tout d'abord, ce parti n'est pas le simple exécutant de la bureaucratie du Kremlin. Il a plusieurs fois agi contre les consignes de cette bureaucratie. Ensuite, contrairement aux autres partis staliniens, on pourrait difficilement le classer en tant qu'un parti déformé et bureaucratique de la classe ouvrière.



Non seulement il s'appuie sur la paysannerie, mais aussi, le processus de son origine, son développement ont été déterminés, influencés par la paysannerie et l'armée paysanne. Il ne faut pas oublier, non plus, que ce parti a dirigé une révolution victorieuse et que cette révolution a été marquée, aussi bien dans son caractère que dans son cours, par les conditions du pays et par la nature du parti. Enfin, une autre différence est, à ma connaissance, que dans ce parti la fraction de Mao n'a pas encore liquidé les autres fractions ; même les soi-disant droitiers de 1957, qu'on a exclu ou humilié, ont été réintégrés dans le parti. Evidemment, une analyse plus profonde et plus minutieuse pourrait — et devrait — mieux établir le caractère « spécifique » du parti chinois. Mais déjà sur la base de certains faits, je pense qu'un redressement de ce parti n'est pas exclu. Un redressement signifierait, bien entendu, le renversement de la direction et la victoire d'un courant révolutionnaire. Un tel redressement n'est pas impossible. Cependant, — et je dois le préciser — pour le parti chinois, compte tenu de son caractère de classe, le redressement ne signifierait pas la même chose que pour le parti bolchévique avant 1933. Le parti chinois pourrait se rapprocher du Programme de Transition mais non s'identifier avec lui, car il ne peut pas devenir un parti ouvrier. Après son redressement, ce parti pourrait devenir, dans le meilleur des cas, l'un des « partis des soviets » dont parle le Programme de Transition.

Je pense donc que nous devons distinguer notre tâche qui est la construction d'un parti marxiste chinois, et le caractère actuel, les possibilités futures du parti communiste chinois. De toute façon, je ne suis pas d'accord avec le camarade Gale qui, sans aucune distinction, classe ce parti parmi les autres partis staliniens.

En terminant, j'exprime, de nouveau, mon espoir que la discussion continue et s'étende au mouvement trotskyste international attestant ainsi la volonté de rompre avec le révisionnisme et, partant, de construire les partis en U.R.S.S., en Chine et dans les démocraties populaires. Tâche indispensable à la marche en avant vers la construction des partis en Angleterre, en France et dans tout l'Occident. Pour améliorer une telle discussion, nous tous devons employer le matérialisme dialectique qui ne tolère ni la confusion, ni la substitution des citations, des vérités abstraites, à l'analyse concrète et globale.

Michel VARGA.

P.-S. — J'avais déjà terminé ma réponse lorsque est arrivée la nouvelle du limogeage de Khrouchchev. Bien qu'il soit impossible, pour le moment, d'évaluer toute sa signification et son contenu exact, cet événement fait pleinement partie de notre discussion.

Il semble que la bureaucratie ait réagi précisément à cause de son avance dangereuse sur la voie de la capitulation. J'écris, en effet, qu'elle a été obligée de changer la politique pratiquée sous Staline. Cette nouvelle politique, que j'analyse dans mon texte, a renforcé les couches petites-bourgeoises à l'intérieur, et la collaboration avec l'impérialisme à l'extérieur. Comme conséquence, la petite-bourgeoisie a commencé son attaque directe et visible contre les conquêtes d'Octobre à l'intérieur, et le stalinisme international est entré dans sa phase de décomposition à l'extérieur. L'élimination de Khrouchtchev signifie la réaction brutale de la bureaucratie à cette évolution. En ceci, son comportement constitue la preuve indirecte de ce que mon analyse renfermait la réalité. Que ce soit, plus vraisemblablement un sursaut d'effroi de la bureaucratie dont j'évoque la possibilité dans mon texte, devant les menaces concrètes nées de l'évolution de la situation qu'un renforcement des forces bourgeoises, — c'est probable. De toute façon, la crise politique de la bureaucratie est venue au grand jour.

Si l'événement récent se révèle comme le signe d'effroi devant l'évolution restaurateur, j'affirme que cet effroi ne pourra pas se traduire par une politique « conséquente » et à long terme de gauche, semblable au virage de Staline en 1929. Les conditions ont changé : la disposition des classes en U.R.S.S., la classe ouvrière et les forces bourgeoises, ne sont plus les mêmes. Si, par contre, il reflète une avance plus poussée de la petite-bourgeoisie, — même en essayant de composer avec les Chinois — la tendance bourgeoise tentera de réaliser une offensive ouverte. Dans ces deux cas, la révolution ouvrière devient imminente. La crise politique actuelle démontre la fragilité de la bureaucratie devant l'approche d'une telle révolution, sa fragilité face aux classes opposées. Il est probable qu'elle tentera maintenant de régler « raisonnablement » ses contradictions les plus aiguës. Mais elle ne peut pas devenir raisonnable. La voie de Staline l'a conduite dans une impasse « déraisonnable » pour son pouvoir ; la voie de Khrouchtchev l'a jeté dans une autre impasse, également « déraisonnable ». Même si le changement politique signifie la volonté de la bureaucratie de freiner l'évolution vers la contre-révolution bourgeoise, cela ne peut pas durer longtemps. Par cette crise actuelle, la bureaucratie soviétique entre dans une phase très mouvementée de son histoire, pleine de convulsions, de crises politiques successives et d'aventures. Le règne Brejnev-Kossyguine n'est que transitoire, la révolution politique s'approche.

M.V.

(Novembre 1964.)



# les procès de Moscou

Personne n'oserait aujourd'hui, comme Georges Dimitrov, dirigeant de l'Internationale Communiste pendant la guerre d'Espagne, nier l'importance des procès de Moscou. Mais, pratiquement personne n'ose ou ne veut se pencher sur les problèmes qu'ils posent. Chacun sait qu'il y a eu quelque chose en U.R.S.S. dans les années 36, mais c'était loin, ce sont les affaires intérieures de l'U.R.S.S., et de toutes façons, le parti de Staline ne représentait-il pas l'histoire en marche ? Tout au plus, on admettait, avec la plus grande prudence, qu'il y avait eu quelques excès. Ces considérations oiseuses sur l'âme slave, la dernière manifestation de dévouement des Bolchéviks à leur parti, ou toute autre bonne explication des procès ne sauraient suffire à ceux qui veulent connaître la vérité et comprendre.

Ceux qui voulaient comprendre en avaient la possibilité dès le lendemain des procès, ils pouvaient lire les livres de Sedov ou de F. Adler, mais le seul fait de penser que ces livres pouvaient contenir du vrai était déjà une prise de position politique par rapport au terrorisme intellectuel qui sévissait dans les pays étrangers. Qui avait alors le courage de choisir entre Staline, l'allié, et Trotsky, l'hitlérien ? Il était assurément bien plus facile de ne pas chercher la vérité et de réclamer à cor et à cri comme certain « grand » poète, un G.P.U. pour chaque pays.

Maintenant, la bureaucratie acculée par ses contradictions, porte elle-même les coups les plus durs aux partisans du silence et de l'oubli. Khrouchtchev, aux XX<sup>e</sup> et XXII<sup>e</sup> congrès, en dénonçant le groupe anti-parti, les « Molotov, Kaganovitch, Malenkov, Vorochilov et consorts » donne le premier feu vert au procès des « procès de Moscou ». Bien sûr, feu d'un vert bien pâle car Khrouchtchev n'avait pas envie qu'on lui demande où il était, lui,

à ce moment-là, ou encore, comment il se fait qu'il soit passé à travers ; feu d'un vert d'autant plus pâle qu'il ne doit surtout pas remettre en cause les bases du régime parasitaire de la bureaucratie. En effet, une véritable remise en cause des procès de Moscou, une véritable déstalinisation, ne serait-ce pas, avant tout répondre à la question de l'écrivain Aksionov : « *Comment ont-ils pu permettre qu'arrive l'année 1937 ?* » (p. 262).

Aussi, les documents qui viennent de paraître sur ces procès et que présente Pierre Boué constituent-ils un ouvrage d'une grande actualité politique (1).

La solution des problèmes posés par les procès de Moscou, par le conflit Sino-Soviétique ou par le limogeage de Khrouchtchev, elle n'est pas dans les élucubrations de pseudo-politiciens de salle de café, elle est dans une analyse marxiste de la dégénérescence de l'État ouvrier, de la montée de la bureaucratie, elle réside dans la compréhension de ce qu'est sa politique. De ce point de vue le chapitre d'introduction au livre est significatif, il situe le cadre dans lequel il faut placer les procès pour en comprendre le sens et la portée ; non moins significatives les louanges de Charles Maurras ou de Léon Degrelle au grand Staline ; également lourdes de sens les tirades des mêmes contre cet « Hébreu », Trotsky, ce fou qui prêchait la Révolution mondiale, alors qu'on parvenait tout juste, et après bien des craintes, à s'entendre avec « l'Homme de Fer ». La bourgeoisie a su, elle, analyser la situation, dans cette période de crise elle a compris que Staline était celui qui lui permettrait de faire reculer l'échéance.

On pourrait expliquer encore par de nombreuses pages l'intérêt de ce livre pour les militants qui veulent comprendre pourquoi et comment la Révolution a été trahie. Ce livre est précieux pour ceux qui ne limitent pas l'histoire aux grands hommes ou à « l'enregistrement du fait accompli », chacun peut se faire une opinion « sur pièces », les textes ne sont pas écrasés par le commentaire, destiné uniquement à les replacer dans leur cadre.

Instrument pour les militants, ce livre n'est pas moins utile à tous ceux qui ne veulent pas prendre des vessies pour des lanternes. En démontant le mécanisme des procès, on nous donne un aperçu sur les méthodes staliniennes, pour qui connaît un tant soit peu l'histoire du P.C.F. ceci devient particulièrement éclairant. Ce procédé par lequel on met au même banc d'accusation les vieux bolchéviks Zinoviev et Kamenev avec le provocateur

---

(1) « *Les Procès de Moscou* », présentés par Pierre Broué, collection « Archives », éditions Julliard, 1964.



Olberg, ou Piatakov avec Hrasche, ou Boukharine avec Pletnev, cet amalgame ne le retrouvons-nous pas, à un niveau ou un autre, à travers toute l'histoire des P.C. depuis Staline ?

Par ailleurs les procès nous donnent aussi une image de ce qu'est l'U.R.S.S. stalinienne : « La vie est meilleure, la vie est plus belle » disait Staline en juin 1936 (p. 9), mais en janvier 1937 et en mars 1938 il lui faut trouver des boucs émissaires, et quels émissaires (Serebriakov, Zorine, Livschitz, Rataïtchak, Khodjaev, Zelenski...) pour expliquer aux prolétaires qui souffrent de cette vie meilleure et plus belle, que c'est l'ignoble Trotsky qui mêle les semences de coton, qui fait dérailler les chemins de fer, qui met du verre pilé dans les mottes de beurre, qui fait rouiller les machines, qui organise les queues devant les magasins parce qu'il désorganise la distribution... Quel aveu percutant de la faillite d'un tel « socialisme », de l'incapacité du plan à planifier dans un tel cadre ! Les incrédules ont-ils besoin d'un autre constat de carence que le réquisitoire de Vychinski le 11 mars 1938 : « *Il est clair maintenant pourquoi nous avons des à-coups, ici et là ; pourquoi, malgré l'abondance des produits, nous manquons soudain tantôt d'un produit, tantôt d'un autre. La faute en incombe précisément à ces traîtres.* »

(Si l'on en croit la revue soviétique *Krocodil*, les traîtres sont aujourd'hui toujours aussi nombreux !)

Ceux qui, en matière de politique, raisonnent avec des « on-dit », avec des proverbes, ceux qui disent qu'il n'y a pas de fumée sans feu, ceux-là trouveront également dans le livre matière à réflexion ; ils verront la quantité de fumée soulevée par l'attentat contre Molotov dont parle Mouralov dans le deuxième procès et ils verront qu'en guise de feu il n'y avait qu'une malheureuse ornière ! Ils liront les conclusions de la commission Dewey ; ils en arriveront à cette conclusion qui s'impose : tout était truqué, à partir de là ils penseront au principal accusé, celui qui, bien qu'exilé, fut présent dans tous les actes d'accusation. La sinistre farce ne prendra fin que lorsque Trotsky sera réhabilité en U.R.S.S. et ses écrits édités et lus. Il faut comprendre que les procès ne sont pas le fruit d'une querelle de personnes qui aurait mal tourné, il faut ici citer Khrouchtchev à l'appui. « Sur 139 titulaires et suppléants du Comité Central élus en 1934, 98, soit 70 %, avaient été arrêtés et exécutés en 1937-1938 principalement, tandis que 1.108 des 1.966 délégués du XVII<sup>e</sup> congrès avaient été arrêtés sous l'accusation de crimes contre révolutionnaires. » (p. 239).

Après tout cela, que dire sinon qu'il faut avoir lu ce livre afin d'avoir « la possibilité de se faire sur pièces, une opinion personnelle. »

H. BERNIER.

# sur les débuts du Parti Communiste (S.F.I.C.)

Cette année sont parus quantité d'ouvrages sur les origines et les débuts du parti qui fut la « Section française de l'Internationale communiste ». Il sera nécessaire de consacrer dans un prochain numéro de cette revue un plus long article à la signification politique *actuelle* de cette vogue, et notamment à la lourde thèse de M<sup>me</sup> Kriegel consacrée aux « *Origines du Parti communiste français 1914-1920* ». Indiquons seulement ici que les méthodes de l'histoire universitaire ont remarquablement permis à l'auteur (ce qui n'était nullement inévitable) d'estomper la signification de la rupture entre le P.C. et le P.S., de laisser entendre que ce ne fut qu'un malentendu circonstanciel.

La collection « Archives » (1), vouée à la publication de documents commentés, offre deux petits livres d'un intérêt inégal mais certain. On peut saluer cette initiative : quelle que soit l'utilisation, que veuille en faire le commentateur, les textes demeurent et contribuent heureusement à dé-mythifier l'histoire ; présentée sous une forme non entièrement pré-digérée, elle incite le lecteur à réfléchir par lui-même.

Celui qui, non averti, irait chercher dans les débats du « *Congrès de Tours 1920* » (présenté par A. Kriegel) l'explication par les deux parties en présence des raisons d'accepter ou de refuser le bolchévisme, risquerait d'être déçu. Car le débat n'est pas entre les militants qui croient à « la portée internationale de la révolution russe » et ceux qui la refusent. Des leaders du « *Comité de la III<sup>e</sup> Internationale* », qui cherche à se placer intégralement sur les positions de l'I.C., les uns (Loriot, Souvarine) sont alors en prison, n'adhèrent pas au P.S. (Monatte), ou

(1) « *Congrès de Tours 1920* », présenté par Annie Kriegel et « *L'œil de Moscou à Paris* », correspondance d'Humbert Droz avec l'Exécutif de l'I.C. Collection « Archives », éditions Julliard, Paris, 1964.



sont à Moscou (Rosmer). De l'intervention de Vaillant-Couturier, rien n'est cité.

L'enjeu est la proportion du courant centriste qui acceptera l'adhésion déjà certaine du P.S. à l'I.C. La tactique des bolchéviques consiste à rallier la plus grosse masse des militants, tout en écartant les chefs les plus avertis, et donc les plus redoutables, du centre (d'où le télégramme de Zinoviev, mettant en cause personnellement Longuet). Le débat est donc entre les leaders du centre qui acceptent l'adhésion, médiocres et manœuvriers (Cachin, Frossard) et ceux qui la refusent (Blum), ou l'accepteraient sous conditions, c'est-à-dire la refusent (Longuet), sans conteste plus honnêtes et plus intelligents. A aucun moment il n'est question des raisons doctrinales qui rendent la scission nécessaire (1).

A Cachin, qui minimise les exigences organisationnelles du bolchévisme : « *On nous demande de faire un parti solidement organisé, totalement centralisé, vigoureusement dirigé. C'est une innovation, cela je le confesse. Cependant j'ai connu l'ancien Parti ouvrier français... On nous demande de revenir à cette forme d'organisation centralisée...* »

A Frossard qui déclare : « *...la vie en nous entraînant dans son tourbillon assouplira notre doctrine et nos méthodes, et éliminera sans effort ce qu'elles peuvent avoir de trop vigoureux...* »

Blum répond : « *Je sais très bien que certain d'entre vous qui sont de cœur avec nous, n'entrent dans l'Internationale communiste qu'avec l'arrière-pensée de la modifier du dedans, de la transformer une fois qu'ils y auront pénétré. Mais je crois que c'est là une illusion pure. Vous êtes en face de quelque chose de trop puissant, de trop cohérent, de trop stable pour que vous puissiez songer à le modifier.* »

Que Blum surestimât la force de l'I.C., que celle-ci ait été en fait acculée à la nécessité de hâter artificiellement en France la formation d'un parti susceptible d'action révolutionnaire, alors que n'existait pas un noyau éprouvé capable de le diriger, apparaît avec évidence dans l'« *Œil de Moscou à Paris* », qui rassemble la correspondance échangée entre Humbert-Droz, représentant de l'Exécutif de l'I.C. auprès du jeune parti de 1922 à 1924, et l'Exécutif de l'I.C. en la personne de Zinoviev.

Tours n'a été qu'un début, et nous voyons cette situation

(1) Ainsi, c'est la salle qui réagit, non les leaders, lorsque Blum réaffirme sa fidélité à la « défense nationale » et reproche à Cachin son ambiguïté à ce sujet.

complexe : l'I.C., en présence d'un parti hétérogène, divisé entre, notamment, une « gauche » qui veut en tout point lui être fidèle et un « centre » oscillant avec Cachin et Frossard, se refuse à prendre parti pour la gauche et prône la collaboration de la gauche et du centre. Les bolchéviks et leur représentant sont conscients de la faiblesse de la gauche, affligée du sectarisme des Souvarine et Treint, incapable de passer de la critique des centristes à la direction du parti, et où seul peut-être Rosmer semble émerger avec les qualités d'un dirigeant possible.

Ils veulent par cette union « basée sur la lutte décisive contre la droite » rendre la gauche capable d'action pratique et mettre les Cachin et Frossard en demeure d'appliquer leurs engagements. Hors des accès de sectarisme chez Zinoviev (« Y a-t-il encore quelqu'un qui ose prétendre que le Parti communiste allemand fut affaibli parce qu'il avait chassé non seulement Paul Lévi, mais encore Geyer, Friesland et toute cette canaille ») le souci de l'I.C. apparaît d'une extrême prudence pour éviter un « Livourne français » (scission entre la gauche et le centre).

Après l'échec de la collaboration au congrès de Paris, le compromis mis au point au IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. (nov. déc. 1922) marque un nouveau recul mais sauvegarde des possibilités de collaboration.

Pleine d'intérêt est la lettre de Humbert-Droz à Zinoviev et Trotsky sur les réactions à ces décisions :

« ...Dans la gauche : il reste deux courants, l'un qui considère que les décisions du IV<sup>e</sup> congrès sont mauvaises et qu'il eût mieux valu laisser tout le pouvoir au centre, permettre à la gauche de continuer son opposition et la soutenir jusqu'à ce qu'elle ait gagné la majorité du parti. C'est l'opinion du groupe souvarinien maintenant bien réduit : Treint, Reynaud. Les autres au contraire pensent que la solution est bonne parce qu'elle oblige la gauche à sortir de son rôle négatif et critique pour prendre une part active dans le travail positif du parti : Rosmer, Dunois, Vaillant... »

« ...Dans le centre... Cachin... a été copieusement injurié. On lui reproche de n'avoir pensé qu'à son poste de directeur de l'Humanité et d'avoir abandonné toute opposition alors qu'il avait été l'âme de la résistance avant, pendant et après le Congrès de Paris... »

Si Frossard rompit finalement, il n'entraîna avec lui que peu de « résistants », pour une part il est vrai grâce à la répression du gouvernement français, qui, tombant alors, amena le parti à serrer les rangs. Il semble alors qu'un véritable parti communiste



va pouvoir se former, que nous voyons entrer en lutte contre l'occupation de la Ruhr (1923).

Il faut noter le rôle qu'avait joué dans la crise le problème du Front unique. Il n'est pas indifférent que seule la gauche (hors de ceux qui rêvaient le retour au P.S.) acceptât son application en France, alors que les centristes refusaient ce qui leur semblait une capitulation devant les réformistes avec qui ils avaient si douloureusement rompu. On verra là une confirmation du critère révolutionnaire du Front unique et de la nécessité qu'il implique d'une avant-garde pleinement révolutionnaire pour l'impulser.

En date du 9 février 1924, une lettre d'Amédée Dunois à Humbert-Droz, montre les premiers signes de l'échec de cette tentative de former un parti communiste en France, manifesté par la caporalisation : « Hier à l'assemblée fédérale de la région parisienne, ni Lorient ni moi n'avons pu parler... On ne discute pas plus dans le parti aujourd'hui qu'hier, parce que si l'on pouvait discuter, si l'on pouvait abolir ce régime insupportable du silence dans les rangs, le règne des Treint et des Girault ne durerait guère. »

Puisqu'il faut conclure, disons que ces deux petits livres, notamment l'*Œil de Moscou*, sont passionnants pour qui pense que la construction d'un parti révolutionnaire dans ce pays reste une perspective actuelle. Il en tirera la conclusion qu'une direction révolutionnaire ne s'improvise pas, même avec l'aide d'un événement aussi formidable que la révolution russe, qu'on ne redresse pas une organisation aux traditions opportunistes, et que même une rupture à grande échelle dans une telle organisation ne saurait être bénéfique pour les révolutionnaires, s'ils ne se sont préparés, par la sélection patiente à travers la lutte de classe d'une avant-garde sur le programme de la révolution socialiste, à offrir une direction de rechange aux masses et aux militants qui s'orientent vers la révolution.

Julien RAMME.

---

*Le prochain numéro de LA VERITE sera un numéro double, consacré à la crise de la IV<sup>e</sup> Internationale, à sa destruction comme organisation par le courant révisionniste et liquidateur, et aux problèmes théoriques et politiques de sa reconstruction.*

---

# TABLE

---

EDITORIAL .....	I
PETER JEFFRIES : LA CRISE DU CAPITALISME D'APRES-GUERRE .....	14
J. LAURENT : LES CONTRADICTIONS DE L'ECONOMIE ESPAGNOLE .....	31
DISCUSSION	
G. GALE : COEXISTENCE PACIFIQUE ET STALINISME (Commentaires sur l'étude de M. Varga.)	70
M. VARGA : REPOSE A G. GALE .....	78
NOTES DE LECTURE	
Les procès de Moscou .....	89
Sur les débuts du parti communiste français .....	92

---

*Pour le regroupement de l'avant-garde  
Pour œuvrer à la construction de l'organisation révolutionnaire  
une arme :*

## **"INFORMATIONS OUVRIÈRES"**

Paraît tous les mois  
accompagné d'un supplément hebdomadaire ronéotypé

ABONNEMENTS (Bulletin mensuel imprimé incluant le supplé-  
ment ronéotypé hebdomadaire) 12 numéros : 6 F (envoi  
sous pli clos : 9 F).

## **"INFORMATIONS OUVRIÈRES"**

*a publié*

- EN FEVRIER : une brochure sur la signification du V<sup>e</sup> Plan  
(Prix : 1,50 F)
- EN MARS : un numéro spécial sur les enseignements de la  
grève des 27 et 28 janvier 1965 (Prix : 1,20 F).

RÉDACTION-ADMINISTRATION :  
INFORMATIONS OUVRIÈRES  
19, rue Greneta — Paris (2<sup>e</sup>)

*Abonnements : BOUSSEL Pierre, C.C.P. 21.831-73*



# S. P. E. L.

5, rue de Charonne — PARIS (11<sup>e</sup>)

- L. TROTSKY :
- |   |       |
|---|-------|
| De la révolution, relié, 656 pages .....  | 39,00 |
| comprenant « Cours Nouveau », « La révolution trahie »,<br>« La révolution défigurée », « La révolution permanente ». |       |
| Histoire de la révolution russe, relié .....  | 39,00 |
| Staline .....   | 12,00 |
| Littérature et Révolution .....   | 18,00 |
| Ma vie, édition intégrale .....   | 20,00 |
| Journal d'Exil .....  | 12,00 |
| Terrorisme et communisme .....  | 4,40  |
| Ecrits (1928-1940), Tome I .....  | 10,00 |
| Tome II (Où va la France) .....   | 5,00  |
| Tome III (Allemagne-France) .....   | 16,00 |
| Vie de Lénine (Jeunesse), ouvrage rare .....  | 26,00 |
| Les crimes de Staline .....   | 12,00 |
| La révolution permanente .....  | 4,95  |
- LENINE :
- Œuvres complètes, en cours de publication. Actuellement disponibles les tomes 1, 2, 4, 14, 20 à 29, 31, 32, 33, 34 et 36. Chaque volume .....
- 7,00
- K. MARX et F. ENGELS :
- La nouvelle gazette rhénane (Tome I), vient de paraître 25,00
- P. BROUE :
- Le parti bolchevique, relié, 632 pages .....
- 39,00
- P. BROUE et E. TEMIME :
- La révolution et la guerre d'Espagne, 544 pages .....
- 30,00
- I. DEUTSCHER :
- |   |       |
|---|-------|
| Trotsky, Tome I, « Le prophète armé » ..... | 24,00 |
| Tome II, « Le prophète désarmé » .....      | 27,00 |
| Tome III, « Le prophète hors-la-loi » ..... | 30,00 |

Vient d'être réédité  
**L'An I de la Révolution Russe**  
par **Victor SERGE**  
(Editions de Delphes)  
**Prix S.P.E.L. 23 francs**

Envoi franco contre mandat au C.C.P. 6032-01, Paris  
Peut fournir tout ouvrage

